PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL D'EST ENSEMBLE

(valant zonages « assainissement » et « eaux pluviales »)

7.5 ANNEXES INFORMATIVES EST ENSEMBLE

11. Règlement Local de Publicité intercommunal

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé par délibération du Conseil de Territoire en date du 4 février 2020

Modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil de Territoire en date du 29 juin 2021

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal mis en compatibilité avec l'arrêté inter-préfectoral du 2 décembre 2021 portant modification de la déclaration d'utilité publique relative aux travaux nécessaires à la réalisation de la ligne 15 Est

Modification n°1 approuvée par délibération du Conseil de Territoire en date du 24 mai 2022

Dossier de Mise à jour n°1 approuvé par arrêté n°2022- 61 en date du 15 décembre 2022

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal mis en compatibilité avec le projet d'extension du tribunal judiciaire de Bobigny approuvé par arrêté préfectoral du 24 mai 2023

Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvée par délibération du Conseil de Territoire en date du 27 juin 2023

Mise à jour n°2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal par arrêté n°A2023_2496 en date du 3 novembre 2023

Mise à jour n°3 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal par arrêté n°A2024_1298 en date du 5 juillet 2024



Bagnolet / Bobigny / Bondy / Le Pré Saint-Gervais / Les Lilas / Montreuil / Noisy-le-Sec / Pantin / Romainville

Est Ensemble Grand Paris

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

ensemble pour le climat

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL

Est Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Sommaire

Approuvé en Conseil de territoire du 25 juin 2024

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

I. RAPPORT DE PRESENTATION

II. REGLEMENT

III. PLANS DE ZONAGE

IV. ANNEXES

- Plans des lieux d'interdiction de publicité
- Plans superposant délimitation des zones de publicité et lieux d'interdiction de publicité
- Arrêtés municipaux fixant les limites d'agglomération

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

ensemble pour le climat

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL

Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Rapport de présentation

Approuvé en Conseil de territoire du 25 juin 2024

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

SOMMAIRE

PREAMBULE

I. Données institutionnelles 8
a. Situation géographique, institution, compétences 8
b. Agglomération et unité urbaine 11
II. Bref portrait du territoire 12
a. Histoire de l'organisation spatiale 12
b. La desserte du territoire, amenée à être renforcée 16
c. Les grands secteurs commerciaux 22

PARTIE I : ANALYSE PAYSAGERE ET URBAINE

I. Caractéristiques paysagères 24
a. Les grandes entités paysagères 24
b. Les éléments d'identité paysagère du territoire 26
c. Les sites inscrits, les sites classés 28
d. Les zones Natura 2000 30
e. Les espaces de nature en ville 31
II. Caractéristiques patrimoniales 33
a. Les monuments historiques 33
b. Le patrimoine bâti remarquable 42

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

PARTIE II : ANALYSE DES REGLEMENTS LOCAUX DE PUBLICITE COMMUNAUX

I. **Nombre et typologie des zones** 46
II. **Points de convergence entre les RLP communaux** 47
III. **Mesures obsolètes ou illégales qui ne peuvent être reconduites par le RLPi** 48

PARTIE III : ANALYSE DE LA REGLEMENTATION NATIONALE DE L'AFFICHAGE APPLICABLE AU TERRITOIRE EN L'ABSENCE DE RLPi

I. **Règlementation nationale applicable en matière de publicités et préenseignes** 53
a. Les interdictions de publicité et préenseigne 55
b. Dispositions applicables à toute publicité ou préenseigne 57
c. Règles nationales applicables aux publicités et préenseignes non lumineuses ou éclairées par projection ou transparence 57
d. Règles nationales applicables aux publicités et préenseignes lumineuses autres qu'éclairées par projection ou transparence (dont numériques) 59
e. Règles nationales applicables à la publicité supportée par du mobilier urbain 60
f. Règles nationales applicables aux bâches publicitaires, de chantier ou permanentes 62
g. Règles nationales applicables aux dispositifs de dimensions exceptionnelles liés à une manifestation temporaire 64

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

h. Règles nationales applicables à certains modes d'exercice de la publicité 64

II. Règlementation nationale applicable en matière d'enseignes 67
a. Dispositions applicables à toute enseigne 67
b. Règles nationales applicables aux enseignes permanentes 68
c. Règles nationales applicables aux enseignes temporaires 70
d. Déclaration préalable et autorisation préalable 71

PARTIE IV : ETAT DU PARC EXISTANT DES PUBLICITES, PREENSEIGNES ET ENSEIGNES

I. Le parc des publicités et préenseignes 74
a. Sur propriétés privées et domaine ferroviaire 74
b. Sur domaine public 81
c. Impact visuel de la publicité 85
II. Le parc des enseignes 90
a. Les enseignes traditionnelles 90
b. Les enseignes des zones d'activités et commerciales 102

PARTIE V : LES OBJECTIFS ET ORIENTATIONS DU RLPi

I. Objectifs définis par la délibération de prescription 108
II. Les orientations débattues par le Conseil de territoire 110

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

PARTIE VI : L'EXPLICATION DES CHOIX

I. Le choix du zonage 115
a. La zone de publicité 1 115
b. La zone de publicité 2 122
c. La zone de publicité 3 133
d. La zone de publicité 4 134
II. Le choix des règles 137
a. Explication du choix des principes communs en matière de publicités et préenseignes 138
b. Explication du choix des principes communs en matière d'enseignes 142
c. Explication des choix de règles de la zone de publicité 1 (ZP1) 147
d. Explication des choix de règles de la zone de publicité 2 (ZP2) 154
e. Explication des choix de règles de la zone de publicité 3 (ZP3) 159
f. Explication des choix de règles de la zone de publicité 4 (ZP4) 163

CONCLUSION ET TABLEAUX DE SYNTHESE 165

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Conformément à l'article L. 581-14 du code de l'environnement, l'établissement public de coopération intercommunal (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) peut élaborer sur l'ensemble de son territoire un Règlement Local de Publicité (RLP).

L'Établissement Public Territorial (EPT) Est Ensemble a ainsi engagé, par délibération du 4 février 2020, l'élaboration de son RLP intercommunal (RLPi), à la fois pour pallier la caducité de quatre RLP communaux (Bagnolet, Noisy-le-Sec, Pantin et Romainville) et pour disposer d'un outil commun de protection des paysages et du cadre de vie.

Un RLP consiste à adapter les règles nationales de l'affichage, fixées par le code de l'environnement, aux spécificités d'un contexte local. La règlementation nationale existe depuis la loi du 29 décembre 1979. Depuis, elle a fait l'objet d'une réforme majeure à l'occasion du Grenelle II de l'environnement :

- la loi du 12 juillet 2010 a profondément modifié les règles nationales applicables aux publicités et aux enseignes, que ce soit pour réglementer de nouvelles formes d'affichage (ex : la publicité « numérique ») ou pour durcir les règles relatives aux conditions d'installation des enseignes ;

- la même loi Grenelle II a modifié le régime juridique des règlements locaux de publicité, qu'il s'agisse des procédures d'élaboration (identiques à celles des PLU) ou de leur « habilitation » réglementaire (suppression des possibilités de déroger à l'interdiction de publicité hors agglomération notamment) ;

- la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 permet désormais à un RLP d'encadrer les publicités et enseignes lumineuses situées à l'intérieur de la vitrine d'un commerce ;

- le décret du 30 octobre 2023 a modifié les surfaces unitaires maximales des publicités scellées au sol et murales notamment.

Le RLPi d'Est Ensemble est conçu comme un outil de protection du cadre de vie et de la qualité paysagère du territoire, complémentaire du PLUi approuvé en 2020.

Le présent rapport de présentation expose le diagnostic territorial qui a permis de dégager les objectifs et orientations du RLPi, en explique et en justifie les choix.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

PRÉAMBULE

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

I. DONNEES INSTITUTIONNELLES

a. Situation géographique, institution, compétences

Crée le 1er janvier 2016 dans le cadre de la loi du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe), Est Ensemble est l'un des 12 établissements publics territoriaux (EPT) composant la Métropole du Grand Paris.



Est Ensemble dans la Métropole du Grand Paris (Source : site internet EPT Est Ensemble)

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Situé dans le Département de la Seine-Saint-Denis en Région Ile-de-France, l'EPT Est Ensemble rassemble les communes de Bagnolet, Bobigny, Bondy, Le Pré Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin, Romainville.

L'EPT succède à une communauté d'agglomération du même nom créée en 2010 et qui avait le même territoire. Est Ensemble regroupe une population totale de 439 276 habitants (chiffre Insee 2021), pour un territoire d'une superficie d'environ 40 km².

Est Ensemble a connu un développement démographique rapide : près de + 9% en 9 ans. Malgré le caractère parfois lâche du tissu urbain, le territoire reste dense et les habitants y sont majoritairement stables. La présence d'un parc social important (38% des logements) a notamment permis de préserver la mixité sociale.

La population d'Est Ensemble est caractérisée par sa jeunesse : 28% des habitants sont âgés de moins de 20 ans en 2006, soit une part en augmentation depuis 1999, augmentation qui devrait encore s'accentuer du fait du taux de natalité important sur le territoire (18.6 pour 1 000).

Commune	Code Insee	Superficie (km²)	Population (Insee 2021)	Densité (hab/km²)
Bagnolet	93006	2.57	39 366	15 317
Bobigny	93008	6.77	55 056	8 132
Bondy	93010	5.47	52 905	9 671
Le Pré-Saint-Gervais	93061	0.7	16 865	24 092
Les Lilas	93045	1.26	23 469	18 626
Montreuil	93048	8.92	111 455	12 494
Noisy-le-Sec	93053	5.04	46 094	9 145
Pantin	93055	5.01	60 800	12 135
Romainville	93063	3.44	33 266	9 670

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Les compétences de l'EPT sont à l'origine les 5 compétences obligatoires de la communauté d'agglomération :

- aménagement de l'espace
- développement économique
- équilibre social de l'habitat
- politique de la ville
- renouvellement urbain

Parmi ces compétences obligatoires, la Métropole du Grand Paris est chargée de l'aménagement de l'espace métropolitain.

Les 9 Villes fondatrices de l'EPT ont ajouté 6 autres compétences, optionnelles :

- équipements culturels et sportifs
- prévention et valorisation des déchets
- protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie
- assainissement
- eau
- action sociale

Avec l'entrée en vigueur au 1er janvier 2016 de la loi NOTRe de 2015, Est Ensemble voit ce champ de compétence préservé, et étendu sur le plan de la politique de la ville et de l'urbanisme (portage des plans locaux - c'est-à-dire municipaux - d'urbanisme et élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal).

La compétence RLP revenant à l'autorité compétente en matière de PLU (art.L.581-14 c.env.), l'EPT Est Ensemble est ainsi devenu compétent pour élaborer un RLP à l'échelle de ses 9 communes membres.

Par son objectif général de protection des paysages et d'amélioration du cadre de vie, le RLPi s'inscrit en complémentarité d'autres initiatives et documents mis en place par Est Ensemble et les

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

communes qui le composent, notamment le Plan Climat Air Energie Territorial adopté le 21 février 2017, les démarches aménagement-transports, la charte du paysage, des usages et de l'aménagement du canal de l'Ourcq signée en octobre 2014, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 4 février 2020.

Le RLPi est un outil de protection du cadre de vie, complémentaire d'autres démarches intercommunales, dans un territoire en mutation.

b. Agglomération et unité urbaine

L'agglomération est une notion fondamentale en droit de l'affichage extérieur puisque, hormis certaines possibilités restreintes (préenseignes dérogatoires principalement), toute publicité est interdite hors agglomération, sans que le RLPi puisse y déroger (à l'exception des établissements commerciaux situés hors agglomération et exclusifs de toute habitation – l'EPT n'étant pas concerné).

En matière d'enseignes, la situation en ou hors agglomération n'a d'incidence que pour celles scellées au sol (surface unitaire limitée à 6m² hors agglomération, au lieu de 10,50m² dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants – article R.581-65 du code de l'environnement).

L'agglomération est définie par l'article R.110-2 du code de la route comme un *« espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde ».*

Les arrêtés municipaux fixant les limites d'agglomération sont des annexes obligatoires du RLPi. Toutefois, concernant la délimitation des agglomérations, la jurisprudence a pu préciser que le positionnement des panneaux limitant les entrées et sorties d'agglomération n'avait qu'une valeur de présomption du caractère aggloméré des lieux : en droit de l'affichage extérieur, c'est la réalité physique des lieux qui prime.

Tout le territoire d'Est Ensemble est composé de secteurs situés en agglomération. La seule zone agricole (zone A) recensée au PLUi correspond aux murs à pêches de Montreuil, qui ne constitue

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

pas pour autant un espace non aggloméré. Il en va de même pour les zones naturelles (zones N), qui prennent place au cœur d'un tissu urbanisé.

Autre particularité du territoire, qui emporte des conséquences notables en droit de l'affichage extérieur : l'appartenance ou non des agglomérations à une **unité urbaine** de plus de 100 000 habitants.

Notion définie par l'INSEE, une unité urbaine est une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

Toutes les communes membres de l'EPT Est Ensemble appartiennent à l'unité urbaine de Paris, qui comprend plus de 800 000 habitants. Cela signifie que ce sont les possibilités « maximales » d'installation de publicités qui s'y appliquent, d'après la règlementation nationale.

II. BREF PORTRAIT DU TERRITOIRE

a. Histoire de l'organisation spatiale

La géographie et l'histoire sont des marqueurs de l'identité et du développement du territoire d'Est Ensemble.

Les premières mentions du territoire dans les documents historiques remontent à l'époque moyenâgeuse. Pantin y est un fief ecclésiastique, installé sur les pentes de Romainville, et la paroisse de « Montreuil-sur-Bois » s'étend jusqu'à Vincennes. Pantin et Montreuil exercent une autorité sur l'ensemble du territoire.

Aux XVII^{e} et XVIII^{e} siècles, le territoire a une fonction de villégiature pour la noblesse parisienne. Les communes de Pantin, du Pré Saint-Gervais ou encore de Romainville, englobant l'actuel périmètre des Lilas, sont les lieux privilégiés de salons et guinguettes en raison de leur mitoyenneté avec la capitale. A cette époque, les activités agricoles sont en plein essor et le territoire est encore très largement rural.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Au XIXe siècle, le territoire s'industrialise. L'arrivée du canal de l'Ourcq et du chemin de fer permet le transport de matériaux et le développement d'activités industrielles sur tout le territoire. Parallèlement, les communes s'urbanisent rapidement autour des principaux axes : canal, voie ferrée, voie routière. Les anciens bourgs se transforment avec le développement de l'habitat ouvrier.

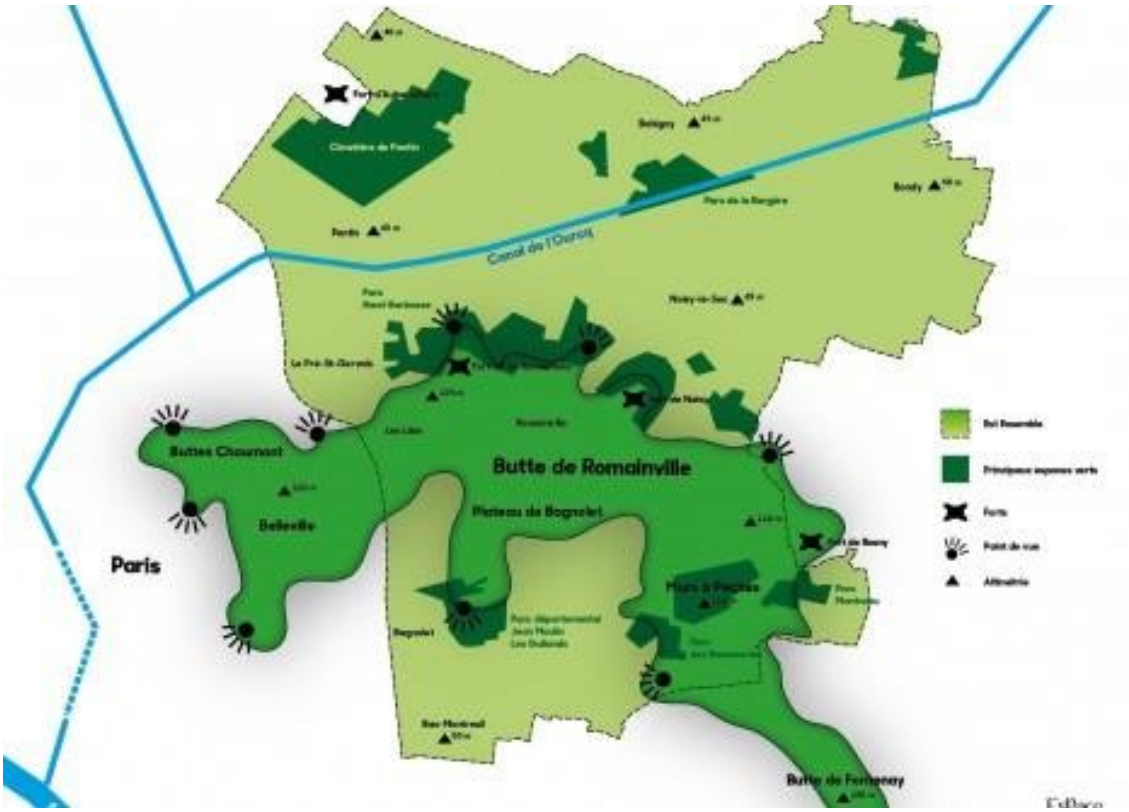
Dans la première moitié du XX^{e} siècle, le contexte de la Seconde Guerre Mondiale a des impacts sur le paysage urbain. La commune de Bobigny est entièrement détruite par les bombardements alliés, Romainville est également touchée. Le Nord des Lilas est gelé par l'occupation du fort par les forces allemandes.

La deuxième moitié du XX^{e} siècle marque une étape importante dans le paysage de l'actuel territoire. De nombreuses opérations de logements et d'équipements sont réalisées. Les communes aux portes de Paris connaissent une plus forte croissance.

La construction de grands ensembles et l'arrivée des grands axes autoroutiers et échangeurs dans les années 1970 finissent de dessiner le portrait du territoire tel qu'on peut le retrouver aujourd'hui.

Le territoire d'Est Ensemble est également marqué par sa topographie.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



Carte du relief et des paysages (Source : site internet EPT Est Ensemble)

Au Nord, sur la plaine, le territoire est le fruit de l'industrialisation du début du XIX^{e} siècle avec les grandes infrastructures que sont le Canal de l'Ourcq, les réseaux ferrés et les routes nationales.

Au centre, le Plateau, a connu une urbanisation plus tardive, du fait d'une tradition maraîchère et agricole plus importante, mais marqué par une présence militaire très forte avec la construction des forts au XIX^{e} siècle, première « couronne de défense » de la capitale.

Enfin une urbanisation « faubourienne » a constitué la série des centres anciens qui pour la plupart jouxtent Paris. Elle fut amplifiée à la fin du XIX^{e} siècle par l'arrivée des lignes de tramway. Elle est remarquable par la diversité de ses bâtiments et l'imbrication de ses fonctions.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) d'Est Ensemble a remplacé les Plans Locaux d'Urbanisme des 9 communes membres. Il est donc devenu, pour l'ensemble des villes du territoire, le document opposable pour toute démarche de demande d'autorisation du droit des sols.

Fruit d'un travail d'un peu plus de deux ans (juillet 2017-février 2020), le PLUi d'Est Ensemble est le premier à avoir été adopté dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris. Il s'inscrit en responsabilité face à un défi historique, celui du dérèglement climatique et de la protection de l'environnement.

C'est le modèle d'une ville innovante, résiliente et accueillante qui s'affirme autour des axes suivants:

- une ville renaturée et de qualité pour tous grâce à un développement et un aménagement qualitatif
- l'humain et le vivre ensemble au cœur du Plan pour répondre aux besoins des habitants et des usagers
- l'héritage, la résilience et la transition écologique comme moteurs d'une évolution maîtrisée pour mettre en valeur le patrimoine bâti, naturel, paysager mais aussi social, culturel et économique.

Le PLUi affiche une forte ambition environnementale. Pour atteindre ces objectifs, les règles d'urbanisme du PLUi permettent notamment de lutter contre les îlots de chaleur urbains et d'augmenter la présence de la nature en ville avec un minimum de 15% de plantations de pleine terre et de 35% d'espaces végétalisés obligatoires au sein des zones urbanisées. Le règlement du PLUi définit par ailleurs un renforcement de la protection des espaces paysagers protégés.

Le territoire est en mutation : de nombreux projets urbains sont développés. L'EPT porte ainsi 18 Zones d'Aménagement Concerté (et une ZAC en limite de Pantin, avec quelques parcelles sur cette commune : la ZAC du Fort d'Aubervilliers).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

L'EPT pilote également plusieurs études et projets avec les périmètres suivants :

- Centralité Raymond Queneau (périmètre de réflexion)
- Centralité de La Folie (périmètre de réflexion)
- Centralité Pont de Bondy (périmètre de réflexion)
- Bondy – Avenue Gallieni (périmètre de réflexion)
- Périmètre Rives de l'Ourcq (périmètre d'étude règlementaire)
- Périmètre Porte de la Plaine de l'Ourcq (périmètre d'étude règlementaire)
- Périmètre de la Promenade des Hauteurs (étude pré-opérationnelle)
- Délaissés du T1 (périmètre d'étude en cours de définition)
- Fort de Romainville (périmètre de réflexion)
- Porte de Bagnolet, La Noue, Croix de Chavaux, Porte de Montreuil (secteur stratégique)
- Porte de Bagnolet Gallieni (périmètre de réflexion)

Le territoire d'Est Ensemble va connaître dans les années à venir de fortes mutations urbaines, accompagnées de transformations importantes des réseaux de transports.

b. La desserte du territoire, amenée à être renforcée

De manière générale, la publicité s'installe prioritairement le long des axes routiers les plus empruntés, dans des lieux très « traversés » et bien desservis, l'objectif étant d'être vue par le plus grand nombre. Les formats pratiqués par les sociétés d'affichage (8 et 12m^2 principalement de surface d'affiche) sont par ailleurs destinés à être vus par des automobilistes, moins que par des piétons.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



(carte issue du Diagnostic du Plan Local de Déplacements approuvé au Conseil communautaire du 15 décembre 2015)

Est Ensemble est inscrit dans la grande maille autoroutière régionale constituée par le Boulevard Périphérique de Paris et l'A86. Le territoire est également traversé par l'A3.

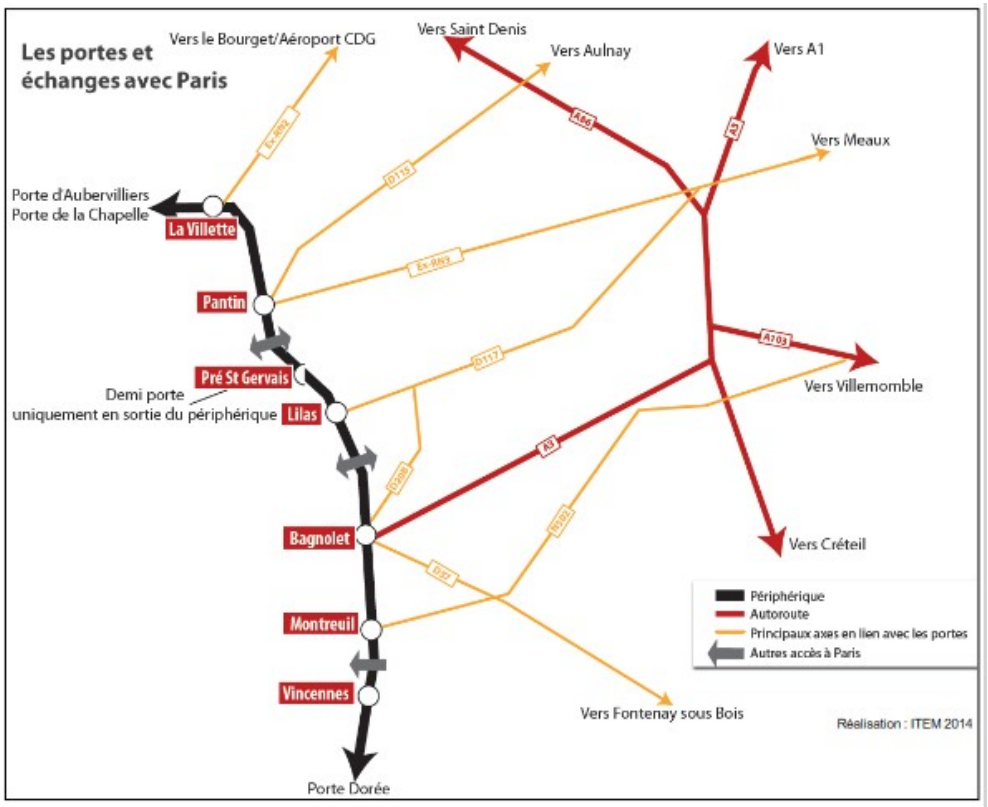
Le territoire est parcouru par un réseau routier organisé autour de trois grandes radiales :

- l'ex RN2 (ou route de Soissons) devenue RD 932 ;
- l'ex RN3 (ou route de Meaux) devenue RD 933 ;
- et l'ex RN302 (ou route de Chelles, la traversée du centre de Montreuil étant aujourd'hui interdite) devenue RD 902.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Ce réseau est ensuite maillé par une série de voies structurantes comme l'ex-RN186 ou la RD115. Du fait de la morphologie du territoire, le réseau est assez étroit et en partie encombré, il traverse les centres-villes et quartiers.

Le territoire est en lien avec 7 portes de Paris : celles-ci permettent une liaison directe au périphérique.



(carte issue du Diagnostic du PLD approuvé au conseil communautaire du 15 décembre 2015)

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Si les axes autoroutiers, majoritairement en déblais ou couverts et enterrés, ne permettent pas vraiment la découverte du territoire, trois axes de déplacement représentent des enjeux en termes d'identité du territoire :

- **L'axe du Canal de l'Ourcq** : cet axe large et au relief constant constitue à la fois un axe fort de déplacement pour les bateaux (principalement de fret sur le tronçon traversant Est Ensemble), mais s'accompagne aussi de pistes cyclables de chaque côté du canal qui en font l'un des principaux axes de modes doux du territoire. La perception du territoire depuis cet axe présente donc des enjeux à vocation notamment touristiques.
- **L'axe de l'ex-RN3** s'inscrit dans un tissu de grandes activités économiques héritées du passé industriel du territoire. De fait, cet axe est également borduré par les anciens bâtiments d'activité ou par les murs de délimitation qui bloquent les regards vers l'extérieur, en dehors des espaces de croisement avec d'autres voiries. Toutefois, l'emprise de cet axe (2x2 voies, contre-allées cyclables et végétalisation) offre un axe clair et lisible. La végétation d'alignement qui accompagne l'axe permet en outre sa lisibilité au sein du tissu urbain depuis les vues lointaines depuis la partie Nord du Coteau.
- **L'axe des voies ferrées** : les voies ferrées, principalement d'orientation Est-Ouest, longent également des espaces majoritairement industriels. Toutefois, la largeur du fuseau et les nombreux croisements avec d'autres infrastructures (et les délaissés qui les accompagnent) permettent de dégager les vues sur le territoire, en particulier sur le coteau de Romainville-Montreuil. En outre, cet axe est l'un des axes pénétrants dans Paris de la LGV Est. De fait la vision paysagère du territoire offerte le long de cet axe constitue une réelle « porte d'entrée » de la capitale, dont les enjeux de valorisations paysagères sont particulièrement marqués.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

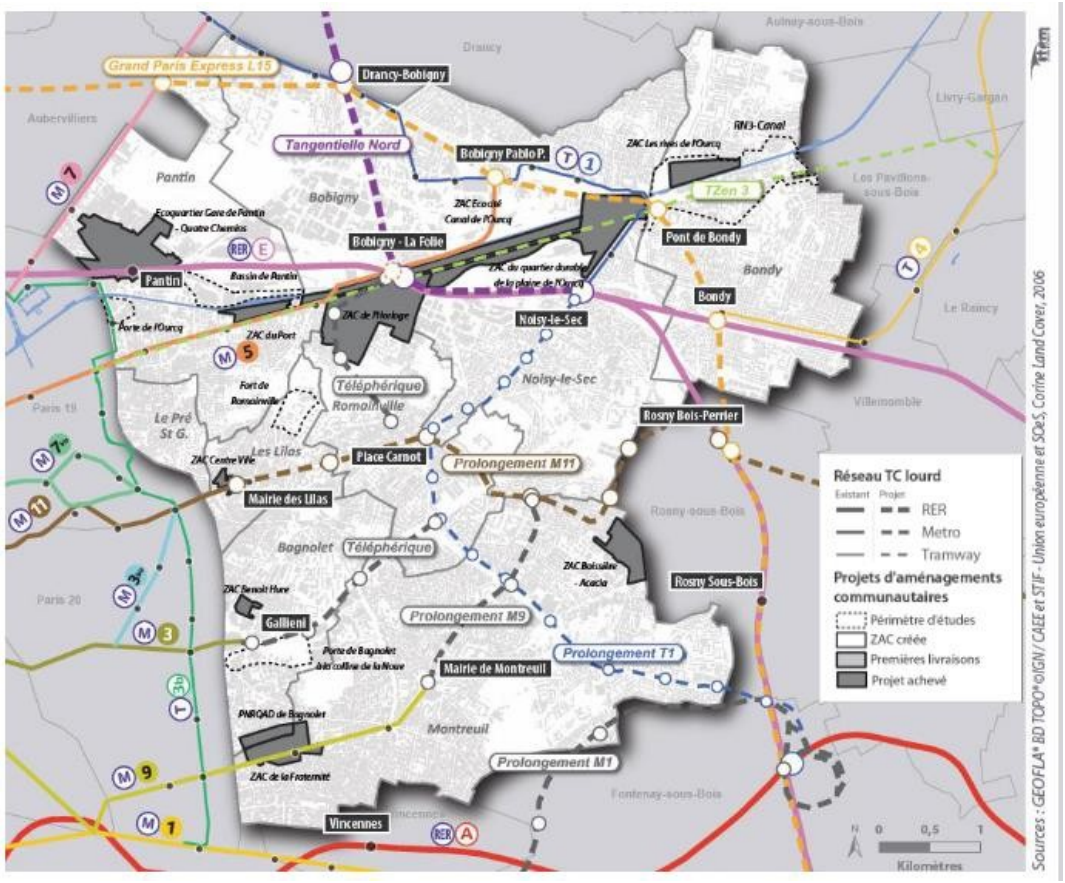
Enfin, le territoire est bien desservi par les transports en commun, mais de manière inégale à l'échelle du territoire :

- 3 gares du RER E à Pantin, Bondy et Noisy-le-Sec ;
- 5 lignes de Métro qui desservent 10 stations à Bagnolet (M3), Bobigny (M5), Les Lilas (M11), Montreuil (M9), Pantin (M5 et M7) ;
- 3 lignes de Tramways.

Est Ensemble présente l'un des plus forts taux d'utilisation des transports en commun pour les déplacements domicile-travail (56%). Pourtant le taux d'accessibilité aux transports est peu élevé en comparaison avec les autres territoires de la métropole du Grand Paris.

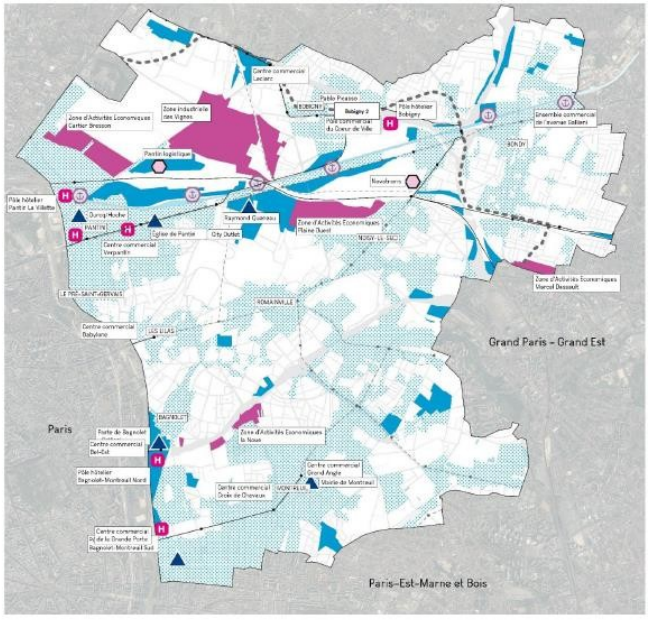
De nombreux projets de transports en commun vont aboutir au cours des prochaines années (prolongements du tramway T1 et de la ligne 11 du métro, mise en service du bus à haut niveau de service TZen 3, arrivée du tramway T11 puis de la ligne 15 Est du Grand Paris Express, prolongements des lignes 1 et 9 du métro…). Ces projets nécessitent une réflexion quant à leur articulation avec le tissu existant et les projets urbains.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



(carte issue du Diagnostic du PLD approuvé au conseil communautaire du 15 décembre 2015)

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



Les secteurs d'activités

Les zones d'activités

Les sites à potentiel de développement tertiaire

Secteur à forte concentration d'hôtels

Ports d'activité

Site logistique stratégique à conforter

→ **Une proportion importante d'espaces économiques au nord du territoire, notamment organisés autour du canal de l'Ourcq**

→ **7 centres commerciaux au sens du Conseil National des Centres Commerciaux* recensés par la CCI :**

- Grand Angle
- Grande Porte
- Croix de Chavaux
- Bel Est
- Verpantin
- Babylone
- Bobigny 2

**Pour le CNCC, un centre commercial comprend au moins 20 magasins ou services pour une surface de vente d'au moins 5000 m².*

(Source : rapport de présentation du PLUi)

c. Les grands secteurs commerciaux

Est Ensemble ne dispose pas de grande zone commerciale d'ampleur régionale mais bénéficie au contraire d'une véritable offre de proximité.

L'offre commerciale est composée de 6 centres commerciaux, principalement au Nord du territoire, organisés autour du canal de l'Ourcq :

- A Montreuil : Grand Angle, Grande Porte et Croix de Chavaux ;
- A Bagnolet : Bel Est ;
- A Pantin : Verpantin ;
- Au Pré Saint-Gervais : Babylone.

Le territoire présente des facteurs propices à l'installation de publicités : axes routiers très empruntés, voies ferrées en cœur de tissu urbanisé, zones commerciales et d'activités... Le PLUi ayant défini différents projets tendant notamment à la renaturation en Ville et au développement des modes doux de déplacement, le RLPi s'inscrit en complémentarité de ces axes d'intervention.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

PARTIE I : ANALYSE PAYSAGERE ET URBAINE

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Ne sont présentées ci-après que les caractéristiques paysagères, patrimoniales et urbanistiques en lien avec la réglementation de l'affichage extérieur.

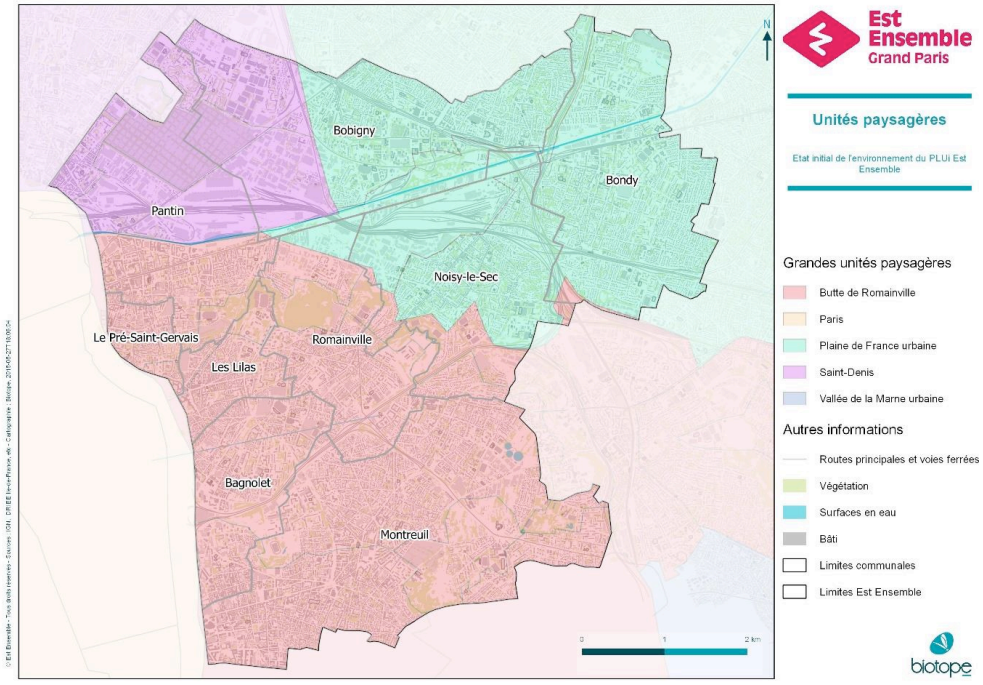
I. CARACTERISTIQUES PAYSAGERES

a. Les grandes unités paysagères

Est Ensemble fait partie du pays « agglomération de Paris », très urbanisé, composé de vallées et offrant des paysages de transition et de convergence.

Ce pays est divisé en trois grandes unités au sein du territoire : la « Butte de Romainville », la « Plaine de France urbaine » et « Saint-Denis ». Ce découpage a été réalisé en catégorisant le paysage selon le relief et l'occupation du sol.

Carte des unités paysagères



Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- **Unité paysagère « La butte de Romainville »**

La « Butte de Romainville » représente le relief le plus important pour le territoire d'Est Ensemble et forme un point de repère dans le paysage. Certaines parties de ce site sont inaccessibles, notamment au Nord, au regard des risques d'effondrement (lié à l'ancienne exploitation de carrière). Cependant, un projet d'aménagement et d'ouverture de ce secteur, l'Ile de Loisirs de la Corniche des Forts, est prévu à court/moyen terme.

Cette butte prolonge les Buttes-Chaumont parisiennes. L'impact de cette butte sur le développement du territoire a été important, notamment sur les voies ferrées qui ont dû la contourner par le Nord. Quelques espaces verts habitent les hauteurs de cette butte, dont les environs de la future Ile de Loisirs de la Corniche des Forts, le parc communal de Romainville au Nord, ou le parc des Guilands au Sud-Ouest et le parc des Beaumonts au Sud-Est.

- **Unité paysagère « La Plaine de France »**

La « Plaine de France » est marquée par la présence du canal de l'Ourcq et des voies ferrées. L'installation de ces infrastructures a entrainé la création d'ensembles industriels longeant le canal, la voie ferrée et les routes nationales. Cette unité paysagère est aussi marquée par la présence des grandes tours de Bondy et de Bobigny.

Elle se décompose en trois petites unités : « Aulnay » (petites maisons pavillonnaires), « la Gare de triage de Noisy » et « Drancy » (qui concerne Bobigny sur le territoire : paysage pavillonnaire au Nord de l'A86 et grands ensembles au Sud).

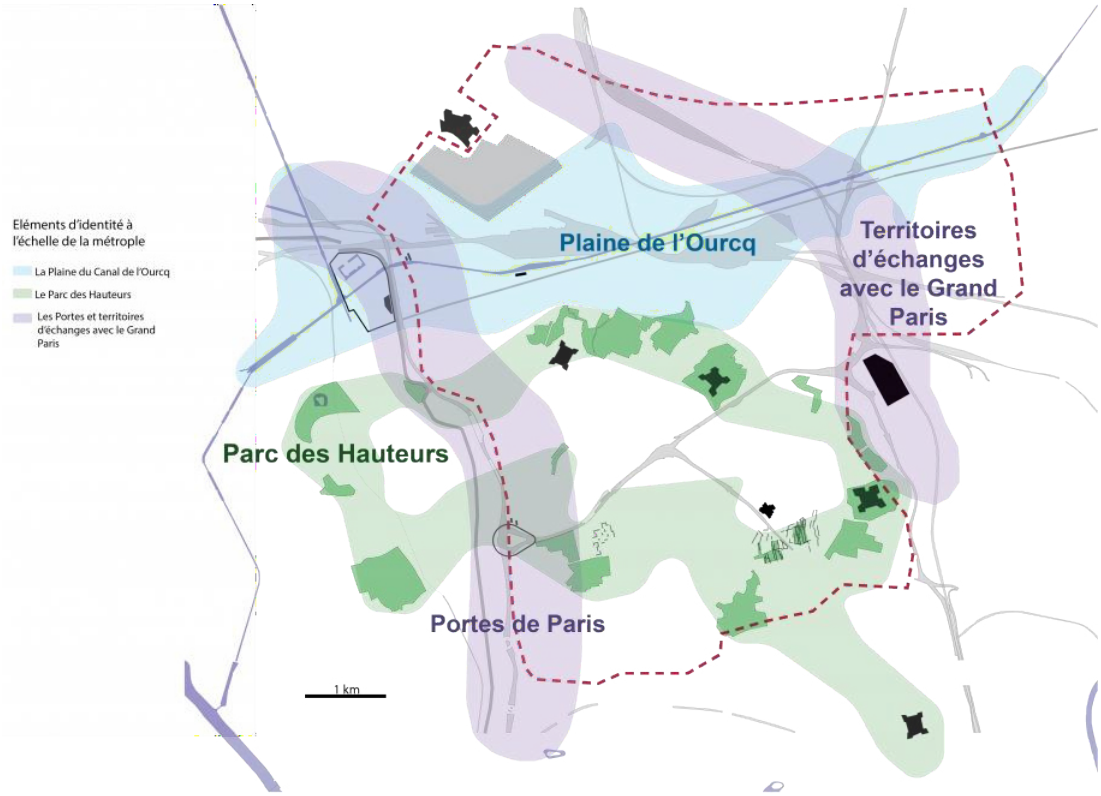
- **Unité paysagère « Saint-Denis »**

La grande unité paysagère de « Saint-Denis » est fortement industrialisée au sein d'Est Ensemble. S'y trouvent le technicentre Est-européen, les halles de Pantin, la gare de triage de Pantin, la zone industrielle Les Vignes et le parc interdépartemental des sports.

Le cimetière parisien de Pantin occupe également une superficie non négligeable (le plus grand cimetière de France). La commune de Pantin accueille un habitat de plutôt bonne qualité et le long du canal de l'Ourcq s'égrène un bâti varié : des bureaux, de l'habitat et quelques rares petits entrepôts qui subsistent. Cette portion du canal est un lieu de promenade et de déplacement doux.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

b. Les éléments d'identité paysagère du territoire



(Source : site internet EPT Est Ensemble)

- **La Plaine de l'Ourcq**

Elle rassemble les territoires communaux situés le long des 10 km du canal de l'Ourcq, traversant le territoire de l'EPT d'Est en Ouest (communes de Pantin, Romainville, Bobigny, Noisy-le-Sec, Bondy), en contrebas du Plateau de Romainville.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Historiquement marquées par le développement d'activités industrielles, artisanales et commerciales le long du double axe ex-RN3/canal, les collectivités sont aujourd'hui engagées dans la transformation de ces secteurs d'activités en quartiers de ville mixtes mêlant logements, activités, équipements et services publics, espaces verts et espaces publics, favorisant les déplacements doux.

Des projets de nouvelles lignes de transport vont venir bouleverser fortement la configuration du réseau du territoire ainsi que son intégration au réseau métropolitain, en particulier avec la mise en service de la ligne 15 du réseau Grand Paris Express. De même, le Bus à Haut Niveau de Service TZen 3 sur l'ex RN3 entre Pantin et Pavillons-sous-Bois, le tramway 11 Express et une nouvelle station de métro de la ligne 5 (La Folie) amélioreront fortement la desserte et l'accessibilité du territoire, en renforçant les liaisons « inter- banlieues ». Une navette de transport fluvial de passagers est même en réflexion du métro Stalingrad dans le 19e arrondissement de Paris au Pont de Bondy.

- **Le parc des Hauteurs, accueillant une partie du trajet du « Grand Chemin »**

Le Parc des Hauteurs s'étend sur le plateau de Romainville : un territoire d'une centaine de mètres d'altitude, caractérisé par des rues en pente, une ceinture de forts défensifs construits au XIXe siècle, et de grands parcs aménagés sur d'anciennes carrières de gypse. Il traverse les villes de Bagnolet, Le Pré Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin et Romainville, en intégrant également Paris, Rosny-sous-Bois et Fontenay-sous- Bois.

Le Parc des Hauteurs porte l'ambition de répondre aux défis du changement climatique et prône un modèle de développement urbain plus respectueux des habitants. Des espaces publics de qualité, adaptés à des usages multiples (séjourner, découvrir, travailler, se dépenser…) seront créés.

- **Le Faubourg**

Territoire de première couronne, allant de Pantin à Montreuil, il se caractérise par un tissu d'habitat collectif avec une forte mixité sociale et fonctionnelle. Il s'est historiquement construit sur une relation ambivalente avec Paris, entre proximité et rupture urbaine, par la présence des fortifications puis du périphérique.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

c. Les sites inscrits, les sites classés

La loi du 2 mai 1930 - intégrée dans le code de l'environnement (Livre III, titre IV, chapitre Ier, articles L. 341-1 à L. 341-22) - permet de protéger des monuments naturels et des sites qui présentent un intérêt général du point de vue scientifique, historique, pittoresque, artistique ou légendaire. Le classement est une protection forte qui correspond à la volonté de maintien en l'état du site, ce qui n'exclut ni la gestion ni la valorisation. L'inscription constitue quant à elle une garantie minimale de protection.



Le territoire compte un seul site classé, situé à Montreuil : l'ensemble formé par 4 secteurs du quartier Saint-Antoine comportant « les murs à pêches deMontreuil » (classement le 16 décembre 2003).

Cet ensemble situé sur la commune de Montreuil a été protégé pour sa qualité paysagère pittoresque et historique.

Il comporte notamment les murs à pêches deMontreuil, murs sur lesquels sont palissés des pêchers.

Cette structure persiste de l'époque horticole et arboricole de la ville. En 1907, c'était près d'un tiers de la surface de la commune qui était consacré à l'agricultureet plus précisément à l'arboriculture. Aujourd'hui 8 hectares sont reconnus « site classé ».

3 sites inscrits sont recensés sur le territoire : un au Pré Saint-Gervais et deux à Montreuil.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- Le Pré Saint-Gervais : la cité-jardin (site inscrit 4 août 1986)



La cité-jardin du Pré Saint-Gervais a été édifiée en plusieurs tranches : 1927-1931; 1932- 1933; 1947-1952. Conçue par Félix Dumail sur un terrain de 12 hectares à la topographie très accidentée, la cité combine un habitat individuel fait de pavillons et un habitat collectif en brique. Malgré cette diversité d'habitat, la cité-jardin présente une unité et offre au visiteur la découverte d'un courant urbain et styliste que furent les cités-jardins.

La protection de cette cité-jardin au titre des sites inscrits constitue une protection rare à l'échelle de l'Ile de France, compte tenu des autres modes de protection constatés pour les autres cités jardins qui subsistent en Ile de France.

- Montreuil : le Domaine de Montreau (site inscrit 30 août 1948)

Le domaine de Montreau se situe sur la commune de Montreuil. Ce parc accueille des arbres remarquables tels qu'un séquoïa, un hêtre pleureur, un Araucaria et un cyprès chauve. C'est un des plus anciens espaces paysagers de la région parisienne. Il présente la typologie d'un jardin à la française avec des pièces d'eau, des essences exotiques et des parterres.



- Montreuil : Trois pièces d'eau de l'ancien domaine de Tillemont (site inscrit 30 août 1948)

Ces pièces d'eau se situent également sur la commune de Montreuil, elles témoignent de l'existence passée du château du domaine. Au XVIIème siècle, le domaine se dote d'un parc de 5 arpents et de deux plans d'eau qui sont les reliques des fossés de l'ancien château. Sur le domaine sont aujourd'hui construits deux stades et un groupe scolaire.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

d. Les zones Natura 2000

La reconnaissance d'un site en zone Natura 2000 lui permet de bénéficier d'une protection forte : tout projet susceptible de porter atteinte au site doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences.

Un site Natura 2000 est recensé sur le territoire d'Est Ensemble pour la protection des oiseaux : la zone de protection spéciale « Sites de Saint Denis » couvrant :

- le parc départemental Jean Moulin les Guilands sur les communes de Bagnolet et Montreuil, offrant de nombreux espaces verts et une vue dégagée sur Paris. Ce site, d'une superficie d'environ 25 hectares, a été exploité comme carrière de gypse jusqu'en 1921. La ville de Montreuil fait son acquisition dans les années 1960 afin de le réaménager. Devenu propriété départementale en 2000 et relié au parc Jean Moulin de Bagnolet par une passerelle, il offre aujourd'hui de nombreux usages entres zones sportives, espaces naturels, aires de jeux et jardins familiaux.
- le parc des Beaumonts à Montreuil, qui accueille de multiples espèces animales et végétales. Ce parc, d'environ 24 hectares, est également une ancienne carrière de gypse, utilisé pour la construction des murs à pêche de Montreuil. A partir de 1930, les galeries souterraines ont été utilisées comme champignonnières, puis en 1960, la ville de Montreuil achète les terrains, comble les galeries et entame le réaménagement du parc dont la réhabilitation des mares.

En règlementation de l'affichage extérieur, la publicité est en principe interdite dans les secteurs agglomérés des zones Natura 2000, avec possibilité de dérogation par un RLP (art.L.581-8 c.env.).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

e. Les espaces de nature en ville

On dénombre sur le territoire de multiples espaces verts d'échelles diverses composant une véritable trame verte.

Huit parcs en propriété départementale sont présents sur le territoire :

Bagnolet	**Parc départemental J. Moulin les Guilands**	8.81 ha
Bagnolet	**Square Jules Ferry**	0.44 ha
Bobigny	**Parc de la Bergère**	18.53 ha
Montreuil	**Parc départemental J. Moulin les Guilands**	17.11 ha
Noisy-le-Sec	**Parc Huvier**	4.53 ha
Pantin	**Ile Loisirs de la Corniche des Forts**	1.61 ha
Pantin	**Parc de la République**	2.40 ha
Romainville	**Parc départemental de Romainville**	5.54 ha

Trois parcs en propriété Est Ensemble sont également recensés :

Bondy	**Bois de Bondy**	9.23 ha
Montreuil	**Parc des Beaumonts**	24.05 ha
Noisy-le-Sec	**Par des Guillaumes**	5 ha

Des parcs et squares publics communaux sont par ailleurs inclus dans un tissu urbain généralement dense, et offrent des espaces verts de proximité, aux dimensions variables, plus ou moins aménagés.

De façon non exhaustive, on peut lister le Parc Huvier (Noisy-le-Sec), le Parc du château de l'étang (Bagnolet), le Parc de la mare à la Veuve (Bondy Sud), le Mail de l'hôtel de ville (Bobigny), le Parc des Courtillières (Pantin), le Parc Stalingrad (Pantin).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE





On dénombre également plus d'une vingtaine de squares, dont le square Jean Moulin (Montreuil), le square Pépin (Le Pré Saint- Gervais), le square Henri Barbusse (Pantin), le square Henri Sellier (Le Pré Saint-Gervais), le square de la Mairie (Montreuil), le square Allende (Pantin), le square Lucienne Noublanche (Le Pré Saint-Gervais), le square Stalingrad (Pantin), le square du 19 mars 1962 (Pantin), le square Marcel Pagnol (Noisy-le-Sec), le Mail François Mitterrand (Bobigny), le square Jean de la Fontaine (Noisy-le-Sec), le square Pasteur (Bondy), le square Sémard (Bobigny), le square des Tilleuls (Noisy-le-Sec), le Square Jean Renoir (Noisy-le-Sec), le square Jean Lebas (Bondy), le square Boris Bernstein (Bondy), les jardins de Bobigny…

Quelques axes principaux et de nombreuses voies secondaires présentent **des plantations d'alignement** qui agrémentent les circulations douces et génèrent de fait des contraintes à l'installation de publicités. Par exemple la route de Bondy qui se poursuit ensuite par l'avenue Henri Varagnat et la route d'Aulnay jusqu'au canal de l'Ourcq.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

II. CARACTERISTIQUES PATRIMONIALES

Le territoire intercommunal d'Est Ensemble révèle une histoire riche : le territoire s'est développé et densifié au fil des siècles, avec une accélération au XXe siècle.

De ce passé, le territoire conserve un grand nombre de témoins, aujourd'hui protégés à travers plusieurs dispositifs : les monuments historiques, l'article L.151-19 du code de l'urbanisme et le label architecture contemporaine remarquable.

a. Les monuments historiques

20 monuments historiques existent actuellement sur le territoire : Pantin est la ville qui comprend le plus de monuments historiques (6), alors que Bondy n'en comprend aucun.

Outre les églises, certains monuments historiques du territoire donnent à voir le passé industriel.

Bagnolet

- Église Saint-Leu Saint-Gilles (inscription le 29 novembre 1977)



Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Bobigny

- Bourse du travail (inscription le 23 avril 2007)



En 1972, Oscar Niemeyer est choisi pour réaliser la bourse départementale du travail. Le projet est double : un bâtiment de bureaux affecté à la bourse, et un auditorium de 800 places. Surnommée le Goéland ou l'Albatros, la coquille renversée que forme l'auditorium est rendue possible grâce aux voiles de béton et aux sept poutres formant rainures. Le bâtiment de bureaux est sur pilotis. Les deux édifices communiquent par les sous-sols.



- Hôpital franco-musulman (ancien) Avicenne, mosquée et cimetière (inscription le 25 janvier 2006)

Inauguré en 1935, l'hôpital, alors appelé franco-musulman, est destiné à accueillir les malades de confession musulmane originaires du Maghreb, résidant en région parisienne. Il se présente comme un bâtiment de type mauresque, édifié par les architectes Maurice Mantout et Léon Azéma.

En 1968, il devient centre hospitalier universitaire. Il prend le nom d'Avicenne en 1978. L'accès s'effectue par un porche décoré de mosaïques bleues et or, couvert par une quadruple rangée de tuiles canal, et prolongé par un muret au faîtage vert. Le parvis de céramiques bleues et blanches a été détruit en 2004. Il donnait accès au bâtiment principal de plan en U, orné d'arcades. En 1937 est inauguré le cimetière franco-musulman lié à l'hôpital. Le porche d'entrée et la mosquée sont du même type architectural " mauresque ".

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

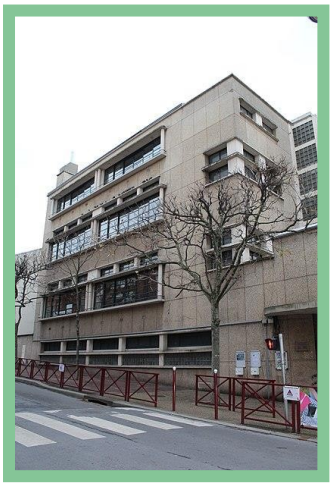


- Gare de la grande ceinture, ancienne gare de déportation (inscription le 24 janvier 2005 et le 28 octobre 2009)

La gare a été construite en 1929 par l'entrepreneur Morosini, dans le cadre de l'aménagement de la ligne supplémentaire Bobigny-Sucy-Bonneuil, dernière étape du circuit ferroviaire de la Grande Ceinture amorcée en 1875. Ouverte en 1932, le trafic en était tellement faible qu'elle fut fermée dès 1939.

De 1943 à 1944, la gare devient le principal lieu de départ des convois de déportés juifs vers les camps de concentration. Réhabilitée en 1979, la gare est remise brièvement en service comme gare de marchandises avant d'être désaffectée au début des années 1980. Le site et la gare sont par la suite restaurés et aménagés pour en faire un lieu mémoriel de l'ancienne gare de déportation, site qui ouvre au public en 2023.

Le Pré Saint-Gervais



- Groupe scolaire Jaurès – Brossolette (inscription le 18 novembre 1997)

Au début des années 1930, la cité-jardin et le groupe scolaire sont édifiés par l'architecte Félix Dumail.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



- Eaux du Pré Saint-Gervais « Regard du Trou Morin » (classement le 4 novembre 1899)



- Fontaine du Pré Saint-Gervais (classement le 4 novembre 1899)

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



Les Lilas

- Salle des fêtes (inscription le 8 novembre 1990)

Cet ensemble d'équipements municipaux (mairie, salles des fêtes et deux écoles) a été construit en 1902 par l'architecte Léopold Bevière. La salle des fêtes, longtemps la plus vaste de la couronne parisienne, est décorée par le peintre Victor Tardieu en 1911.

La grande composition au plafond, réalisée sur toiles marouflées, représente certaines personnalités locales et quelques événements ayant marqué l'histoire des Lilas.



Montreuil

- Église Saint-Pierre et Saint-Paul du Haut-Montreuil (classement le 18 mars 1913)

L'église de Montreuil a été construite à plusieurs époques : le chœur et le petit clocher à la fin du XIIe siècle, la nef aux XIVe et XVe siècles. Elle a été restaurée, notamment la façade, à la fin du XIXe siècle.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



- Studio cinématographique Albatros (inscription le 18 juillet 1997)

Dernier survivant des "théâtres de prises de vue" des premiers temps du cinématographe, l'ancien studio de Montreuil a été édifié en 1904 à l'initiative de Charles Pathé.

- Ancienne usine de porcelaine Samson (inscription le 13 février 1989)

Noisy-le-Sec

- Cité expérimentale de Merlan (arrêté ministériel le 28 décembre 2000)





Noisy-le-Sec a été une des villes les plus endommagées par les combats de la Libération. Dès août 1944, pour reloger la population noiséenne, le ministère de la reconstruction prévoit un chantier expérimental, réalisé à l'emplacement d'une zone de jardins potagers. La cité est inaugurée en juillet 1946. L'ensemble comprenait initialement 56 pavillons : 43 sont toujours en place (souvent modifiés).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



Pantin

- Usine élévatrice des eaux (inscription le 21 janvier 1997)

En 1935 est prise la décision de construire une usine élévatrice et de traitement des eaux. L'usine est réalisée par l'architecte Charles Auray. Propriété du SEDIF (Service des Eaux d'Ile de France), cette usine de secours toujours en activité a été restaurée entre 2013 et 2017.



- Hôtel de ville (inscription le 31 mai 2017). Réalisé par Gustave Raulin, il a été inauguré en 1886 et restauré entre 2020 et 2022.

- Piscine (inscription le 21 janvier 1997) : oeuvre de l'architecte Charles Auray et inaugurée en 1937, cette piscine a été restaurée et agrandie par Est Ensemble entre 2020 et 2022.





Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



- Église Saint-Germain (classement le 29 décembre 1978)
  Cette église est construite à partir de 1664. Son clocher est reconstruit en 1737. Les travaux de consolidation et de fondations, puis de restauration du clos et du couvert, s'achèvent en 2023.



- École de plein-air (inscription le 18 novembre 1997)

École de plein-air construite en 1932-1933 par l'architecte Florent Nanquette dans l'ancien parc de la Seigneurie, elle est un symbole de l'école idéale, véhicule des valeurs modernistes et hygiénistes. Cette école municipale est toujours en activité.



- Folie de Romainville (inscription le 21 décembre 1984)
  Cette maison de campagne sur un plan en H est construite vers 1775. Elle sera transformée en immeuble à loyers au cours du XIXe siècle.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



Romainville

- Église Saint-Germain

l'Auxerrois (inscription le 6 avril 1929)



- Cinéma Le Trianon (inscription le 25 juillet 1997)

Un premier cinéma fut détruit pendant la Seconde guerre mondiale. Un nouveau cinéma est reconstruit en béton armé par l'architecte Charles Genêtre en 1953, sur l'emplacement de trois immeubles sinistrés. Le cinéma n'a pratiquement pas changé depuis cette époque.

En droit de l'affichage extérieur, ces monuments historiques génèrent des interdictions de publicité, sur le monument lui-même et dans ses abords.

A ce jour, aucun périmètre délimité des abords (PDA) n'a été précisément délimité autour d'un monument historique : à défaut de PDA existant, c'est donc dans le champ de visibilité du monument, jusque 500m, que s'applique l'interdiction de principe de publicité (cf ci- après).

Toutefois, des projets de PDA sont prévus, se substituant alors aux rayons de 500m.

Certaines communes limitrophes ont également des rayons d'abords qui dépassent sur le territoire d'Est Ensemble :

- Aubervilliers, cheminée de l'ancienne manufacture d'allumettes ;
- La Courneuve, église Saint-Yves-des-Quatre-Routes ;

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- Les Pavillons-sous-Bois, Domaine du Raincy, architecture de jardin, 2 pavillons d'entrée de l'ancien domaine ;
- Vincennes, église Saint-Louis de Vincennes.

b. Le patrimoine bâti remarquable

5 communes disposent d'un **patrimoine XXe siècle remarquable** qui a fait l'objet d'une reconnaissance nationale à travers le label architecture contemporaine remarquable. Les immeubles ou ensembles urbains repérés sont représentatifs de courants architecturaux des XXe et XXIe siècles.

Bagnolet

- Cité des Rigondes (architecte Jean Balladur, ensemble de logements construit entre 1957 et 1964) : label 16 décembre 2008
- Ensemble Edouard Vaillant (appelé aussi Victor Hugo, construction 1875-1924) : label 16 décembre 2008

Bobigny

- Cité de l'Abreuvoir (architecte Emile Aillaud, 1509 logements sociaux, 1954-1958) : label 16 décembre 2008
- Préfecture de Seine-Saint-Denis (architecte Michel Folliasson, 1968-1971) : label 13 juin 2019
- Lycée André Sabatier : label 31 mars 2021
- Cité de l'étoile (architecte Georges Candilis, 727 logements, 1956-1962) : label 16 décembre 2008
- Eglise de tous les Saints (architecte Charles-Gustave Stoskopf, 1967-1969): label 24 novembre 2011

Les Lilas

- Lycée Paul Robert (architecte Roger Taillibert, 1994) : label 1er mars 2021

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Montreuil

- Lycée Jean Jaurès (architecte Jacques Carlu, 1960) : label 22 mars 2021
- Hôtel industriel Mozinor (architectes Gilbert-Paul Bertrand et Claude Le Goas, 1975) : label 1er mars 2021

Pantin

- Synagogue Centre communautaire Ohel-Youssef (architectes Christines et Dominique Carril 1994) : label 4 septembre 2011
- Quartier de l'Eglise de Pantin (architecte Denis Honegger, 1953) : label 16 décembre 2008
- Résidence du Parc Victor Hugo (architecte et urbaniste Fernand Pouillon associé à l'architecte Roland Dubrulle, 1958) : label 16 décembre 2008
- Cité des Coutillières (architecte du plan masse Emile Aillaud, cité parc, 1955) : label 16 décembre 2008

D'autre part, **le PLUi** a fait un inventaire du patrimoine bâti, au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme et a défini plusieurs familles : les maisons de maître, les immeubles de rapport, le bâti de faubourg, les maisons ouvrières, le patrimoine industriel, le patrimoine contemporain, le patrimoine paysager (Canal de l'Ourcq notamment), les équipements remarquables tels que les groupes scolaires et les Forts.

Le bâti de faubourg constitue la majeure partie du tissu urbain de centre-ville, les autres quartiers pouvant être occupés par des maisons ouvrières, des maisons de maître ou plus contemporaines, des pavillons et des ensembles collectifs.

Malgré son caractère très urbanisé, le territoire dispose néanmoins d'espaces de coupure et de respiration (le canal de l'Ourcq notamment) ainsi que d'éléments remarquables de patrimoine bâti, qu'ils soient reconnus monuments historiques ou non.

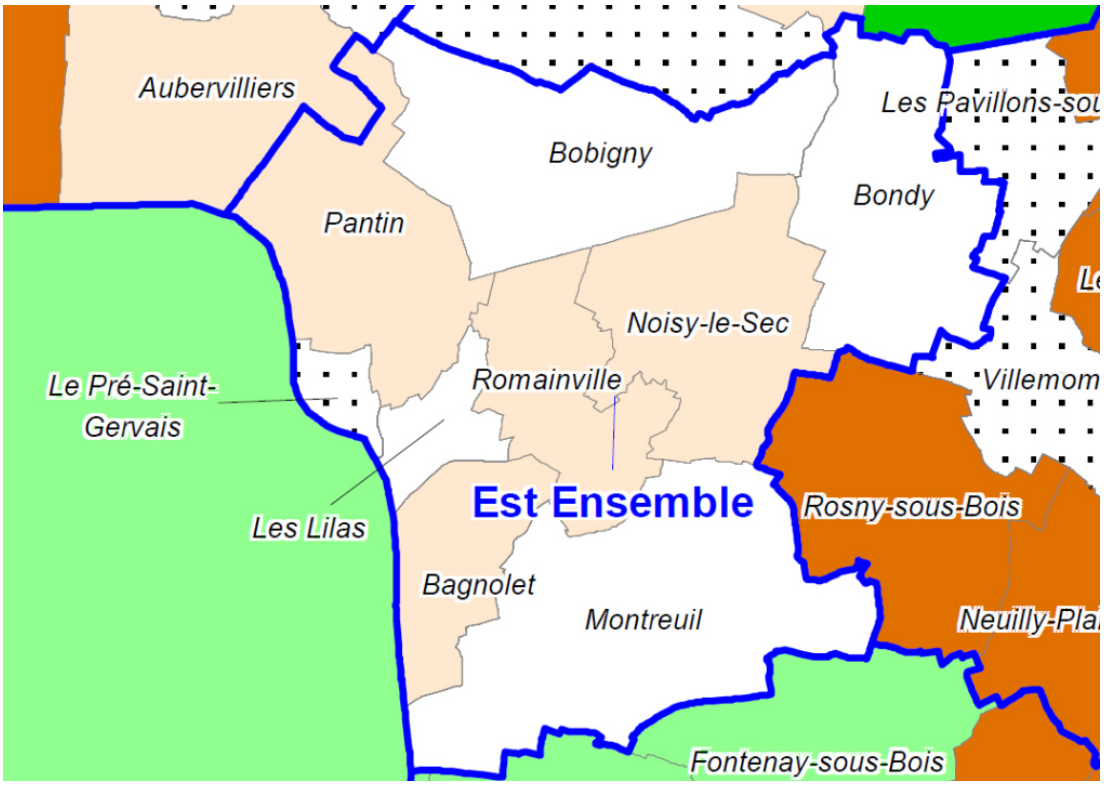
Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

PARTIE II : ANALYSE DES RÉGLEMENTS LOCAUX DE PUBLICITE COMMUNAUX

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

4 communes du territoire étaient dotées d'un RLP à leur échelle, approuvé avant la loi du 12 juillet 2010 dite « Grenelle II » : Bagnolet (2005), Noisy-le-Sec (2002), Pantin (1986) et Romainville (2007). Ces RLP communaux sont devenus automatiquement caducs le 13 juillet 2022 (art.L.581-14-3 c.env.).

Par ailleurs, la commune du **Pré Saint-Gervais** avait engagé l'élaboration de son RLP : la procédure a été poursuivie par l'EPT et le règlement communal a été approuvé par le Conseil de territoire le 28 mars 2023.



- RNP applicable à Bobigny, Bondy, Les Lilas et Montreuil
- 4 anciens RLP communaux devenus caducs (Pantin, Romainville, Noisy-le-Sec et Bagnolet) : RNP applicable depuis juillet 2022
- Le RLP du Pré Saint-Gervais approuvé en 2023

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

I. NOMBRE ET TYPOLOGIE DES ZONES

Chacun des cinq RLP communaux, caducs ou existants, a instauré **3 zones de publicité**, appelées « zones de publicité restreinte » pour les RLP ante-Grenelle.

Avant la loi du 12 juillet 2010, une zone de publicité restreinte (ZPR) consistait, en agglomération, à durcir les règles nationales, pour restreindre les possibilités d'installation des publicités et préenseignes (ex : réduction de la surface maximale admise, restriction quant au caractère lumineux ou à la règle de densité...).

Alors qu'il était possible avant 2010 qu'un RLP assouplisse les règles nationales en agglomération par l'instauration d'une zone de publicité élargie (ZPE), aucune Ville ne s'était emparée de cette opportunité : toutes les communes se sont donc inscrites dans une logique de protection des paysages urbains. Il en va de même pour le RLP du Pré Saint-Gervais.

Par ailleurs, le nombre de zones de publicité instaurées, absolument identique entre les cinq communes, démontre que les Villes ont toutes cherché à élaborer un document simple, au nombre de zones limité.

De manière générale, les Villes ont organisé via leur RLP des restrictions graduées à l'installation de publicité en fonction des ambiances paysagères :

- la première zone couvre les sites justifiant une très forte protection : centre-ville, abords des monuments historiques et d'éléments remarquables, espaces verts, entrées de villes.
- la deuxième zone, au niveau de protection intermédiaire, concerne généralement le tissu aggloméré non couvert par les deux autres zones. Cela correspond majoritairement aux secteurs dédiés à l'habitat.
- la troisième zone concerne, selon les cas, les axes routiers structurants du territoire communal (Noisy-le-Sec), la façade du boulevard périphérique (Bagnolet), les zones industrielles (Pantin) ou les secteurs bâtis denses (Romainville). La publicité y est plus largement admise.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

II. POINTS DE CONVERGENCE ENTRE LES RLP COMMUNAUX

Certaines dispositions se retrouvent d'un RLP à un autre, ce qui diffère principalement étant le degré de restriction des règles instaurées entre les quatre anciens RLP communaux et le nouveau RLP du Pré Saint-Gervais.

En matière de publicités et préenseignes

Dans la zone la plus restrictive à l'installation de publicité, seules les publicités sur petit mobilier urbain et sur palissade de chantier sont admises (ex : Bagnolet). Le RLP de Noisy-le-Sec admet, en plus, la publicité murale et la publicité scellée au sol limitées à 2 m^2. Dans les secteurs les plus sensibles, les Villes ont fortement contraint le nombre et les surfaces des publicités.

Dans la zone correspondant aux tissus principalement dédiés à l'habitat, les dispositions édictées par les RLP communaux sont sensiblement identiques, exception faite du RLP du Pré Saint-Gervais.

A Bagnolet et Romainville, publicités murales et scellées au sol sont admises, dans la limite de 12 m^2 de surface d'affiche (la règlementation ante-Grenelle admettait les dispositifs de 16m^2 « hors tout»), ainsi que la publicité de 8 m^2 sur mobilier urbain : ces RLP, de 2005 et 2007, instauraient donc des règles relativement peu contraignantes, qui s'apparentent aux règles nationales post Grenelle (antérieures au décret du 30 octobre 2023 diminuant davantage les surfaces).

A Pantin (RLP de 1985), les surfaces des publicités murales et scellées au sol étaient limitées à 12 m^2 support compris. Le RLP de Noisy-le-Sec était quant à lui plus restrictif, les surfaces étant limitées à 8 m^2.

Il convient donc de noter que, pour les secteurs résidentiels (qui représentent la majeure partie du territoire), les anciens RLP communaux étaient relativement peu restrictifs : ils admettaient publicité murale et publicité scellée au sol, dans de « grands » formats (8 et 12 m^2). Les règles définies pour les zones industrielles et les axes structurants étaient par ailleurs sensiblement identiques.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

A Bagnolet, la zone dédiée au périphérique revient peu ou prou aux règles nationales issues de la réforme « Grenelle II ».

En revanche, le récent RLP du Pré Saint-Gervais s'inscrit dans une logique beaucoup plus protectrice en interdisant toute publicité murale ou scellée au sol sur tout son territoire.

En matière d'enseignes

La plupart des RLP communaux contenait peu de dispositions, ou alors des mesures relativement souples en matière d'enseignes.

Noisy-le-Sec et Le Pré Saint-Gervais ont limité à 4 le nombre d'enseignes (parallèles et perpendiculaires cumulées) par façade.

Le RLP du Pré Saint-Gervais est le seul à être vraiment méticuleux sur le traitement des enseignes : interdiction de certains types d'enseignes, mode de réalisation et d'éclairage contraints...

III. MESURES OBSOLETES OU ILLEGALES QUI NE PEUVENT ETRE RECONDUITES PAR LE RLPI

De manière générale, plusieurs écueils sont constatés dans la rédaction des RLP communaux :

- l'emploi de formules qui s'apparentent à des préconisations ou des recommandations, plus qu'à de véritables règles opposables ;
- le rappel de certaines règles nationales que le RLP n'a pas modifié (ex : obligation de maintien en bon état d'entretien, obligation de suppression de l'enseigne dans les 3 mois de cessation de l'activité...), sans pour autant rappeler toutes les règles nationales qui demeurent applicables ;
- des règles relatives au contenu des messages (ex : exigence d'éléments « d'animation » de l'enseigne), qu'un RLP n'est pas habilité à réglementer ;

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- l'interdiction illégale de publicité sur palissades de chantier en dehors des abords des monuments historiques (cf art. L. 581-14 c.env.) ;
- des règles sur les matériaux utilisés, le nettoyage des panneaux ou encore la couleur du dos des panneaux relevant d'une charte ou pouvant contribuer à favoriser un opérateur plutôt qu'un autre.

Par ailleurs, certains RLP ont prévu des règles d'autorisation préalable ou de procédure non prévues par le code de l'environnement. Or, les publicités « classiques » (non numériques notamment) sont simplement soumises à un régime déclaratif, et non d'autorisation préalable. Le RLPi est l'occasion de clarifier les règles applicables en la matière.

Concernant le nombre des dispositifs, des RLP communaux ont exprimé une règle de densité par « unité foncière », voire par « parcelle cadastrale » et non par côté d'une unité foncière bordant une voie ouverte à la circulation publique. Cette règle est donc abusive.

D'autres RLP ont édicté des règles d'interdistance entre dispositifs situés sur des unités foncières différentes. Cela traduit la préoccupation de dé-densifier la présence publicitaire. Or, de telles prescriptions conduisent immanquablement à la création, au profit des dispositifs qui sont installés, de situations illégales d' « abus de position dominante », puisqu'elles permettent à ces dispositifs de « geler » toute possibilité d'installation qui pourrait leur faire concurrence. Ce type de règle est donc systématiquement censuré par le juge administratif.

En outre, le décret du 30 janvier 2012 a introduit de nouvelles règles nationales de densité (art. R. 581-25 c.env.). Sur ce fondement, les restrictions locales qui sont instaurées par le RLPi consistent principalement à supprimer toute « tranche » de longueur de façade sur rue pour n'admettre, quelle que soit la longueur de façade sur rue de l'unité foncière d'implantation, qu'un seul dispositif le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Hormis le récent RLP du Pré Saint-Gervais, les 4 RLP communaux « historiques » n'ont pas établi de règlementation locale très contraignante à l'égard des publicités. Les surfaces et le nombre étaient certes légèrement diminués par rapport aux standards nationaux d'alors, mais les publicités scellées au sol, pourtant impactantes dans le paysage, restaient largement admises.

Les règles relatives aux enseignes étaient relativement souples.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

PARTIE III : ANALYSE DE LA REGLEMENTATION NATIONALE DE L'AFFICHAGE APPLICABLE AU TERRITOIRE EN L'ABSENCE DE RLPi

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

La réglementation nationale relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes a été profondément modifiée par la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 et ses décrets d'application (30 janvier 2012, 1er août 2012 et 9 juillet 2013 notamment).

Cette réforme a apporté d'importantes modifications, qui, si elles ont restreint de nombreuses possibilités admises antérieurement (diminution des surfaces maximales, nouvelles règles de densité ou concernant la publicité lumineuse, limitation des enseignes…), ont également organisé de nouvelles possibilités d'installation publicitaire (bâches, dispositifs de dimensions exceptionnelles, micro-affichage…).

La réglementation au titre du cadre de vie et des paysages (code de l'environnement) ne fait pas obstacle à ce que les publicités, enseignes et préenseignes respectent d'autres législations ou réglementations susceptibles de restreindre les possibilités d'installation de ces dispositifs, en particulier celles relatives à :

- la sécurité routière (art. R. 418-2 à R. 418-7 du code de la route) ;
- l'occupation domaniale (art. L. 113-2 du code de la voirie routière, art. L. 2122-1 à L. 2122-3 du code général de la propriété des personnes publiques), qu'il s'agisse des autorisations requises ou des règles d'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite (loi n° 2005-102 du 11 février 2005).

Par ailleurs, les règles du PLUi et des règlements de voirie demeurent applicables, en plus de celles du RLPi.

L'objet d'un RLP est d'adapter les règles nationales fixées par le code de l'environnement en matière de publicités, enseignes et préenseignes aux spécificités d'un contexte local (communal ou intercommunal selon l'autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme).

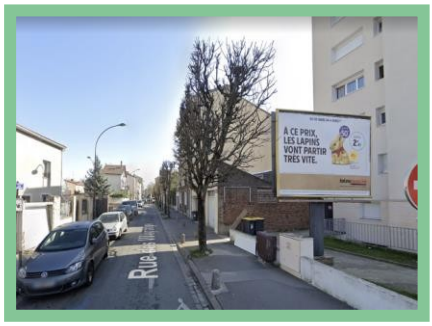
La connaissance des règles nationales post-Grenelle II est donc une étape préalable indispensable à la définition d'éventuelles règles locales, étant entendu que les règles nationales qui ne sont pas adaptées par le RLPi continuent de s'appliquer.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

I. REGLEMENTATION NATIONALE APPLICABLE EN MATIERE DE PUBLICITE ET PREENSEIGNES

Selon l'article L.581-19 du code de l'environnement, en agglomération, les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité : ainsi, toutes les règles applicables à la publicité le sont également aux préenseignes (même corpus juridique).

La loi définit **la publicité** comme *« toute inscription, forme ou image (à l'exception des enseignes et préenseignes) destinée à informer le public ou attirer son attention. Les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités»* (art. L. 581-3, a c.env.).

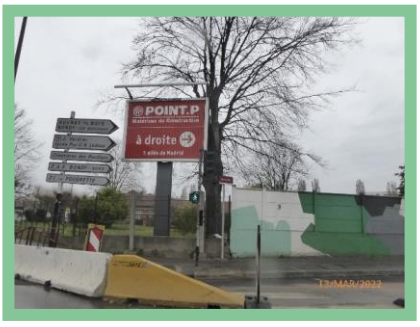


Publicité scellée au sol



Publicité murale

Les **préenseignes** sont définies comme *« toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée »* (art. L. 581-3 c.env.).



Préenseigne scellée au sol



Préenseigne murale

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Les publicités sont en général destinées aux grandes campagnes nationales d'affichage, tandis que les préenseignes servent à signaler la proximité d'activités locales (mais pas nécessairement du territoire) et donc répondent plus directement à un besoin de communication des acteurs économiques locaux.

Publicités et préenseignes se situent majoritairement sur propriétés privées (ex : sur le mur d'une habitation), plus rarement sur domaine public (convention d'affichage alors conclue entre la collectivité gestionnaire de la voie et un opérateur, pour l'installation de dispositifs purement publicitaires).

A noter : le code de l'environnement édicte les mêmes règles pour les publicités non lumineuses et pour les publicités éclairées par projection (spots ou rampe lumineuse éclairant l'affiche papier) ou par transparence (tubes néon derrière l'affiche papier).

Sur domaine public, le code de l'environnement admet également la publicité et les préenseignes sur mobilier urbain. A titre accessoire à leur fonction principale de service public, cinq catégories de mobiliers urbains peuvent recevoir de la publicité. Il s'agit des abris destinés au public, kiosques à journaux ou, plus généralement à usage commercial, colonnes et mâts porte-affiches et des mobiliers d'information à caractère général ou local supportant des œuvres artistiques.



Kiosque



Abri voyageurs



Colonne porte-affiches

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



Mât porte-affiches





Mobiliers d'information (avec publicité de 2m^2 et de 8m^2)

a. Les interdictions de publicité et préenseignes

De manière absolue, la publicité et les préenseignes sont interdites -sans dérogation possible par le RLPi- dans les lieux visés à l'article L. 581-4 du code de l'environnement. Sur le territoire de l'EPT, toute publicité ou préenseigne est ainsi interdite :

- sur les monuments historiques (toutefois, le code du patrimoine admet que l'installation de bâches d'échafaudage comportant un espace dédié à l'affichage puisse être autorisée lors des travaux sur monuments historiques, par dérogation à l'interdiction résultant du code de l'environnement – cf art. L. 621-29-8 du code du patrimoine) ;
- dans le site classé des murs à pêches de Montreuil ;
- sur les arbres ;
- sur les immeubles identifiés par arrêté du maire comme présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque.

Au titre de l'article R.581-22 du code de l'environnement, toute publicité ou préenseigne est également interdite sur :

- les plantations, poteaux de transport et de distribution électrique, de télécommunication, installations d'éclairage public ;
- les équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne ;
- les murs de bâtiments, sauf s'ils sont aveugles ou comportent des ouvertures de surface unitaire inférieure à 0,50m² ;
- les clôtures non aveugles ;

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- les murs de cimetières ou de jardins publics.

L'interdiction de publicité sur un mur ou une clôture non aveugle, un mur comportant des ouvertures de plus de 0,50 m^2 ou un mur de cimetière/jardin public ne s'applique pas aux bâtiments ou parties de bâtiments dont la démolition est engagée ou a été autorisée (art. R. 581-23 c.env.).
Enfin, le code de l'environnement (art.R.581-31) interdit la visibilité des publicités scellées au sol depuis une autoroute ou bretelle de raccordement à une autoroute, sans possibilité de dérogation par le RLP.

De manière relative, à l'intérieur des agglomérations, la publicité et les préenseignes sont interdites -avec la possibilité pour un RLP d'admettre des dérogations à ces interdictions- dans les lieux visés à l'article L. 581-8 du code de l'environnement, soit pour le territoire d'Est Ensemble:

- dans les abords des monuments historiques mentionnés à l'article L.621-30 du code du patrimoine : périmètre délimité des abords (PDA) ou, à défaut, rayon de 500m et en covisibilité du monument historique ;
- dans les sites inscrits : cité-jardin du Pré Saint-Gervais, domaine de Montreau et pièces d'eau de l'ancien domaine de Tillemont à Montreuil ;
- dans les parties agglomérées des zones Natura 2000 (parc départemental des Guilands présent à Bagnolet et à Montreuil, parc des Beaumonts géré par Est Ensemble à Montreuil).

INTERDICTION ABSOLUE DE PUBLICITE (le RLPi ne peut pas y déroger)	INTERDICTION RELATIVE DE PUBLICITE (le RLPi peut y déroger)
- **Sur les monuments historiques** - **Dans le site classé** - **Sur les arbres**	- **Aux abords des monuments historiques mentionnés à l'art.L. 621-30 c.patrimoine** - **Dans les sites inscrits** - **Dans les zones Natura 2000**

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

b. Dispositions applicables à toute publicité ou préenseigne

Des conditions d'installation sont applicables à tout type de dispositifs publicitaires :

- obligation de disposer d'une autorisation écrite du propriétaire (art. L. 581-24 c.env.) ;
- obligation de mentionner nom et adresse, dénomination ou raison sociale de celui qui a apposé ou fait apposer la publicité (art. L. 581-5 c.env.) ;
- maintien en bon état d'entretien et de fonctionnement (art. R. 581-24 c.env.) ;
- limitation de la densité des dispositifs publicitaires en fonction du linéaire de chaque côté bordant la voie ouverte à la circulation publique d'une unité foncière (art. R. 581-25 c.env.):

- il ne peut être installé qu'un seul dispositif publicitaire sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur au plus égale à 80m linéaire ;
- par exception il peut être installé soit deux dispositifs alignés horizontalement ou verticalement sur un mur support soit deux dispositifs publicitaires scellés au sol sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 40m linéaire.

c. Règles nationales applicables aux publicités et préenseignes non lumineuses ou éclairées par projection ou transparence

Hauteur minimale au-dessus du sol	0,50m (art.R.581-27)
Extinction Nocturne	1h-6h (art.R.581-35)

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Installation sur mur, clôture, bâtiment	-Interdiction de recouvrir tout ou partie d'une baie (art.R.581- 22). Toutefois, sous réserve de l'application de l'art. L.581-4 et de l'art. L. 581-8-III c.env., cette interdiction est levée pour les dispositifs de petits formats intégrés à une devanture commerciale et ne recouvrant que partiellement la baie (« micro-affichage ») ou lorsqu'il s'agit de la devanture d'un établissement temporairement fermé pour réfection ou à la suite d'une procédure de règlement judiciaire. -Interdiction sur toiture ou terrasse en tenant lieu (art.R.581-27) -Interdiction de dépasser les limites du mur ou limites de l'égout du toit (art.R.581-27) -Installation sur le mur support ou sur plan parallèle avec une saillie maximale de 0,25m par rapport au mur (art. R.581-27) -Suppression préalable des anciennes publicités existantes au même endroit (art R.581-29) -Surface unitaire maximale 10,50 m^2 (art.R.581-26) - Hauteur maximale au-dessus du sol : 7,50m (art.R.581-26)
Scellement au sol ou installation directe sur le sol	-Interdiction en EBC et zones N du PLU (art.R.581-30) -Interdiction de visibilité des affiches à partir d'une autoroute, bretelle de raccordement à une autoroute, route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération (art.R.581-31) - Surface unitaire maximale 10,50 m^2 (art.R.581-32) - Hauteur maximale au-dessus du sol : 6 m (art. R. 581-32) - Installation à plus de 10 m en avant d'une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin et à plus de la moitié de sa hauteur par rapport à une limite séparative (art.R.581-33) – règle dite H/2

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

d. Règles nationales applicables aux publicités et préenseignes lumineuses autres qu'éclairées par projection ou transparence (dont numériques)

Hauteur minimale au-dessus du sol	0,50 m (art.R.581-27)
Extinction Nocturne	1h – 6h (art.R.581-35)
Installation sur mur, clôture, bâtiment	-Interdiction de recouvrir tout ou partie d'une baie, de dépasser les limites du mur, d'être apposée sur garde-corps d'un balcon ou balconnet, d'être apposée sur une clôture (art.R.581-36) -Installation sur le mur support ou sur plan parallèle (art.R.581-37) - Surface unitaire maximale 8 m^2 (art.R.581-34) - Hauteur maximale au-dessus du sol : 6 m (art.R.581-34)
Scellement au sol ou installation directe sur le sol	-Interdiction en EBC et zones N du PLU (art.R.581-30 et R.581-40) -Interdiction de visibilité des affiches à partir d'une autoroute, bretelle de raccordement à une autoroute, route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération (art.R.581-31 et R.581-40) - Surface unitaire maximale 8 m^2 (art.R.581-34) - Hauteur maximale au-dessus du sol : 6 m (art.R.581-34) - Installation à plus de 10 m en avant d'une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin et à plus de la moitié de sa hauteur par rapport à une limite séparative (art.R.581-33 et R.581-40) – règle dite H/2
Publicité lumineuse sur toiture	-Hauteur inférieure à 1/6ème de la hauteur de la façade, limitée à 2 m, pour les façades d'une hauteur inférieure ou égale à 20 m (1/10ème, dans la limite de 6 m, dans les autres cas) – art.R.581-38 - En lettres et signes découpés sans panneau de fond autre que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base et dont la hauteur est limitée à 0,50 m (art.R.581-39)
Numérique	Système de gradation permettant d'adapter l'éclairage à la luminosité ambiante (art.R.581-41)

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



Exemple hors territoire de publicité numérique

e. Règles nationales applicables à la publicité supportée par du mobilier urbain

Mobilier urbain scellé au sol ou directement installé sur le sol	- Interdiction en EBC et zones N du PLU (art.R 581-30 et R.581-42) - Interdiction de visibilité des affiches à partir d'une autoroute, bretelle de raccordement à une autoroute, route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération (art.R.581-31 et R.581-42)
Abri destiné au public (art.R.581-43)	- Interdiction de publicité sur le toit - Surface unitaire des publicités limitée à 2 m^2 - Surface totale des publicités limitée à 2 m^2, plus 2 m^2, par tranche entière de 4,50 m^2 de surface abritée au sol
Kiosque à journaux ou à usage commercial (art.R.581-44)	- Interdiction de publicité sur le toit - Surface unitaire des publicités limitée à 2 m^2 - Surface totale des publicités limitée à 6 m^2
Colonne porte-affiches (art.R.581-45)	Réservée à l'annonce de spectacles ou de manifestations culturelles

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Mât porte-affiches (art.R.581-46)	- Réservé à l'annonce de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives - Au plus, deux panneaux de 2 m² dos à dos
Mobilier d'information à caractère général ou local ou supportant des œuvres artistiques (art.R.581-47)	- Surface de publicité commerciale inférieure à la surface totale des informations non publicitaires - Interdiction de visibilité des affiches depuis une autoroute, bretelle de raccordement à une autoroute, voie express, déviation ou voie publique situées hors agglomération - Surface unitaire limitée à 10,50 m² - Hauteur limitée à 6 m au-dessus du sol - Implantation à une distance supérieure à 10 m en avant d'une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin
Publicité lumineuse (quel que soit le mobilier urbain)	- Surface unitaire limitée à 8 m² - Hauteur limitée à 6 m au-dessus du sol - Implantation de la publicité numérique à une distance supérieure à 10 m en avant d'une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin si publicité visible de la baie et parallèle à elle - Système de gradation permettant d'adapter l'éclairage des publicités numériques à la luminosité ambiante

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

f. Règles nationales applicables aux bâches publicitaires, de chantier ou permanentes (art. R. 581-53 à art.R.581-55)



Exemples hors territoire : bâche permanente et bâche de chantier

Le code de l'environnement définit deux types de bâches publicitaires (admises uniquement dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants) :

- les bâches de chantier, qui reposent sur l'échafaudage lié à un chantier (ex : travaux de rénovation de la façade d'un immeuble) ;
- les bâches autres que de chantier, qui correspondent donc à des bâches installées en permanence (dont le visuel peut changer régulièrement, ou être toujours le même).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Conditions générales applicables aux bâches de chantier et aux bâches permanentes	Interdiction : • à moins de 40 m du bord extérieur des autoroutes ou routes express, sauf autorisation de l'autorité de police dela circulation routière • sur toiture ou terrasse en tenant lieu • de dépasser les limites du mur support • de dépasser les limites de l'égout du toit • de visibilité des affiches à partir d'une autoroute, bretelle de raccordement à une autoroute, route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération - Hauteur minimale au-dessus du niveau du sol : 0,50 m (art. R. 581-53) - Publicité numérique limitée à 8 m^2 et 6 m au-dessus du sol
Publicité sur bâches de chantier (art. R. 581-54)	- Saillie limitée à 0,50 m par rapport à l'échafaudage nécessaire à la réalisation des travaux - Durée d'affichage limitée à l'utilisation effective des échafaudages pour les travaux - Surface publicité < 50% de la surface de la bâche (sauf travaux «haute performance énergétique » dits « BBC rénovation ») L'autorisation peut imposer la reproduction sur les parties de bâches non exploitées par la publicité de l'image des bâtiments occultés
Publicité sur bâches permanentes (art. R. 581-55)	- Installation sur seuls murs aveugles ou comportant des ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 m^2 - Interdiction de recouvrir tout ou partie d'une baie - Installation sur le mur ou sur un plan parallèle au mur - Saillie limitée à 0,50 m par rapport au mur - Distance minimale de 100 m entre deux bâches

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

g. Règles nationales applicables aux dispositifs de dimensions exceptionnelles liés à une manifestation temporaire (art.R.581-56) :

Interdictions	- A moins de 40 m du bord extérieur des autoroutes ou routes express, sauf autorisation de l'autorité de police de la circulation routière - De visibilité des affiches à partir d'une autoroute, bretelle de raccordement à une autoroute, route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération - Si dispositif scellé au sol, interdiction : • En EBC et zones N du PLU • A moins de 10 m en avant d'une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin • A moins de la moitié de sa hauteur par rapport à une limite Séparative
Conditions d'installation	- Publicités lumineuses situées sur un plan parallèle au mur support - Hauteur minimale au-dessus du niveau du sol : 0 ,50 m
Surface	- Surface unitaire limitée à 50 m² si le dispositif supporte de la publicité numérique (pas de limitation de surface dans les autres cas)
Durée d'installation	Au maximum 1 mois avant le début de la manifestation annoncée jusqu'à 15 jours après la fin de la manifestation
Conditions d'utilisation	Système de gradation de l'éclairage pour publicités numériques

h. Règles nationales applicables à certains modes d'exercice de la publicité

L'affichage « libre » (art.L. 581-13) : le Maire détermine par arrêté un ou plusieurs emplacements destinés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif. La surface minimale que chaque commune doit réserver à ce type d'affichage est fonction du nombre d'habitants (art. R. 581-2).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Communes	Nombre d'habitants	Surface devant être mise à disposition pour l'affichage « libre »
BAGNOLET	39 366	27 m²
BOBIGNY	55 056	37 m²
BONDY	52 905	37 m²
LE PRE SAINT GERVAIS	16 865	17 m²
LES LILAS	23 469	22 m²
MONTREUIL	111 455	67 m²
NOISY LE SEC	46 094	32 m²
PANTIN	60 800	42 m²
ROMAINVILLE	33 266	27 m²

La publicité sur véhicules terrestres à des fins essentiellement publicitaires (art. R. 581-48) :

- interdiction de stationnement ou de séjour en des lieux où les publicités sont visibles d'une voie ouverte à la circulation publique ;
- interdiction de circulation en convoi de deux ou plusieurs véhicules ou à vitesse anormalement réduite ;
- interdiction de circulation aux abords des monuments historiques ;
- interdiction de publicité lumineuse ;
- surface totale limitée à 12 m²



Le « micro-affichage » soit les publicités de petit format directement intégrées sur les vitrines commerciales (art. R. 581-57) :

- surface unitaire limitée à 1 m²
- surface totale limitée au 1/10ème de la surface de la devanture commerciale, dans la limite de 2 m²

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

SYNTHESE DES PRINCIPALES DISPOSITIONS NATIONALES APPLICABLES AU TERRITOIRE EN MATIERE DE PUBLICITES ET PREENSEIGNES (situées en agglomération) :

PUBLICITE SCELLEE AU SOL	PUBLICITE MURALE	PUBLICITE NUMERIQUE	BACHES, DISPOSITIFS DE DIMENSIONS EXCEPTIONNELLES
Surface 10,50 m^2 Hauteur 6 m	Surface 10,50 m^2 Hauteur 7,50m	Surface 8 m^2 Hauteur 6 m	admis sur autorisation de l'autorité de police de l'affichage

Toutes les communes membres de l'EPT Est Ensemble comptent chacune plus de 10 000 habitants, et toutes appartiennent à l'unité urbaine de Paris, qui comprend plus de 800 000 habitants. D'un point de vue strictement règlementaire, en l'absence de RLPi, ce serait donc des possibilités maximales d'expression publicitaire qui y seraient admises : grands formats (y compris des publicités « exorbitantes » telles que dispositifs de dimensions exceptionnelles liés à des manifestations temporaires et bâches), publicité numérique sur domaine privé et sur mobilier urbain...

Ces règles nationales constituent le « curseur » à partir duquel sont élaborées les règles locales du RLPi, lesquelles consistent principalement à restreindre les possibilités d'installation des publicités et préenseignes.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

II. REGLEMENTATION NATIONALE APPLICABLE EN MATIERE D'ENSEIGNES

La loi définit les **enseignes** comme *« toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce »* (art. L. 581-3 du code de l'environnement).
La réglementation nationale applicable aux enseignes a été sensiblement « durcie » par le décret du 30 janvier 2012, entré en vigueur le 1er juillet 2012. Ces nouvelles restrictions sont pleinement opposables depuis le 1er juillet 2018 pour les enseignes qui étaient régulièrement installées le 30 juin 2012.





a. Dispositions applicables à toute enseigne

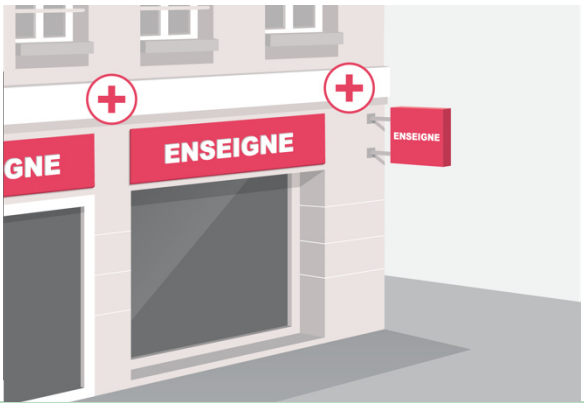
Toute enseigne est soumise à une obligation de maintien en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement et doit être constituée de matériaux durables (art. R. 581- 58 c.env.). L'enseigne doit être supprimée et les lieux remis en état dans les trois mois suivant la suppression de l'activité signalée, sauf lorsqu'elle présente un intérêt historique, artistique ou pittoresque (art. R. 581-58) .

Les enseignes lumineuses doivent être éteintes entre 1h et 6h lorsque l'activité a cessé, sauf cessation de l'activité après minuit ou reprise avant 7h, et sauf évènements exceptionnels.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Les enseignes clignotantes sont interdites, sauf celles des pharmacies et services d'urgence (art. R. 581-59 c.env.).

b. Règles nationales applicables par type d'enseigne permanente

TYPE DE DISPOSITIF	REGLEMENTATION NATIONALE DES ENSEIGNES PERMANENTES
Enseignes apposées à plat ou parallèlement à un mur (art. R. 581-60)	-Saillie limitée à 0,25 m -Interdiction de dépasser les limites du mur ou les limites de l'égout du toit -Hauteur de l'enseigne inférieure à 1 m si installée sur auvent ou marquise -Hauteur de l'enseigne limitée au garde-corps si installée devant balcon ou baie -Surface cumulée des enseignes (parallèles + perpendiculaires) en façade <15% de la surface de la façade commerciale, ou <25% si la surface façade est inférieure à 50 m^2 

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Enseignes perpendiculaires au mur (art. R. 581-61)	-Interdiction devant une fenêtre ou balcon -Interdiction de dépasser la limite supérieure du mur -Saillie limitée au 1/10ème de la largeur entre les deux alignements de la voie publique, sauf règlement de voirie plus restrictif, dans la limite de 2 m -Surface cumulée des enseignes (parallèles + perpendiculaires) en façade = 15% de la surface de la façade commerciale, ou 25% si la surface façade est inférieure à 50 m^2
Enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu (art. R. 581-62)	-Si activité exercée dans la moitié au plus du bâtiment : application des règles relatives à la publicité lumineuse sur toiture - Si activité exercée dans plus de la moitié du bâtiment : • Enseigne réalisée en lettres et signes découpés, sans panneaux de fond autres que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base (hauteur maximale du panneau : 0,50 m) • Hauteur de l'enseigne < 3 m pour les façades d'une hauteur inférieure ou égale à 15 m • Hauteur de l'enseigne < 1/5ème de la hauteur de la façade et limitée à 6 m dans les autres cas • Surface totale des enseignes en toiture ou terrasse en tenant lieu pour un même établissement inférieure ou égale à 60 m^2

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Enseignes de plus d'1m² scellées au sol ou installées directement sur le sol (art. R. 581-64 et -65)	· Installation à plus de 10 m des baies des immeubles voisins et à plus de la moitié de la hauteur (H/2) des limites séparatives · Une seule enseigne par voie bordant l'activité · Surface maximale 10,50 m² · Hauteur inférieure à 6,50m (si largeur inférieure ou égale à 1 m) et 8 m dans les autres cas
Enseignes de moins d'1m² scellées au sol ou installées directement sur le sol	· Pas de règle nationale spécifique
Enseignes lumineuses	· Eteintes entre 1h et 6h · Interdiction du clignotement, sauf pharmacie et service d'urgence

c. Règles nationales applicables aux enseignes temporaires

Sur le territoire, la réglementation nationale applicable **aux enseignes temporaires (signalisation de manifestations culturelles ou touristiques exceptionnelles ou d'opérations exceptionnelles de moins de trois mois ou signalisation de travaux publics, d'opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location ou vente, ainsi que de location ou vente de fonds de commerce)** se caractérise par les éléments suivants :

- installation au plus tôt trois semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération signalée et retrait au plus tard dans la semaine suivant la fin de la manifestation ou de l'opération (art. R. 581-69) ;
- maintien en bon état d'entretien et de fonctionnement (art. R. 581-58) ;
- extinction des enseignes temporaires lumineuses entre 1 et 6 heures du matin, sauf fin ou début d'activité entre minuit et 7 heures du matin (extinction une heure après la cessation et allumage d'une heure avant la reprise) (art. R. 581-59)
- conditions d'installation des enseignes temporaires sur des murs (clôtures ou façades) :

- installation sur le mur ou sur un plan parallèle au mur avec une saillie limitée à 25 cm sans

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

dépasser les limites de l'égout du toit (art. R. 581-60)

- installation perpendiculaire au mur sans en dépasser la limite et sans constituer de saillie supérieure au 1/10ème de la distance entre les deux alignements de la voie publique (sauf règlement de voirie plus restrictif) limitée à 2 m (art. R. 581-61)

- surface cumulée sur toiture d'un même établissement limitée à 60 m² (sauf certains établissements culturels) (art. R. 581-62)
- conditions d'installation des enseignes temporaires de plus d'1 m², scellées au sol ou installées directement sur le sol :

- installation à plus de 10 m en avant d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisinet à une distance supérieure à la moitié de sa hauteur d'une limite séparative de propriété (sauf deux enseignes accolées dos à dos, de mêmes dimensions, pour des activités exercées sur deux fonds voisins) (art. R. 581-64)

- limitation à une enseigne le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité (art. R. 581-64)

- lorsqu'il s'agit d'enseignes temporaires au profit de travaux publics, d'opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location ou vente, ainsi que de location ou vente de fonds de commerce, surface unitaire limitée à 10,50 m² (art. R. 581-70)

d. Déclaration préalable et autorisation préalable

Deux régimes de formalités préalables sont spécifiques à la règlementation de l'affichage :

- **La déclaration préalable** concerne les publicités et préenseignes « classiques » (dispositifs non numériques, chevalets, micro-affichage) ainsi que le remplacement ou la modification de bâches publicitaires (ex : changement de visuel).

Il s'agit d'un régime de simple information : la collectivité n'a aucune réponse à fournir (ni accord ni refus). Le formulaire Cerfa de déclaration préalable au titre du code de l'environnement et le formulaire Cerfa de déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme sont totalement distincts et n'ont pas la même portée juridique.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Les enseignes ne sont jamais soumises à déclaration préalable, mais à autorisation préalable.

- **L'autorisation préalable** concerne quant à elle les formes de publicités/préenseignes les plus exorbitantes (publicités numériques, publicités sur bâches de chantier ou permanentes, dispositifs de dimensions exceptionnelles liés à une manifestation temporaire et publicité dérogatoire sur les équipements sportifs de plus de 15 000 places) ainsi que toutes les enseignes permanentes dès lors qu'il existe un RLP.

Les enseignes temporaires ne sont soumises à autorisation préalable que dans deux cas limités :

- lorsqu'elles sont situées dans un lieu mentionné à l'article L.581-4 du code de l'environnement ;

- ou lorsqu'elles sont scellées au sol et situées dans un lieu mentionné à l'article L.581-8 du code de l'environnement.

L'autorisation préalable suppose une instruction du dossier par l'autorité de police, dans un délai de 2 mois à compter de la réception du dossier complet (le silence gardé par l'administration vaut avis tacite favorable).

A l'occasion de l'instruction, l'autorité de police vérifie la conformité du projet au code de l'environnement et au RLP, et dispose en outre d'un pouvoir d'appréciation au cas par cas sur la bonne intégration du dispositif sur son bâtiment support et/ou dans son environnement (CE, 7 nov. 2001, Société Lioté).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

PARTIE IV : ÉTAT DU PARC EXISTANT DES PUBLICITES, PRESENSEIGNES ET ENSEIGNES

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Sur le fondement des informations collectées auprès des communes et d'Est Ensemble (données relatives à la taxe sur la publicité extérieure, contrats de mobilier urbain…), le relevé de terrain effectué en mars et avril 2022 a tendu à être le plus exhaustif possible en matière de publicités et de préenseignes installées sur domaine privé.

Toutefois, il est possible que certains dispositifs n'aient pas été relevés ou aient été installés après le travail de terrain. Les chiffres ci-après exposés peuvent donc comporter des « manques », estimés à environ 10%.

En matière d'enseignes, le relevé n'a pas été exhaustif mais typologique : identification des différents types d'enseignes présentes sur le territoire, étude de leur conformité aux règles nationales.

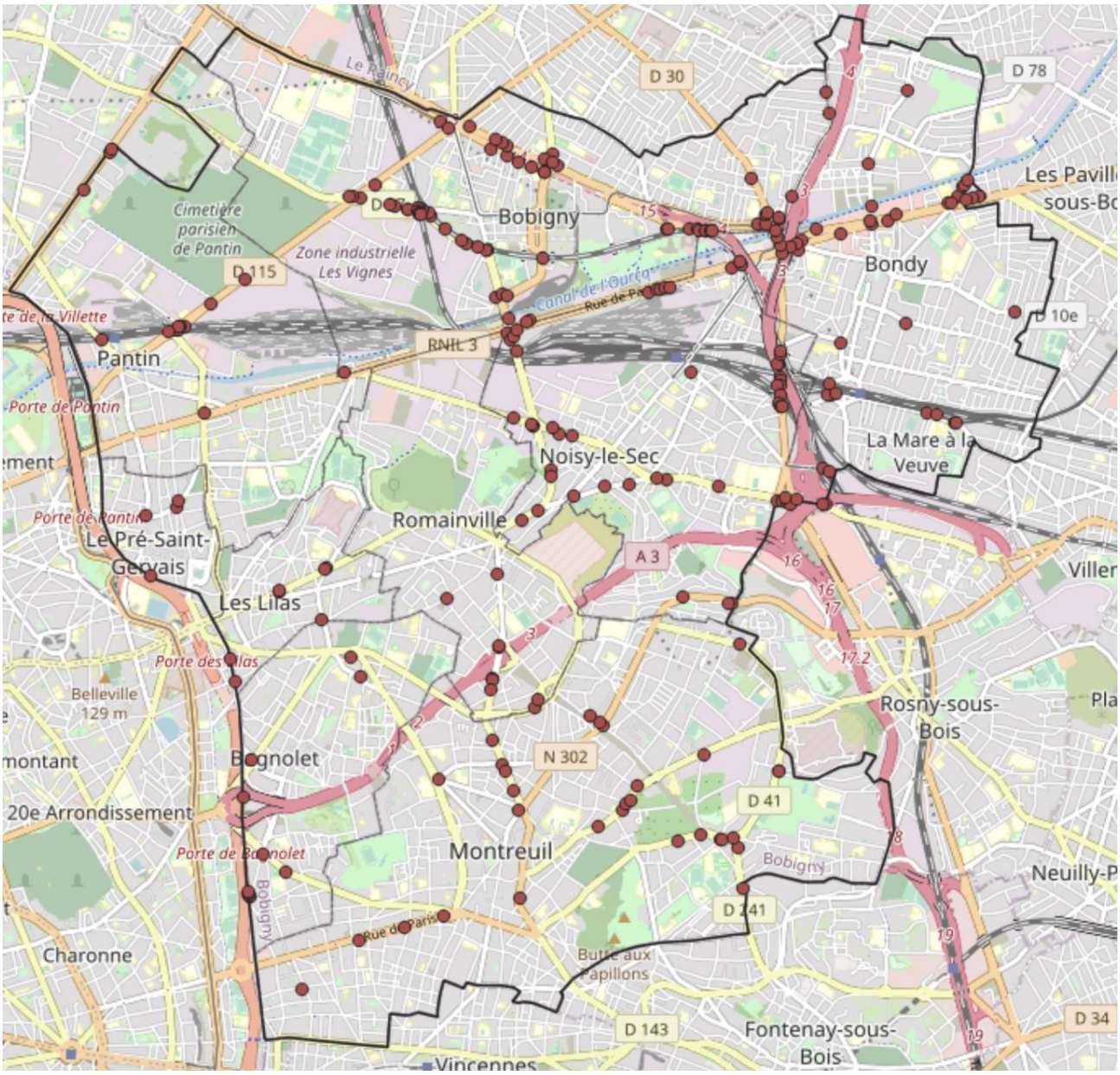
I. LE PARC DES PUBLICITES ET PREENSEIGNES

a. Sur propriétés privées et domaine ferroviaire

NOMBRE DE DISPOSITIFS

Le 1er mai 2022, près de 280 dispositifs de publicités et préenseignes ont été recensés sur propriétés privées et sur domaine ferroviaire, inégalement répartis entre les communes.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



Carte de recensement des dispositifs publicitaires sur propriétés privées et sur domaine ferroviaire (Source Vue Commune)

La commune la plus investie par la publicité est Bobigny, avec près de 80 dispositifs installés sous l'empire des seules règles nationales (la commune n'était pas couverte par un règlement local).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

A l'inverse, la commune la plus préservée, mais aussi la plus petite en superficie, est Le Pré Saint-Gervais (4 dispositifs).

Une sorte de « rupture » est constatée entre les communes de l'Ouest du territoire (Le Pré Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Pantin, Bagnolet, Romainville), où la présence de publicités est faible, et celle de l'Est (Bobigny, Bondy, Noisy-le-Sec) plus massivement investies.

Un des enjeux du RLPi est de gommer cette différence et d'assurer l'égalité de traitement de tous les habitants du territoire.

COMMUNE	EXISTENCE D'UN RLP	NOMBRE DE PUBLICITES SUR PROPRIETES PRIVEES ET DOMAINE FERROVIAIRE
BAGNOLET	RLP (2005)	20
BOBIGNY	Sans RLP	79
BONDY	Sans RLP	46
LE PRE SAINT GERVAIS	RLP (2023)	4
LES LILAS	Sans RLP	7
MONTREUIL	Sans RLP	36
NOISY LE SEC	RLP (2002)	63
PANTIN	RLP (1986)	15
ROMAINVILLE	RLP (2007)	11

TYPOLOGIE DES DISPOSITIFS

Près de 15 sociétés d'affichage ont été recensées, à la fois des groupes nationaux et locaux, chacune développant son propre matériel : les caractéristiques esthétiques des dispositifs varient donc fortement (matériaux, couleur du cadre, pied…).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Plus de 80% des dispositifs installés sur propriétés privées et domaine ferroviaire sont des publicités et préenseignes scellées au sol, contre moins de 20% de dispositifs muraux. Cela s'explique par plusieurs facteurs :

- les anciens RLP communaux avaient peu contraint ce type de dispositif ;
- les règles nationales et la morphologie du territoire facilitent l'installation de dispositifs scellés au sol par rapport à celle des publicités murales (qui prennent place sur un mur aveugle ou comportant de très petites ouvertures, et offrant une bonne visibilité).

Deux bâches publicitaires ont été identifiées : l'une à Bagnolet sur le mur du centre commercial Bel Est donnant sur le périphérique, l'autre à Bondy sur l'immeuble d'un bailleur social (cf photo ci-contre)



Concernant les surfaces, 98% des dispositifs relevés sont des « grands formats » : affiche de 8 m^2 (24%) ou de 12 m^2 (74%). Pour rappel, depuis l'arrêt CE 20 oct. 2016 « Commune de Dijon », la jurisprudence a reconnu que les surfaces maximales définies par le code de l'environnement devaient s'entendre « support compris ». Ce mode de calcul a été clarifié par le décret du 30 octobre 2023 portant modification de diverses dispositions du code de l'environnement relatives à la publicité, aux enseignes, aux préenseignes et aux paysages.

En conséquence, les dispositifs dont l'affiche seule fait déjà 12 m^2 étaient non conformes à la réglementation nationale, et le sont d'autant plus que la règle nationale de surface maximale a été réduite par le décret du 30 octobre 2023 précité de 12 m^2 à 10,50 m^2.

A noter : si l'ancien RLP communal précisait que la surface maximale de 12 m^2 était celle de la surface d'affiche, les dispositifs recensés étaient conformes au RLP.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



Très peu de publicités numériques sont relevées : les seuls dispositifs recensés se situent le long du périphérique à Bagnolet.

Enfin, plus de 30 cas de dispositifs côte à côte ont été recensés. Impactants visuellement, le RLPi les interdit, et instaure une règle locale de densité consistant à limiter la publicité à un dispositif scellé au sol sur son emplacement ou à un seul dispositif par mur.





LIEUX DE CONCENTRATION DE LA PUBLICITE ET DES PREENSEIGNES

La majorité des dispositifs de publicités et préenseignes se situent le long des axes routiers les plus empruntés, que ces voies traversent plusieurs communes ou une seule :

Axes traversant plusieurs communes :

- ex RN3 de Pantin à Bondy
- ex RN186 de Noisy-le-Sec à Bondy
- D36 bis de Montreuil à Romainville

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Axes routiers structurants, à l'échelle communale :

- Bondy : chemin du pont
- Bobigny : avenue Paul Vaillant Couturier, rue de la République/rue de la Déviation
- Montreuil : rue de Paris, rue de Rosny
- Noisy-le-Sec : rue Anatole France, rue Jules Auffret, rue de Brément
- Pantin : avenue du Général Leclerc





Le cas du périphérique est particulier : des formes plus atypiques de publicités, destinées à être vues de loin, sont présentes. Il s'agit de panneaux numériques et de bâches, relevés uniquement à Bagnolet. En revanche, aucune publicité en toiture n'est identifiée.

Enfin, la proportion relativement élevée de publicités le long des voies ferrées est une spécificité du territoire. 15% des dispositifs recensés se situent sur le domaine ferroviaire (Bobigny, Bondy, Noisy-le-Sec et Pantin).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



Rue de la République à Bobigny

A contrario, la grande majorité du territoire, constituée des centres-villes et des secteurs dédiés à l'habitat est relativement préservée. Les dispositifs publicitaires y sont davantage épars, ce qui rend leur impact visuel d'autant plus prégnant. Les dispositifs scellés au sol avec affiche de 12 m², au-delà du fait d'être non conformes à la règlementation nationale, paraissent disproportionnés lorsqu'ils prennent place au cœur de pavillons.







CONFORMITE DES PUBLICITES ET PREENSEIGNES

L'article R. 581-32 du code de l'environnement dispose que *« les dispositifs publicitaires non lumineux scellés au sol ou installés directement sur le sol ne peuvent ni s'élever à plus de 6 m au-dessus du niveau du sol, ni avoir une surface supérieure à 10,50 m² ».* La même règle de surface unitaire maximale (10,50 m²) est fixée à l'article R.581-26 du même code pour les publicités

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

apposées sur mur ou sur clôture.

Ces surfaces devant s'apprécier « support compris », plus de 60% des dispositifs scellés au sol recensés et 13% des dispositifs muraux sont non conformes, pour dépassement de surface.

En outre, certains dispositifs se situent sur des murs comprenant des ouvertures de plus de 0,50m² : ils sont donc non conformes à l'article R.581-22 du code de l'environnement.



Au total, plus des ¾ du parc de publicités et préenseignes sur propriétés privées et domaine ferroviaire est non conforme aux règles nationales, principalement pour dépassement de la surface maximale. Cela ne signifie pas qu'ils auraient du purement et simplement être supprimés, mais remplacés par des dispositifs plus petits.

b. Sur domaine public

Sur le territoire d'Est Ensemble, il n'existe aucune convention d'affichage entre une commune ou autre collectivité et un afficheur pour l'installation de dispositifs publicitaires sur domaine public.

Les publicités et préenseignes présentes sur domaine public correspondent à celles supportées par du mobilier urbain. Les contrats sont communaux. Chaque commune a conclu un contrat avec un opérateur de mobilier urbain : les durées diffèrent, de même que les nombres, types, caractéristiques esthétiques des mobiliers urbains.

Le mobilier urbain remplit une mission de service aux usagers du domaine public : il n'est pas installé uniquement dans les lieux de passage, mais aussi dans les secteurs résidentiels (ex: abris voyageurs).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Sont en place en mai 2022 :

- 364 mobiliers d'information de format « sucette » supportant de la publicité de 2 m^2
- 182 mobiliers d'information de « grand format », avec une affiche publicitaire de 8 m²
- 394 abris voyageurs équipés de publicité de 2 m^2
- 9 colonnes porte-affiche
- 5 mâts porte-affiche
- 1 kiosque







En mai 2022, 955 publicités sur mobilier urbain sont recensées, contre environ 280 dispositifs publicitaires sur propriétés privées.

En approche quantitative, la publicité sur mobilier urbain est donc trois fois plus nombreuse que les dispositifs 100 % publicitaires situés sur propriétés privées. Pour autant, les fonctions diffèrent, la présence de publicités sur mobiliers urbains permettant aux collectivités d'installer des mobiliers sans que cela ne leur coûte. L'opérateur installe et entretient à ses frais le mobilier urbain, et se rémunère par la présence de publicités.

A noter : en mai 2022, lors du relevé de terrain, aucune publicité numérique sur mobilier urbain n'a été recensée.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Au moment de la réalisation du diagnostic (2022), les contrats communaux de mobiliers urbains « publicitaires » sont répartis comme suit :

COMMUNE	OPERATEUR	MOBILIERS URBAINS INSTALLES
BAGNOLET	JC DECAUX	41 abris voyageurs 46 mobiliers d'information de 2 m² 17 mobiliers d'information de 8 m²
BOBIGNY	JC DECAUX	33 abris voyageurs 30 mobiliers d'information de 2 m² 15 mobiliers d'information de 8 m²
BONDY	GNCA	44 abris voyageurs 30 mobiliers d'information de 2 m² 49 mobiliers d'information de 8 m² 1 kiosque
LE PRE SAINT-GERVAIS	JC DECAUX	33 abris voyageurs 30 mobiliers d'information de 2 m² 15 mobiliers d'information de 8 m²
LES LILAS	JC DECAUX	20 abris voyageurs 26 mobiliers d'information de 2m² 8 mobiliers d'information de 8m²
MONTREUIL	JC DECAUX	82 abris voyageurs 94 mobiliers d'information de 2m² 40 mobiliers d'information de 8m² 2 colonnes
NOISY-LE-SEC	JC DECAUX	53 abris voyageurs 41 mobiliers d'information de 2m² 19 mobiliers d'information de 8m² 5 colonnes porte-affiches 5 mâts porte-affiches
PANTIN	JC DECAUX	40 abris voyageurs 55 mobiliers d'information de 2m² 7 mobiliers d'information de 8m² 2 colonnes porte-affiches
ROMAINVILLE	JC DECAUX	48 abris voyageurs 12 mobiliers d'information de 2m² 5 mobiliers d'information de 8m²

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Certains contrats de mobiliers urbains sont arrivés à échéance pendant l'élaboration du RLPi. Les communes concernées ont fait le choix, dans leur nouveau contrat, de renoncer aux grands mobiliers d'information, pour privilégier le format planimètre (mobilier d'information de 2m^2).

C'est le cas de Bagnolet, Les Lilas, Montreuil et Pantin, soit près de la moitié des communes membres du territoire, dans lesquelles les grands mobiliers urbains d'information ont été supprimés (49 mobiliers au total).

Non seulement le nombre total de publicités sur mobiliers urbains a baissé (831 publicités sur mobiliers urbains en mai 2024, contre 955 aurapavant), mais surtout la présence des publicités « grand format » sur domaine public a grandement diminué.

Aussi, du seul fait de l'implication de certaines villes dans leur nouveau contrat de mobilier urbain, cette baisse est à la fois quantitative (moins 13% de publicités sur mobiliers urbains) et « qualitative » (suppression de certaines publicités grand format sur mobiliers d'information).

Ainsi, bien que les fonctions diffèrent entre dispositifs publicitaires et mobilier urbain « publicitaire », les collectivités sont les premières pourvoyeuses de publicité. La publicité supportée par du mobilier urbain, disséminée sur tout le territoire, est trois fois plus nombreuse que les publicités et préenseignes sur propriétés privées et sur domaine ferroviaire.

Pour autant, ce régime s'explique par la maîtrise de l'implantation des mobiliers par les communes et par le service public rendu (abris voyageurs, mobiliers d'information...).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

c. Impact visuel de la publicité

L'impact visuel d'un dispositif publicitaire est dû :

- Au type de support (dispositif scellé au sol, murs de bâtiment, de clôture ou de soutènement…) ;
- Au nombre (doublons, effet de groupe, de front) ;
- À la densité (espacement) ;
- Aux formats (surface d'affichage : 2m², 8m²…) ;
- À l'implantation (perpendiculaire ou parallèle à l'axe de la voie circulée, retrait par rapport à l'alignement) ;
- Au design du matériel (un pied, deux pieds) ;
- Aux mouvements (déroulants, tri-vision, numérique, oriflammes, drapeaux) ;
- Aux couleurs et matériaux des matériels (moulure jaune, noir, blanc…) ;
- Au contexte dans lequel elle s'insère (espace urbain dense, espace dégagé, arrière-plan végétal)

Ces effets se cumulent, créeant parfois une vertaine pollution visuelle, due à la juxtaposition de dispositifs disparates qui cohabitent sur les domaines privé et public. L'accumulation d'enseignes et de préenseignes, indiquant la même activité sur des supports de types et de formats variés, ne contribue pas à la valorisation du paysage environnant.

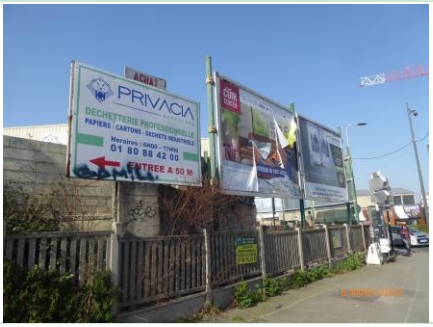
Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Type de support, mode de fixation

	Scellé au sol	Mural
Avantages	Objet qui s'assume en tant que tel, mobilier sur support autonome	Moins prégnant dans le champ visuel, car apposé sur un support existant (mur de bâtiment, clôture), ne crée pas d'obstacle visuel supplémentaire, donc plus Intégré
Inconvénients	Émergence, obstacle à la vue, élément ajouté dans le paysage, ex nihilo. Effet « forêt de panneaux » si répétition sur un même Linéaire	Peut déprécier la qualité architecturale d'une construction intéressante
		

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Effet de nombre

	Dispositif unique	En doublon ou multiples
Avantages / Inconvénients	Moins prégnant visuellement, isolé, plus lisible (moins de surcharge visuelle)	Plus prégnant dans le champ visuel, car effet de groupe Effet « double écran »
		

Surface

Petit format (1, 2, 4m²)	Grand format
Moins prégnant visuellement	Plus prégnant visuellement Proportions
	

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Implantation

Perpendiculaire à la voie avec retrait	Parallèle à la voie (plus fréquent pour les muraux)
Moins prégnant visuellement que lorsque le dispositif est perpendiculaire à la voie	Plus intégré si sur un mur existant
	

Mouvements/luminosité

Déroulant et Trivision	Eclairé	Numérique
Le mouvement attire le regard, il est impactant visuellement	La lumière attire l'œil et est impactante visuellement	Le mouvement et le caractère changeant, voire hypnotique des images est très impactant visuellement
		

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Couleurs et matériaux

Cadre coloré (rouge, jaune, vert)	Cadre gris, cadre blanc
La couleur vive, couleur saturée, attire le regard, elle est impactante visuellement : elle s'intègre peu dans son environnement	La couleur claire et neutre est peu attractive visuellement, et s'intègre mieux dans son environnement (ciel, façade claire)
	

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

II. LE PARC DES ENSEIGNES

Même s'il n'est pas doté de grandes zones commerciales de rayonnement régional, le territoire bénéficie d'une offre commerciale de proximité riche.

Le relevé de terrain réalisé sur les 9 communes membres d'Est Ensemble n'a pas consisté en un relevé exhaustif des enseignes, inutile pour la perception des enjeux en la matière, mais en un relevé typologique.

a. Les enseignes traditionnelles

Les enseignes « traditionnelles » correspondent aux activités principalement exercées en rez-de-chaussée et situées en centres-villes, ainsi que dans les secteurs davantage dédiés à l'habitat.

Leur insertion dans le paysage est globalement satisfaisante, même si elle est très variable d'une commune à une autre et d'un quartier à un autre. Elles sont en général constituées d'enseignes parallèles au mur (enseignes en « bandeau »), de taille raisonnable eu égard à la façade commerciale, constituées en panneau plein de faible épaisseur, directement apposées sur le caisson servant au rideau de store, sur lambrequin de store, ou plus rarement en lettres et signes découpés.

L'autre type d'enseignes dominant correspond aux enseignes perpendiculaires au mur (dites en « drapeau »). Leur insertion peut être améliorée. En effet, elles sont généralement assez nombreuses pour une même façade et positionnées de façon parfois « déconnectée » du local d'activités (ex : une enseigne perpendiculaire en étage alors que le local commercial occupe uniquement le rez-de-chaussée).

La façade peut parfois être surchargée entre les écritures au-dessus de la devanture, celles sur les côtés et celles sur lambrequins de store. S'ajoute à cela la vitrophanie intérieure, qui obstrue les vitrines, et qui échappe à toute contrainte règlementaire (CE, 28 oct. 2009, « Zara »). En revanche, un RLP peut réglementer la vitrophanie extérieure : elle est alors qualifiée d'enseigne apposée parallèlement à la façade.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Le mode d'éclairage de l'enseigne (parallèle ou perpendiculaire) varie : spots, rampe lumineuse, enseigne perpendiculaire lumineuse, rétro-éclairage...L'éclairage peut être agressif ou inadapté dans un tissu urbain dense : cela peut être le cas par exemple d'un éclairage par leds points à points. Par ailleurs, certaines enseignes clignotent malgré la règle nationale d'interdiction (sauf pharmacies et services d'urgence).

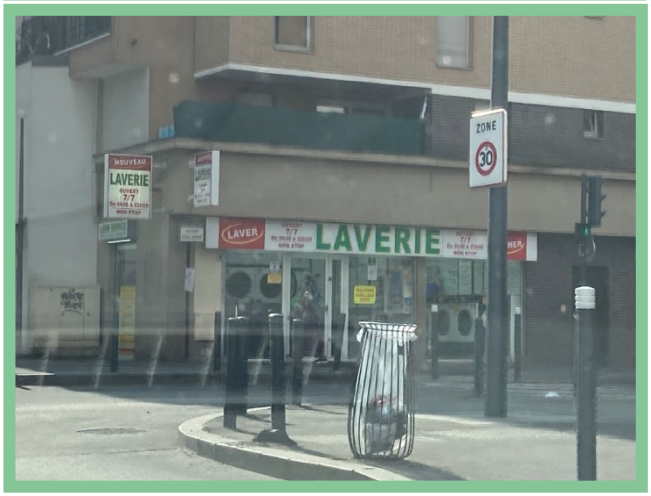


BAGNOLET

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE













BOBIGNY

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE













BONDY

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE













LE PRE SAINT GERVAIS

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE













LES LILAS

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



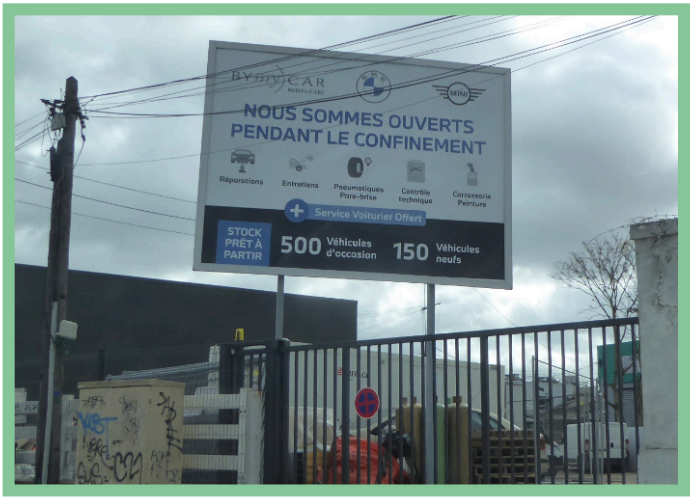
MONTREUIL

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE













NOISY LE SEC

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE













PANTIN

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE













Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Très peu d'enseignes en toiture, scellées au sol ou sur clôture sont relevées s'agissant de la typologie des enseignes traditionnelles.

Dans les abords des monuments historiques, les enseignes (soumises à l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France) sont mieux intégrées à leur bâtiment support et dans leur environnement, bien que des pistes d'amélioration soient identifiées (comme sur le reste du territoire) :

- certaines enseignes « en bandeau » rompent les lignes de composition de la façade ;
- les enseignes perpendiculaires sont parfois au nombre de 3 ou 4 pour une même activité, peuvent être de taille assez conséquente ou avoir un scellement proéminent, être positionnées dans les étages alors que l'activité n'est exercée qu' au rez-de-chaussée ;
- les couleurs utilisées jurent parfois avec la façade sur laquelle les enseignes sont installées ;
- l'emploi de matériaux ou procédés peu qualitatifs est constaté : caissons épais, bâches, vitrophanie extérieure...





Enseignes en face de la bourse du travail à Bobigny (monument historique inscrit)

Enseignes en face de la fontaine au Pré Saint-Gervais (monument historique classé)

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Dans les abords des éléments de patrimoine repérés au PLUi, là aussi, l'intégration des enseignes peut être renforcée. Exemple ci-après à Bobigny :





Bien que la place Nicole Neuberger ait été repérée au PLUi en tant qu'élément patrimonial, les enseignes ne sont pas nécessairement mieux intégrées que dans d'autres parties du territoire :

- utilisation de caissons ;
- nombre d'enseignes perpendiculaires important pour une seule activité ;
- positionnement des enseignes perpendiculaires dans les étages alors que l'activité est exercée uniquement en rez-de-chaussée.



Eu égard aux règles nationales, très peu d'enseignes traditionnelles sont non conformes. La principale infraction réside dans le dépassement de la règle de proportion : selon l'article R581-63 du code de l'environnement, la surface cumulée de toutes les enseignes en façade ne doit pas dépasser 25% de la surface de la façade commerciale lorsque celle-ci fait moins de 50 m^2.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Avec la devanture, les enseignes participent pleinement à l'attractivité d'une activité.

En cohérence avec le PLUi qui a interdit pour les nouvelles constructions les caissons de stores extérieurs, le RLPi édicte certaines règles tendant à accroitre la qualité des enseignes.

b. Les enseignes des zones d'activités et commerciales

Les enseignes des secteurs principalement dédiés à l'activité ou celles des grands établissements sont plus manifestes dans leur expression : enseignes en toiture, enseignes numériques, enseignes scellées au sol... en plus des enseignes parallèles et perpendiculaires.

Le but est d'être visibles de loin. Elles sont rarement bien intégrées : matériaux peu qualitatifs, mode de réalisation « basique », surfaces importantes, enseignes scellées au sol et sur clôture en surnombre, enseignes numériques, mode d'éclairage très prégnant...





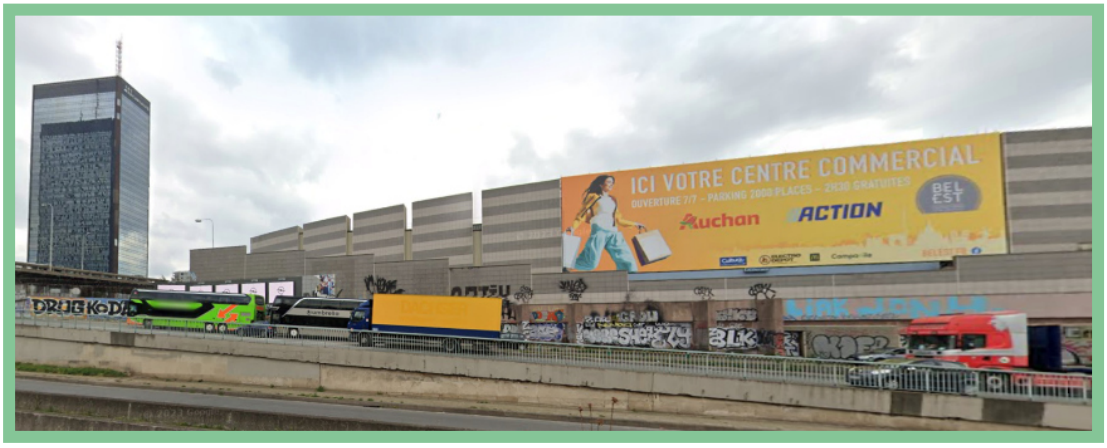


Des cas d'infraction sont relevés, notamment pour des enseignes en toiture non réalisées en lettres et signes découpés (art.R.581-62 c.env.) ou pour des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol en surnombre (art.R.581-64 c.env. – cf photo ci-dessous enseignes MacDonald à Noisy-le-Sec).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



A l'instar des publicités, le périphérique est également un cas particulier s'agissant des enseignes : grande bâche sur le centre commercial Bel Est de Bagnolet, enseignes en toiture, enseignes de grands formats...



Périphérique à Bagnolet



Périphérique à Montreuil

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Les dispositifs de publicité extérieure (publicités, pré-enseignes, enseignes) participent à la composition du paysage et du cadre de vie dans les milieux urbains, dans ceux de grande qualité (abords des monuments historiques, site inscrit) comme dans les espaces du quotidien (centralités, secteurs résidentiels).

Le manque de qualité urbaine et paysagère des axes structurants investis par la publicité ou de certains linéaires commerciaux aux enseignes hétérogènes est généralement dû à:

- **Un manque de composition urbaine : dessin de la trame viaire et de la trame parcellaire ;**
- **La faible prise en compte du site, du contexte paysager ;**
- **La pauvreté du vocabulaire architectural et des traitements paysagers (ex : « boîtes à chaussures » des zones commerciales) ;**
- **La faible qualité architecturale et constructive ;**
- **Un manque de cohérence dans le traitement des revêtements des sols ;**
- **Un dimensionnement des espaces publics à l'échelle de la voiture et non du piéton ;**
- **La faible présence de végétal ;**
- **La forte présence publicitaire et des enseignes.**

La forte pression publicitaire sur ces zones commerciales et le long des axes routiers les plus empruntés, due à la nécessité d'attirer l'attention des automobilistes, entraine une surenchère et une surcharge d'informations, rendant ces espaces saturés visuellement.

Les conséquences de cette prégnance visuelle sont les suivantes :

- **Perte de lisibilité de l'espace et des constructions au profit de éléments destinés à informer ou attirer l'attention ;**
- **Manque d'attractivité ;**
- **Perte en qualité d'espaces perçus comme des paysages urbains ou périurbains,**
- **banalisés, standardisés ;**
- **Perte des qualités paysagères intrinsèques de ces quartiers (architecturales, environnementales, continuités végétales) ;**
- **Agression visuelle pour les habitants.**

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Le périphérique est un secteur particulier, de caractère exogène, sans réelle « appartenance » au territoire et formant une continuité avec Paris et les communes ceinturant la capitale : les enseignes et les publicités y sont « exorbitantes », destinées à être vues de loin par les automobilistes.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

DIAGNOSTIC – BILAN

En matière de publicités et pré-enseignes :

Moins de 300 dispositifs publicitaires ont été relevés sur domaine privé et sur domaine ferroviaire. Il s'agit très majoritairement de dispositifs scellés au sol (plus de 80%), de grand format (70% avec affiche de 12 m^2). La présence de publicités numériques est aujourd'hui anecdotique à l'échelle du territoire : elle se concentre le long du périphérique.

De grandes disparités existent entre les communes : Bobigny, Noisy-le-Sec et Bondy sont les villes les plus investies par la publicité. A l'inverse, Le Pré Saint-Gervais, Les Lilas et Romainville sont extrêmement préservées de l'installation de publicités (moins de 10 dispositifs chacune). A Bagnolet, Montreuil et Pantin, la présence publicitaire est relativement contenue.

Les publicités se situent majoritairement sur le domaine ferroviaire ainsi que le long des axes routiers les plus empruntés, notamment l'ex RN3 de Pantin à Bondy, l'ex RN186 de Noisy-le-Sec à Bondy et la RD36 bis de Montreuil à Romainville.

Des publicités sont également présentes sur mobilier urbain : en raison de leur mission de service public (abris voyageurs, mobiliers d'information...), les mobiliers urbains « publicitaires » sont plus nombreux que la publicité sur domaine privé et n'investissent pas les mêmes lieux (les secteurs d'habitat notamment). Toutefois, fortes des réflexions menées dans le cadre de l'élaboration du RLPi et à l'occasion de l'échéance de leur contrat de mobilier urbain, certaines communes ont engagé une démarche de réduction du nombre et des surfaces des publicités apposées sur mobiliers urbains. C'est le cas des communes de Bagnolet, Les Lilas, Montreuil et Pantin : 49 mobiliers d'information avec publicité de 8 m^2 ont disparu du paysage local.

En matière d'enseignes, celles situées dans les abords des monuments historiques et dans les centralités sont globalement bien intégrées dans leur environnement. La qualité de celles situées dans les secteurs résidentiels et le long des axes principalement dédiés au commerce et à l'activité, tout en étant très variable d'une commune à une autre voire d'un quartier à un autre, est moindre: des pistes d'amélioration sont identifiées.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

PARTIE V :

LES OBJECTIFS ET ORIENTATIONS DU RLPi

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

I. OBJECTIFS DEFINIS PAR LA DELIBERATION DE PRESCRIPTION

Par délibération du 4 février 2020, le Conseil de territoire a prescrit l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal (RLPi) et en a fixé les objectifs, dont celui de palier la caducité, au 13 juillet 2022, des 4 RLP communaux (Pantin, Noisy-le-Sec, Bagnolet et Romainville) :

- ***S'appuyer sur les RLP en vigueur et leurs niveaux de protection respectifs*** *tout en veillant à privilégier une approche intercommunale visant à une cohérence et à une lisibilité des dispositions règlementaires (harmonisation des règlements et zonages existants) ;*
- ***Prendre en compte l'évolution législative et règlementaire*** *notamment la loi portant Engagement National pour l'Environnement dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010 et la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (loi LCAP) ;*
- ***Lutter contre la pollution visuelle, préserver la qualité paysagère du territoire et les espaces naturels*** *tout en prenant en compte la nécessaire animation des centralités ainsi que les besoins en communication des acteurs économiques, notamment des commerces et des entreprises ;*
- ***Tenir compte de la présence de nombreux lieux protégés*** *visés à l'article L.581-8 du code de l'environnement, notamment les abords des monuments historiques, les sites classés et inscrits, les sites patrimoniaux remarquables, tout en prenant en compte les besoins de communication des collectivités ;*
- ***Coordonner la règlementation entre les communes du territoire****, notamment le long des voies rapides et des axes structurants, tout en prenant en compte les spécificités de chaque ville ;*
- ***Prendre en compte la spécificité des berges du canal de l'Ourcq et des autres grandes entités paysagères du territoire*** *(notamment le Parc des Hauteurs), afin de préserver les vues et la qualité du paysage ;*
- ***Protéger les secteurs résidentiels pour maintenir la qualité paysagère ;***

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- ***Prendre en compte les évolutions urbaines des communes*** *(nouveaux quartiers, renouvellement urbain, requalification de grands axes...) ;*
- ***Fixer les obligations d'extinction*** *des publicités lumineuses.*

Plusieurs objectifs ont ainsi été définis pour la mise en œuvre de l'ambition territoriale de réduction de la place de la publicité dans l'espace public.

Concernant l'existence des RLP communaux, il s'agit d'une part de pallier la caducité de 4 règlements au 13 juillet 2022, laquelle a eu pour conséquence un retour à la règlementation nationale moins protectrice, et d'autre part d'intégrer dans le RLPi tout ou partie des dispositions du récent RLP du Pré Saint-Gervais.

Le RLPi traduit une ambition plus forte que celle poursuivie par les 4 anciennes règlementations communales : les surfaces des publicités définies par les RLP communaux sont davantage restreintes, ainsi que le nombre des publicités.

En élaborant un document à l'échelle de toutes les communes membres, Est Ensemble entend assurer un niveau de protection semblable pour tous les habitants du territoire, et renforcer l'identité territoriale.

Outre les secteurs résidentiels, d'autres secteurs à enjeux ont été identifiés dans la délibération de prescription : les lieux sensibles du point de vue patrimonial et paysager, les axes routiers structurants, les zones commerciales et d'activités.

En matière d'enseigne, le RLPi est un outil permettant d'accroitre l'attractivité des activités locales, en particulier celles des centralités et secteurs résidentiels : des règles qualitatives sont définies, sans brider pour autant la liberté d'expression des commerces et autres activités, ni brider la liberté d'appréciation de l'autorité de police lors de l'instruction, au cas par cas, des dossiers d'enseignes.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

II. LES ORIENTATIONS DEBATTUES PAR LE CONSEIL DE TERRITOIRE

Les objectifs du RLPi, définis en février 2020, ont été précisés lors du débat sur les orientations générales qui s'est tenu devant le Conseil de territoire le 15 novembre 2022, soit après le diagnostic de terrain. Ce débat a permis aux élus territoriaux d'effectuer de premiers arbitrages règlementaires.

Orientation n°1: Harmoniser les règles applicables à tout le territoire, afin de renforcer l'identité territoriale

Il a été acté par le Conseil de territoire que le RLPI édicte des principes communs, applicables aux publicités et enseignes, sur tout le territoire. Cela participe incontestablement à l'homogénéisation des dispositifs, à l'égalité de traitement de tous les habitants du territoire ainsi qu'au renforcement de l'identité de l'EPT.

Cette harmonisation des règles se décline en plusieurs axes :

Axe 1 : Encadrer la présence des publicités et enseignes lumineuses pour limiter leur impact visuel et énergétique

- Le RLPi fixe une obligation d'extinction des publicités et enseignes lumineuses. Concernant les publicités, une plage horaire d'extinction est définie. Pour les enseignes, l'extinction est imposée dès la cessation de l'activité.

- En cohérence avec les travaux de la convention citoyenne portée et approuvée par Est Ensemble, le RLPi traite de manière spécifique les publicités et enseignes numériques, qui sont des dispositifs énergivores. Leur installation (y compris sur mobilier urbain) est fortement contrainte (surface, emplacements...).

- Comme le permet désormais la loi Climat et Résilience du 22 août 2021, les publicités et enseignes lumineuses apposées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

ouverte à la circulation publique sont encadrées par le RLPi, quant à leur extinction nocturne et la limitation de leur surface (unitaire et cumulée).

Axe 2 : Atténuer la prégnance visuelle des dispositifs publicitaires dans les paysagesurbains, en réduisant leur nombre et leur surface

- Sur tout le territoire (y compris le périphérique), le RLPi interdit l'installation de publicités côte à côte. Ces dispositifs sont en effet plus prégnants dans le paysage.

- Dans la même logique de réduction des éventuelles nuisances visuelles que la publicité peut causer dans le paysage urbain, le RLPi interdit les dispositifs scellés au sol et muraux de surface de 12 m² (norme nationale maximale antérieure au décret du 30 octobre 2023). La surface des publicités est modulée en fonction des zones.

Axe 3 : Accroitre la qualité des enseignes en respectant la diversité des activités et l'identité des quartiers et des villes

Des principes communs sont édictés pour toute enseigne installée sur le territoire de l'EPT, afin de garantir un standard minimum de bonne intégration des enseignes sur leur bâtiment support et dans leur environnement. Ces règles communes portent sur le positionnement de l'enseigne, le nombre d'enseignes scellées au sol ou directement installées sur le sol, leur caractère lumineux etc.

Orientation n°2 : Moduler les règles selon les différentes ambiances paysagères et urbaines du territoire

Les ambiances paysagères et urbaines du territoire sont diverses : canal de l'Ourcq, butte de Romainville, espaces de jardins privés et de parcs, habitat de faubourgs, ensembles collectifs, voie ferrée, périphérique... Aussi, le RLPi adapte les règles en fonction de la sensibilité patrimoniale et paysagère des lieux.

Le RLPi procède donc à une double logique d'harmonisation des règles à l'échelle de tout le territoire (orientation n°1) et de modulation des règles selon les ambiances urbaines (orientation n°2).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Axe 1 : Protéger les espaces les plus sensibles du point de vue patrimonial et paysager

Le territoire conserve de son histoire riche un grand nombre de témoins, aujourd'hui protégés à travers plusieurs dispositifs : les monuments historiques, le PLUi (notamment l'identification d'éléments remarquables au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme), le label architecture contemporaine remarquable...

Parallèlement, le territoire, traversé par le canal de l'Ourcq, possède de nombreux squares et parcs, des voies plantées héritées des aménagements des XIXe et XXe siècles. Cependant la forte densité urbaine ne laisse pas toujours transparaître cette richesse paysagère et ces éléments de nature en ville.

Il est décidé lors du débat du Conseil de territoire que le RLPi édicte des règles très restrictives à l'installation de publicités dans ces lieux les plus sensibles : abords des monuments historiques, sites inscrits, abords de parcs, abords du canal, zones UEv du PLUi (ex : talus ferroviaires), certains quartiers présentant un caractère esthétique/historique (ex: secteur des murs à pêches à Montreuil) etc.

En matière d'enseignes, des règles particulièrement qualitatives, reprenant les prescriptions appliquées par l'Architecte des Bâtiments de France dans les abords des monuments historiques ou les règles de certains RLP (ex : celui du Pré Saint-Gervais) sont définies pour ces lieux.

Axe 2 : Préserver les paysages du quotidien

Dans les espaces « habités » du territoire (centres-villes, secteurs résidentiels), le RLPi limite le nombre et la surface des publicités afin d'aérer les paysages urbains, y compris le long des axes routiers les plus empruntés. Il s'agit de dé-densifier la présence publicitaire et d'adapter les formats à des espaces où l'usager est piéton, cycliste ou automobiliste roulant à faible allure.

Certains types de publicités sont par ailleurs interdits ou fortement encadrés (publicité scellée au sol, publicité en toiture, publicité numérique).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Axe 3 : Conserver de plus larges possibilités d'affichage (publicités et enseignes) dans les espaces de flux ou à dominante d'activités

Dans les espaces de flux, éloignés des habitations et/ou principalement dédiés à l'activité, la présence de publicités et d'enseignes plus manifestes dans leur expression est admise, étant noté que les règles locales restent plus restrictives que celles de la règlementation nationale.

Cela concerne les zones industrielles, les zones commerciales ou axes principalement commerçants (ex : RN3 à Bondy), ainsi que le périphérique.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

PARTIE VI : L'EXPLICATION DES CHOIX

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

I. LE CHOIX DU ZONAGE

La volonté de l'EPT Est Ensemble a été d'instaurer un zonage simple, soit un nombre restreint de zones de publicité. C'était déjà le cas dans les règlementations communales, qui ne comprenaient que trois zones : le RLPi poursuit cette logique, qui permet la bonne accessibilité du document mais aussi l'homogénéisation des règles à l'échelle des 9 communes.

Par ailleurs, afin d'assurer la cohérence intercommunale du document ainsi que la cohérence entre le RLPi et le PLUi, le zonage de RLPi s'est principalement adossé sur celui défini par le PLUi approuvé en 2020, dans la mesure où les zones du PLUI correspondent à des dominantes d'occupation et donc de paysages urbains qui ont une réalité et une pertinence à l'échelle du territoire.

a. La zone de publicité 1 (ZP1) couvre les centralités et les secteurs les plus sensibles du point de vue du paysage et du patrimoine

Elle correspond aux zones UC (centralités) et UEv (espaces verts urbains, dont les talus ferroviaires) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et englobe certains espaces paysagers à protéger et bâtiments remarquables.

La ZP1 est divisée en ZP1a et ZP1b, les règles étant identiques en matière de publicités/préenseignes mais différant pour les enseignes. En ZP1a, les règles relatives aux enseignes sont plus précises.

Les secteurs couverts par la ZP1a comprennent nombre de commerces traditionnels de centre-ville ou de secteurs d'habitat (enjeu de qualité des enseignes et d'attractivité des activités locales par des règles précises en matière d'enseignes). La ZP1b a été utilisée pour les secteurs de faible densité commerciale.

La densité commerciale est un critère concourant au classement d'un secteur en ZP1a. Ce critère est couplé à celui de densité « patrimoniale ». La densité de monuments historiques et d'éléments

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

de patrimoine remarquable repérés au PLUi est bien plus importante en ZP1 qu'en ZP2.

La ZP1a répond à une logique de centre-bourg, historique, plus traditionnel (Le Pré Saint-Gervais, Les Lilas, Romainville et Pantin) alors que les centres-villes plus modernistes comme Bagnolet (amorce d'une ville nouvelle), Bobigny (ville nouvelle – Préfecture), Noisy-le-Sec (ayant fait l'objet de reconstructions importantes après guerre suite aux bombardements sur le faisceau ferré) ou encore Montreuil sont en ZP1b.

Enfin, la ZP1a concerne également des grands projets urbains incluant de grands espaces verts qualitatifs comme la ZAC Ecoquartier à Pantin et le Tramway T1.

Le tracé du Tramway T1, dans sa partie en cours de réalisation sous maîtrise d'ouvrage du Département de Seine-Saint-Denis au Sud de Noisy-le-Sec, porte une haute ambition qualitative. Ce secteur est classé en ZP1a. Le T1 déjà existant au Nord de Noisy-le-Sec possède déjà une trentaine d'années d'existence. Aussi est-il différencié en matière réglementaire en matière d'enseignes en retenant un zonage ZP1b.

A noter : tous les élements repérés au PLUi comme relevant du patrimoine remarquable ne justifient pas le même degré de protection. Il existe d'ailleurs trois niveaux de protections différenciés dans le règlement du PLUi.

Par ailleurs, certains éléments repérés au PLUi constituent de toute façon des supports ou des lieux d'interdiction de publicité par la règlementation nationale : par exemple, un mur non aveugle d'un bâtiment ou encore des plantations (cœurs d'ilôts végétalisés, jardins plantés etc).



Rue de Paris aux Lilas en ZP1a



Boulevard Théophile Sueur à Montreuil en ZP1b

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

A **Bagnolet**, la ZP1 correspond aux secteurs suivants :

- le Château de l'étang, les serres du Parc Audin, le jardin partagé du Plateau, le square Schnarbach et la couverture de l'autoroute A3, tous éléments de patrimoine paysager à protéger. La couverture de l'autoroute A3, avec son jardin des mondes, permet une liaison en modes doux entre les quartiers des Malassis et de La Noue, séparés par l'autoroute ;

- le centre-ville hors Tours Mercuriales et rue Sadi Carnot. Le centre-ville historique avec son Parc Josette et Maurice Audin présente une unité historique. La rue Sadi Carnot marque le thalweg du bassin versant, autour duquel s'est construite Bagnolet.

A **Bobigny**, ont été classés en ZP1 :

- le centre-ville, objet d'une opération cœur de ville (démolition d'un centre commercial et remplacement par une mixité de fonction, restitutions de rues et decheminements apaisés), au pied du terminus du métro ligne 5 ;
- le tissu existant traversé par le T1 livré en 1992, avec un tissu résidentiel collectif des années 1970-80, ainsi que des équipements publics contemporains constitutifs de cette ville Préfecture, à caractère patrimonial : Préfecture inaugurée en 1971, Mairie construite en 1974, Maison de la Culture livrée en 1980, Bourse du travail (architecte Oscar Niemeyer livrée en 1978, protégée monument historique ;
- les axes et talus ferroviaires plantés (zones UEv du PLUi) ;
- la couverture de l'A86 plantée ;
- au Sud, l'axe du canal de l'Ourcq.

A **Bondy**, la ZP1 correspond :

- aux éléments bâtis et paysagers dans les quartiers Nord de Bondy ;
- à la ZAC des rives de l'Ourcq (1200 logements programmés en totalité, dont certains d'ores et déjà livrés), articulée autour d'une requalification et d'un retournement de Bondy vers son canal ;
- l'axe du canal de l'Ourcq ;
- en partie Est de la ville, l'ensemble paysager très planté autour de deux collectifs protégés au PLUi en terme patrimonial autour de la place Nicole Neuburger ;
- en partie Ouest de la ville et en classement ZP1a, le tissu à dominante pavillonnaire de

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

centralité autour de l'église, de la mairie et de la gare RER, correspondant à un ensemble à forte dominante de pavillons protégés dans le cadre du PLUi ;

- l'axe Ouest – Est, prenant effet au niveau de la gare de Bondy, et accompagnant le tracé du T4 existant (ligne des Coquetiers), mis en service en 2006, fortement planté avec un tissu pavillonnaire (classement en ZP1a).

Au **Pré Saint-Gervais**, la ZP1 couvre les secteurs suivants :

- les rues Estienne d'Orves et Gabriel Péri, principal axe Est-Ouest de la Ville ayant fait l'objet de mises en valeur paysagère. L'axe a été planté d'arbres d'alignement protégés par le PLUI sur la majorité de son linéaire. Le prolongement de la piste cyclable qui existe en partie est en projet. La rue Gabriel Péri est bordée par plusieurs ensembles urbains remarquables, au niveau des rues Baudin, Henri Martin, Emile Zola, Roger Salengro. Ils comprennent des maisons et petits immeubles de bourg anciens (faible hauteur, bâti ancien traditionnel) et la place du Monument aux morts, aménagés avec des pavés, se caractérisant ainsi par une atmosphère villageoise. Le carrefour entre les rues Estienne d'Orves/Gabriel Péri et Joineau est inclu dans le périmètre de réaménagement du centre-ville. L'entrée de ville coté Porte Chaumont fait l'objet d'un projet de renouvellement urbain et de mise en valeur ainsi que d'un projet du Département de réaménagement des espaces publics ;
- le Nord de l'avenue Jean Jaurès, bien que ne faisant pas partie du site inscrit de la Cité Jardin, est située dans le champ de protection du Groupe Scolaire Jaurès- Brossolette, monument historique inscrit. Plusieurs constructions de la rue sont de plus, protégées comme bâtis remarquables par le PLUi et cette voie est en continuité directe de la Cité Jardin et de l'ensemble urbain remarquable de la rue Emile Zola. L'alignement d'arbres existant est également protégé par le PLUI ;
- la cité-jardin, site inscrit ;
- le centre-ville historique, dont la rue André Joineau qui en constitue l'artère principale. La voie traverse la partie historique de la ville, avec principalement un tissu urbain de faible hauteur, du commerce en pied d'immeubles, l'accès à la Villa du Pré (ensemble urbain remarquable) et la présence de la Fontaine du Pré Saint- Gervais, monument historique classé. Le centre-ville est fortement végétalisé, avec des alignements d'arbres à protéger au PLUi, un square espace paysager protégé et la place du Général Leclerc. Une partie de la rue André Joineau a été piétonnisée et des aménagements ont été réalisés sur le reste de la voie

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

pour pacifier l'espace public, limiter le trafic routier et favoriser les déplacements actifs ;

- les rues de Stalingrad, Charles Nodier, des 7 arpents, Franklin et le Nord de la rue André Joineau, quartier faubourien avec polarité commerciale qui fait l'objet d'une attention particulière du PLUi (nombreux bâtiments repérés et ensembles urbains remarquables, alignements d'arbres protégés, deux Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) sectorielles de l'ilôt de l'Eglise et des 7 Arpents) ;
- la Villa du Pré, ensemble urbain remarquable ;
- la rue Roger Salengro et la Rue Emile Zola, ensembles urbains remarquables, qui sont des rues à sens unique se caractérisant par leurs bâtis composés de maisons et petits immeubles de bourg anciens (faible hauteur, bâti ancien traditionnel). La rue Salengro est composée de constructions implantées à l'alignement et mitoyennes. L'ensemble offre un jeu de couleurs et de lumière au niveau des façades avec une proportion importante de bâtiments en briques et meulières. La rue Emile Zola est constituée principalement d'habitations en meulière implantées à l'alignement pour la plupart mitoyennes. Ce front bâti forme un paysage urbain très particulier et remarquable au sein de la commune.

Aux **Lilas**, la ZP1 couvre :

- L'axe structurant central Est/Ouest composé de la rue de Paris et du boulevard de la Liberté. Le centre-ville des Lilas est organisé essentiellement autour de la rue de Paris, axe historique de développement de la commune depuis la capitale à l'Ouest, et du boulevard de la Liberté. La rue est bordée par des immeubles de hauteurs assez diverses (du R+1 au R+5 ou 6), aux rez-de-chaussée occupés par des commerces. Cette alternance de bâtiments de grande dimension et de constructions moins imposantes, dans le centre d'une ville de première couronne parisienne, constitue une particularité qui participe à l'identité et au caractère de « Village » des Lilas. Cette artère historiquement très commerçante est également dotée de belles constructions, notamment aux abords de la mairie. Il est aussi à noter qu'à son extremité Est, se situe l'une des cités jardins d'Henri Sellier, exemple significatif de cette forme urbaine des années 1920. Le boulevard de la Liberté quant à lui reproduit à peu près le même schéma que la rue de Paris avec de nombreux commerces dans sa première partie, quelques équipements remarquables et de beaux immeubles d'habitation des années 1920-1930. Il s'agit en outre d'un secteur assez dense qui regroupe les principaux équipements et services publics de la ville.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

A **Montreuil,** la ZP1 couvre la centralité et les secteurs de polarité suivants :

- le centre-ville, qui présente des éléments patrimoniaux et symboliques reconnus autour de l'église du XIIe siècle, de la place de la Mairie et du complexe culturel et commercial. Ce secteur s'étend jusqu'au quartier commercial de la Croix de Chavaux ;
- les futures polarités retenues dans le cadre de l'étude des abords du tramway T1 à l'intersection du boulevard Aristide Briand et rue de Rosny ;
- le secteur Briand Boissiere, entrée de Ville constituée dont la requalification est à l'étude.

A **Noisy-le-Sec**, la ZP1 est délimitée autour des deux monuments historiques :

- le cinéma « Le Trianon » (secteur paysager avec des vues à protéger) et « La Cité Expérimentale de Merlan »
- ainsi que le long du tracé du prolongement du tramway T1.

A noter : une différence de zonage est instaurée entre Le Petit Noisy (ZP2) et le centre-ville (ZP1). Cela s'explique par une différence de typologie et de morphologie urbaines entre le Sud et le Nord de la gare de Noisy-le-Sec.

En effet, au Sud de la gare, le tissu urbain est beaucoup plus constitué, le parcellaire y est plus petit, plus fin et plus mixte (zone UM au PLUi), tandis qu'au Nord de la Gare le tissu urbain est constitué de plus grandes emprises, plus lâches (zone UA au PLUi).

Par ailleurs, la ville de Noisy-le-Sec connait dans ses limites administratives des ruptures fortes de paysages qui justifient des choix de zonage alternatifs avec les communes voisines avec lesquelles il n'y a pas forcément de continuités paysagères : une zone N fait la transition entre Romainville et Noisy-le-Sec, par-delà, le tissu urbain n'est pas le même entre les deux villes. De même, plus au Nord, l'usine du Syctom coupe la continuité paysagère entre ces deux villes.

Noisy-le-Sec et Bondy sont séparées par la bretelle de l'A3 et l'A86 (construites sur talus), ainsi que par le nœud ferroviaire constitué par le RER E, la grande ceinture dédiée au fret et les voies TGV qui morcellent les espaces et empêchent de parler de continuité paysagère entre ces deux communes.

Enfin, au Sud de Noisy-le-Sec, le tissu n'est pas le même que dans sa continuité avec Montreuil. Côté Noisy-le-Sec, le tissu est plus mixte, moins résidentiel, ce qui justifie la différence de zonage.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

A **Pantin**, la ZP1 correspond :

- au secteur de la mairie, englobant trois monuments historiques ainsi que des bâtiments remarquables repérés au PLUi, élargi au futur éco-quartier des Quatre-chemins ;
- au canal de l'Ourcq, zone verte avec plusieurs points de plaisance (végétalisation, agrès sportifs, aires de pique-nique, pistes cyclables et zones piétonnisées ...). Par ailleurs, la zone est intégrée à la trame bleue d'Est Ensemble ;
- à la rue Hoche, l'allée des ateliers, la place Olympe de Gouges et la rue du Pré Saint-Gervais. Au titre de l'article L151-9 du Code de l'urbanisme, plusieurs bâtiments sont classés patrimoine remarquable dans ce secteur. La rue Hoche, conjointement à l'allée des ateliers et à la place Olympe de Gouges déjà piétonnes, est piétonnisée à son tour depuis la fin de l'année 2023 ;
- à l'église de Pantin et à l'école Mehul, toutes deux monuments historiques.

A **Romainville,** la ZP1 correspond aux secteurs suivants :

- le centre-ville, constitué du centre bourg ainsi que de la Place Carnot et la Place du Marché. Le centre-ville concentre la majeure partie des constructions présentant un intérêt patrimonial sur la commune et près de la moitié du tissu commercial romainvillois. Il s'agit d'un espace très fréquenté par les piétons et densément bâti. Cet espace, recouvert sur sa quasi-totalité par deux périmètres des monuments historiques, est composé de trois espaces distincts :

- le secteur bourg ancien, groupé autour de la Mairie et de l'Eglise : tissu caractéristique d'un village marqué par la forte présence de constructions anciennes (XIXe et début XXe) de faibles hauteurs (R+1) alignées sur des rues étroites, souvent inférieures à 10 mètres.

- le secteur Place Carnot, polarité commerciale du centre-ville sur laquelle se situe le Cinéma Le Trianon, monument historique, ainsi que quelques constructions aux abords (maisons bourgeoises, et immeubles collectifs) considérées comme "patrimoine représentatif" au titre du PLUi.

- le secteur Place du Marché, polarité commerciale du centre-ville, couvert lui aussi par un périmètre des monuments historiques, où se mêlent habitats collectifs récents et un ensemble d'immeubles collectifs datant du début XXe siècle.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- les deux secteurs uniquement pavillonnaires classés « ensembles bâtis, urbains et paysagers remarquables » dans le PLUi, situés au Nord-Est du centre-ville (traversé par l'avenue du colonel Fabien) ainsi qu'au Nord-Ouest de la commune en frontière avec Pantin (secteur à proximité de la corniche des forts et de l'église). Il s'agit de maisons bourgeoises/villas, maisons de villes pavillonnaires, maisons-catalogue, construites dans les années 1920-1930 présentant des cohérences paysagères (implantation, taille des parcelles, volumétrie) ;
- le secteur de l'ex-échangeur de l'A3 situé au Sud de la commune, aux abords du tramway T1. Cet espace prévoit la création d'un nouveau quartier au sein duquel sera implanté sur la moitié de son emprise un parc ainsi que des espaces verts publics pour un total de près de 1,7 hectares ;
- les accotements paysagers de l'A3 sont protégés en cohérence avec les protections déjà existantes au niveau du PLUi (zones UEv).

b. La zone de publicité 2 (ZP2) correspond aux secteurs mixtes et aux secteurs principalement dédiés à l'habitat

Sa délimitation est faite a contrario des autres zones : la ZP2 correspond aux espaces non zonés en ZP1, ZP3 et ZP4. Il s'agit de la zone majoritaire en superficie. Elle englobe les secteurs principalement dédiés à l'habitat, qu'il s'agisse d'habitat individuel ou collectif mais aussi des secteurs mixtes mêlant commerces de proximité et habitat ainsi que des portions d'axes routiers structurants « dominés » par le caractère résidentiel (ex : rue Sigmund Freud au Pré Saint-Gervais).

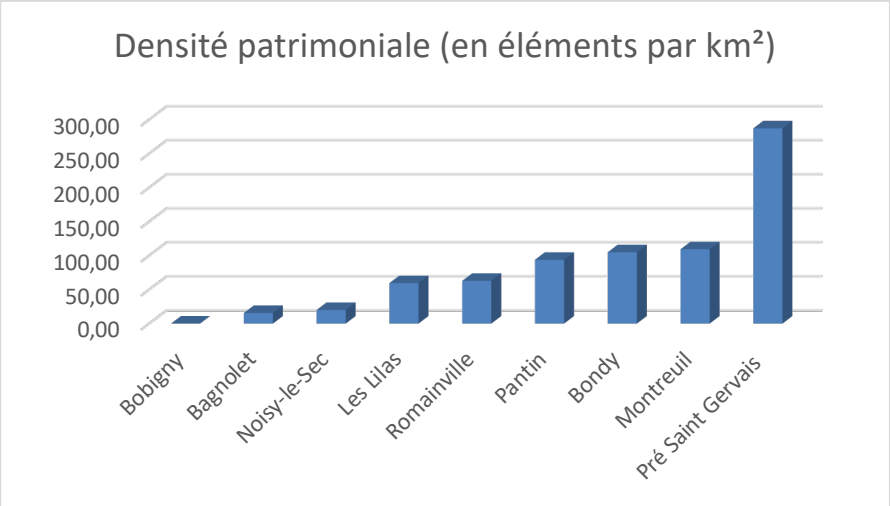
La ZP2 est divisée en ZP2a et ZP2b, les règles relatives aux enseignes étant identiques mais différant quant aux surfaces des publicités.

La distinction entre ZP2a et ZP2b se fonde sur le plan patrimonial présent au sein du PLUi. A partir des éléments patrimoniaux repérés graphiquement au sein des communes dans le PLUi d'Est Ensemble, deux groupes de communes se distinguent :

- les communes à forte densité patrimoniale (plus de 50 éléments patrimoniaux au km²), classées majoritairement en ZP2a ;

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- les communes à moins forte densité patrimoniale (entre 0 et 20 éléments par km²), classées majoritairement en ZP2b.



- **Bagnolet (majoritairement en ZP2b) :**

La ville de Bagnolet présente un tissu urbain disparate. Les pavillons côtoient les maisons de ville, le petit collectif de centre-ville, le grand collectif faubourien, les grands ensembles (quartier des Malassis) et les grandes emprises d'équipements publics (parc Jean Moulin-Les Guilands, Stade des Rigondes, cimetière Raspail, parc des sports de la Briqueterie, cimetière Pasteur, etc.).

Bagnolet présente également un tissu marqué par l'héritage de la période moderniste symbolisé par l'échangeur routier (boulevard périphérique et autoroute A3) de la Porte de Bagnolet et le quartier du pôle Gallieni. L'échangeur routier déstructure le tissu urbain et crée de nombreuses emprises délaissées sur ses abords. Le pôle Gallieni, quant à lui, présente de grandes tours telles que les Mercuriales, la tour Orange, le Novotel, etc. ainsi que les grands immeubles de logements du quartier de la Capsulerie. Le quartier est également marqué par la présence d'une grande dalle au pied des Mercuriales et qui se poursuit jusqu'au centre commercial.

Enfin, la ville de Bagnolet se caractérise par la présence de grandes avenues, relativement larges, au profil très routier comme l'avenue de la République, l'avenue du Général de Gaulle, l'avenue Gambetta ou encore l'avenue de Stalingrad. Un tissu d'emprises économiques, de petits entrepôts,

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

d'ateliers et de garages comme dans le secteur quartiers Coutures et Centre Sud est aussi présent.

De manière générale, la ville de Bagnolet présente donc un urbanisme moderniste et déstructuré, marqué par les grandes infrastructures routières (autoroute A3 et boulevard périphérique non couvert) qui se démarque des tissus plus resserrés et urbain de la ville des Lilas, du cœur de Romainville et du Bas-Montreuil. Ce paysage autorise et justifie le zonage en ZP2b qui permet notamment d'implantation de panneaux publicitaires de 8 m².



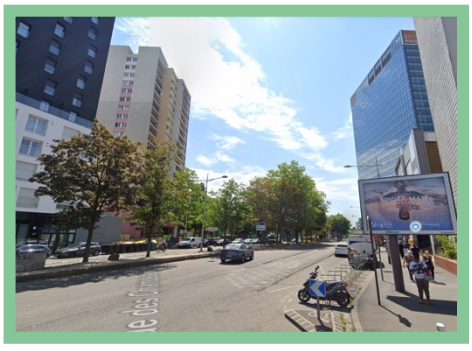
Avenue de la République



Avenue de Stalingrad



Avenue Gambetta


Avenue du Général de Gaulle

A noter : du zonage ZP2a est instauré aux limites de Bagnolet avec les communes des Lilas, Romainville et Montreuil.

- En limite avec Les Lilas, le secteur dit de la Dhuys reprend un habitat à dominante individuelle et pavillonnaire qui prolonge l'habitat pavillonnaire déjà présent aux Lilas dans sa frange Sud, et qui s'étage en pente douce. Il s'agit d'un tissu de faubourg en général, qui est homogène entre le Sud des Lilas et tout le Nord-Ouest de Bagnolet.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Cette occupation est confirmée par un zonage à dominante pavillonnaire au PLUi, ainsi que par un paysage qui se caractérise par certains alignements plantés anciens et remarquables, par des constructions simples mais à dominante basse avec une végétalisaton privée importante.

- En limite avec Romainville, le secteur dit du « plateau » opère une jonction entre Bagnolet et Romainville, avec une succession d'habitat pavillonnaire ou de faible hauteur/tissu de faubourg, souvent en retrait, avec des emprises publiques importantes (équipements, clinique privée…). Le paysage en résultant se caractérise par des lignes de crête plutôt basses, et une forme de continuité végétale. Il n'y a pas de rupture avec le tissu résidentiel observé à Romainville. Ce paysage plutôt plat correspond à un zonage pavillonnaire également présent à Romainville.

- En limite avec Montreuil, le secteur dit des Coutures est très contrasté, marqué par des opérations de rénovation urbaine des années 1980-90 faisant fi de tout ce qui précédait, mais aussi, pour le Sud de ce secteur, par le maintien d'un tissu très ancien ayant les caractéristiques du tissu présent à Montreuil, qui se caractérisent tous deux par des constructions basses à l'alignement, l'emploi de matériaux simples mais qualitatifs (brique, meulière) ainsi qu'une qualité paysagère plutôt minérale, résultant des gabarits bâtis limités, avec des voies à sens unique, une échelle de proximité et un tissu très riche (anciens hangars, ancienneté des constructions, …).

Ce quartier de Bagnolet frontalier de Montreuil concentre un volume assez important de bâtiments remarquables : maisons de bourg, anciens ateliers, petits immeubles de faubourg en briques et pierre ... Le zonage du PLUi est identique de part et d'autre de la rue Etienne Marcel, qui constitue la limite entre Bagnolet et Montreuil à un tissu pavillonnaire.

- **Bobigny (majoritairement en ZP2b) :**

La quasi-totalité du village de Bobigny a été détruite lors de la Guerre de 1870, ne laissant debout que quatre maisons. Le développement urbain de la ville est très inégal jusqu'à 1950, parsemé de quelques lotissements et d'activités, notamment en lien avec les infrastructures ferroviaires.

Le vrai essor de Bobigny date donc surtout d'après-guerre, la population se multipliant par plus de deux entre 1946 et 1962. La ville s'urbanise alors de façon spectaculaire, via notamment de nombreux grands ensembles caractéristiques de leur époque (Cités du Pont de Pierre, de l'Abreuvoir, de l'Etoile).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Ce développement n'a laissé qu'un tissu de faible qualité patrimoniale. Certains points isolés sont marquants sur le paysage balbynien, mais ne forment pas une continuité urbaine ou paysagère vécue par les habitants. Le tissu ancien, témoin de l'histoire de la ville, est sporadique voire anecdotique, et ne présente que peu d'intérêt architectural. Ces éléments justifient un zonage majoritairement en ZP2b.

- **Bondy (ZP2a uniquement):**

Le tissu urbain bondysien est très résidentiel avec beaucoup d'habitat pavillonnaire et collectif, majoritairement construit entre la fin du XIXème siècle et la Seconde Guerre Mondiale. Les différentes zones pavillonnaires (Mare à la Veuve, Mainguy, Saule Blanc, Merisiers Ouest) sont de qualités variables architecturalement. Les rues du centre-ville, témoins de l'organisation du bourg au XIXème siècle, sont encore ponctuées de très belle maisons et villas, avec une prédominance de la pierre de meulière. Les autres quartiers cités ont un tissu plus varié, mais présentent tous une prédominance d'habitat individuel, bordés d'alignements d'arbres, ponctués d'immeubles de bourg parfois remarquables.

Globalement, cette richesse du pavillonnaire bondynois fait l'identité patrimoniale de la ville. Celle-ci est déjà largement repérée au PLUi, avec près de 600 adresses protégées au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme, réparties sur tout le territoire. Ces centaines d'adresses protégées au niveau 2 (patrimoine remarquable) concernent dans la grande majorité des pavillons et lotissements.

Enfin, au sein du tissu résidentiel, les déplacements sont pratiqués en modes actifs (marche et vélo) ou en automobile roulant à faible allure (zone 30), permettant ainsi de considérer comme suffisant et perceptible un affichage sur des surfaces de publicité à 2m². Les secteurs résidentiels sont tous classés en ZP2a.

- **Le Pré Saint-Gervais, Les Lilas (majoritairement en ZP2a)**

Les villes du Pré Saint-Gervais et des Lilas sont caractérisées par un tissu urbain fin, dense, resserré et bien constitué, typique d'une ambiance de cœur de bourg. Le Pré Saint-Gervais compte de très nombreux bâtiments qui sont repérés au PLUi comme « patrimoine remarquable » tandis que la ville de Lilas compte beaucoup de bâtiments répertoriés comme « patrimoine représentatif ». Par

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

ailleurs, que ce soit au Pré Saint-Gervais ou aux Lilas, il faut noter la présence très importante de linéaires de « valorisation des alignements d'arbres et des arbres remarquables », identifiés dans l'OAP « Patrimoine et paysage » du PLUi. Enfin, les deux villes possèdent plusieurs « ensembles bâtis et/ou urbains remarquables à préserver » dont notamment la Cité-jardin du Pré Saint-Gervais.



Cité-jardin du Pré-Saint-Gervais, qui s'étend sur Les Lilas et sur Pantin (constitutive d'une troisième phase construite après-guerre)

Ces caractéristiques justifient le zonage ZP2a au Pré Saint-Gervais et aux Lilas, exception faite du centre commercial Babylone au Pré Saint-Gervais classé en ZP2b, dont la typologie urbaine diffère.

A noter : ce centre commercial n'a pas été classé en ZP3 pour plusieurs raisons. Il s'agit d'un centre commercial de centre-ville situé en rez-de-chaussée d'immeubles de logements et non d'une « zone commerciale ». Par ailleurs, le bâtiment du centre commercial Babylone présente une architecture de grand immeuble urbain de logements, au sein d'un tissu urbain très dense et constitué. Enfin, ce centre commercial marque l'entrée de ville Sud du Pré Saint-Gervais et se situe dans le prolongement de la principale rue commerçante et ancien bourg historique de la Ville des Lilas (classé en ZP1a).

- **Montreuil (ZP2a uniquement)**

A Montreuil, la ZP2a couvre des espaces de tissus résidentiels et mixtes, pour lesquels le PLUi a fixé un objectif de re-naturation et de constitution d'une trame verte de manière significative et pérenne (modification 2023 du PLUi).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Le Bas et le Centre de Montreuil présentent un tissu varié mais dense avec de nombreux commerces et équipements publics. De très nombreux éléments de patrimoine à préserver sont recensés, et notamment du « patrimoine emblématique ». Le tissu du Bas-Montreuil est un tissu de faubourg, dense et homogène, avec un épannelage du R+1 au R+6, des voies et trottoirs relativement étroites. La plus grande partie du tissu date du début du XXème siècle et compte de nombreux bâtiments remarquables. Enfin, le Bas-Montreuil présente également de nombreux linéaires de valorisation des alignements d'arbres et des arbres remarquables repérés au PLUi.

Le Centre de Montreuil, quant à lui, possède un tissu urbain plus moderne et varié avec notamment quelques grands bâtiments modernes. Il ne compte qu'une avenue très large (avenue de la Résistance) mais dont le caractère très arboré lui confère une ambiance agréable et apaisée.



Rue Robespierre dans le Bas Montreuil



Avenue du Président Wilson dans le Centre de Montreuil

Avenue de la Résistance à Montreuil



- **Noisy-le-Sec (majoritairement en ZP2b)**

La ville de Noisy-le-Sec, bombardée en raison du faisceau ferré et détruite à plus de 75 % durant la Seconde Guerre Mondiale, fut déclarée « ville morte » par arrêté préfectoral en 1944. Les zones

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

touchées en ont été tout le Nord et presque tout le centre.

L'essentiel du centre-ville a été reconstruit par différents programmes d'urgence. Ces programmes – principalement résidentiels – ne présentent pas de caractéristiques patrimoniales, reprises au sein du PLUi.

Enfin, le secteur du Londeau/Boissière présente un tissu très résidentiel à tendance pavillonnaire, qui s'est constitué à compter de l'entre deux guerres, avec des caractéristiques paysagères homogènes, mais qui ne nécessitent pas de protections renforcées, compte tenu également de la modification du tissu originel par la traversée de l'A3 dans les années 1970.

A noter : la partie Sud de Noisy-le-Sec, en limite avec Romainville, a été classée en ZP2a.

Le fort de Noisy-le-Sec, sis à Romainville, est présent sur un promontoire qui a longtemps généré un glacis pour des raisons militaires, orienté vers l'Est et le Nord-Est, dans une fonction de défense de Paris.

Le fort a conservé sa vocation militaire, mais a toutefois permis une urbanisation partielle et récente des secteurs plus éloignés, avec un bâti établi de l'entre-deux guerres aux années 1950-60. Ce bâti pavillonnaire présente dans bien des cas une typologie de « villas ». Son zonage au PLUi est à dominante pavillonnaire. Les pentes de ce secteur laissent deviner certaines belles perspectives.

Ce secteur est directement concerné par les cheminements en cours de création par l'EPT Est Ensemble, dans le cadre du projet du « Grand Chemin » (ex-Promenade des Hauteurs) parcourant la totalité du territoire. Il correspond également à un zonage pavillonnaire au sein du PLUi d'Est Ensemble.

- **Pantin (majoritairement en ZP2a)**

La ville de Pantin se caractérise par un tissu relativement dense et resserré, aux rues et aux trottoirs étroits, et dont le vocabulaire est bien plus piéton que routier. Par ailleurs, la ville comporte de très nombreux bâtiments qui sont repérés au PLUi comme « patrimoine remarquable » ainsi qu'environ 18 secteurs repérés comme « ensemble bâti et/ou urbain remarquable à préserver ». La Ville compte également de nombreux monuments historiques comme la mairie de Pantin, la piscine Alice Millat, l'usine à puits et réservoirs de Pantin, l'église de Pantin ou encore l'école maternelle et élémentaire Méhul. Ces caractéristiques justifient un zonage ZP2a majoritairement.

La portion longeant le canal de l'Ourcq (quartier du port) a notamment été classée en ZP2a : elle

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

comporte des lots d'habitation, des espaces publics constitués de mails végétalisés, squares et placettes, et est considérée comme éco quartier.

L'avenue Jean Lolive, zone de circulation dense, urbaine et commerciale qui traverse la ville et relie Paris à Meaux, a été classée en ZP2b, de même que le quartier des Courtillières situé au Nord de la ville, en limite avec Bobigny.

Il s'agit du dernier secteur à avoir été urbanisé au début des années 1960 par l'Etat, pour répondre aux besoins de logements urgents de l'après-guerre. Le quartier des Courtillières a bénéficié d'un programme de renouvellement urbain de type ANRU 1, avec une reprise complète de l'ensemble d'Emile Aillaud, du parc public des Coutillières et de la totalité des voiries et des espaces extérieurs, ainsi qu'avec la création d'équipements complémentaires.

Par ailleurs, ce quartier offre de nombreuses similarités avec celui du Pont de Pierre présent sur Bobigny, dont les principes d'urbanisation dans les années 1960 sont équivalents à ceux prévalant à Pantin. Ces évolutions similaires ont façonné un paysage résidentiel de grands ensembles équivalents, qui plaide pour un seul zonage valant pour ces quartiers résidentiels à Pantin et Bobigny.

- **Romainville (majoritairement en ZP2a)**

Malgré quelques grands ensembles (cité Gagarine et cité Marcel Cachin), la ville de Romainville est marquée par un tissu de cœur de bourg très étendu qui présente une échelle humaine très agréable pour les piétons et cyclistes. Les rues y sont étroites, parfois courbes et la vie urbaine y est intense. La ville compte de très nombreux bâtiments repérés comme « patrimoine représentatif » dans la continuité de la ville de Lilas ainsi que plusieurs « ensembles bâtis et/ou urbains remarquables à préserver » et des bâtiments classés « monument historique » (l'église Saint-Germain-l'Auxerrois et le cinéma Le Trianon).

Romainville est en grande partie marquée par la géographie et le paysage de la Corniche des forts et notamment le parc de la Sapinière, le parc de loisirs de la Corniche des forts ou encore le parc communal de Romainville .

Le zonage ZP2a est donc majoritaire. Il correspond essentiellement à de grands ensembles de logements collectifs ou des tissus pavillonnaires non homogènes qui constituent les paysages du quotidien :

- les quartiers de grands ensembles de logements collectifs situés en bordure du centre-ville (Youri

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Gagarine, Cachin) ;

- le secteur "Grand Champs" mitoyen avec le centre-ville. On y trouve un tissu majoritairement pavillonnaire, de qualité diverse, ainsi que des ensembles collectifs, moins importants que les cités en bordure du centre-ville (ex: cité du FIAC, Résidence Maurice Thorez, etc.) ;

- le secteur Ormes situé dans la partie Sud-Ouest de la commune est un tissu quasi-exclusivement pavillonnaire, non homogène, comportant peu de constructions ayant un intérêt patrimonial.



Eglise Saint-Germain l'Auxerrois devant la mairie de Romainville



Rue Gabriel Husson à Romainville

A noter : trois secteurs spécifiques d'entrée de ville ont été classés en ZP2b, et non en ZP2a.

Il s'agit tout d'abord du secteur des Bas Pays de part et d'autre de l'avenue Gaston Roussel (ancienne route de Noisy), dont l'occupation actuelle est celle d'un tissu d'activités alternant avec quelques bâtis résidentiels, sans élément patrimonial qualitatif. Le tissu est mixte et en mutation, constitué à la fois d'emprises d'activité, d'entrepôts, de zones commerciales, et d'opérations de logements récentes. Ce tissu se prolonge dans l'entrée Ouest de Noisy-le-Sec.

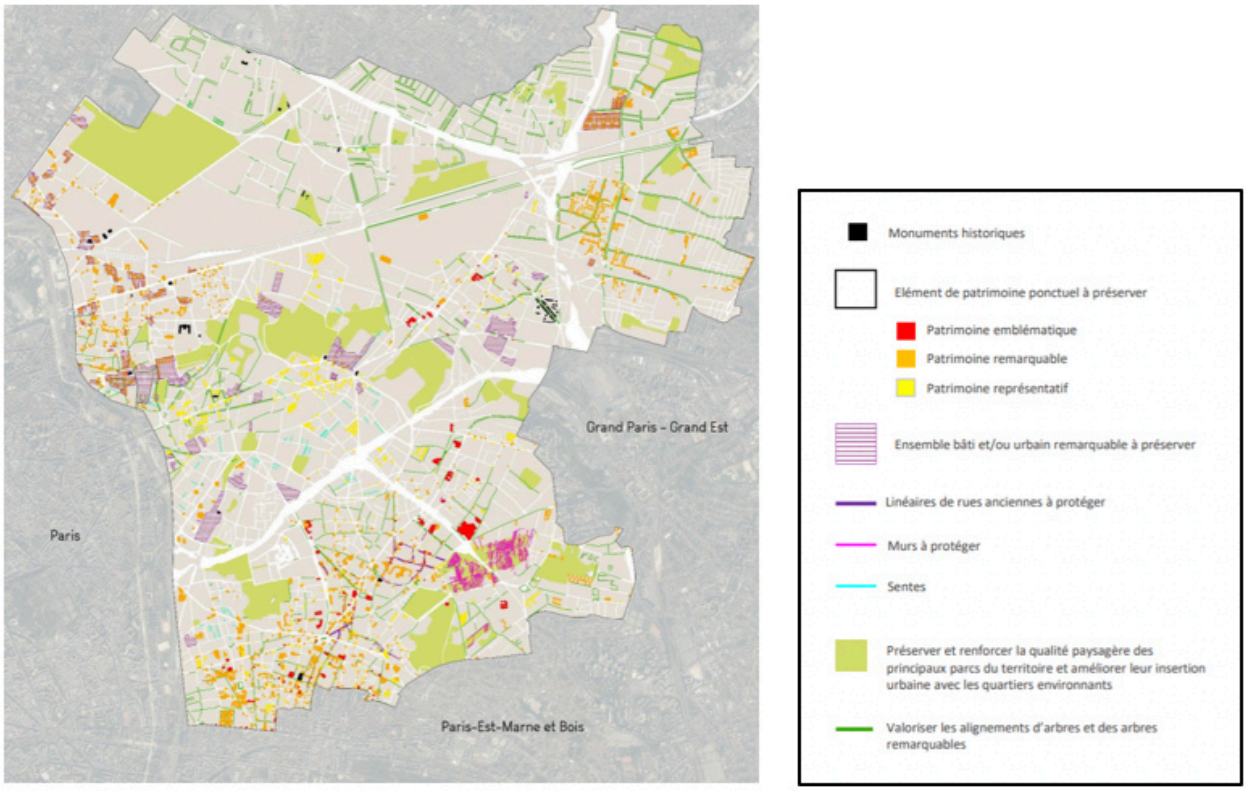
Le second secteur est celui du quartier de la Cité desservi par l'axe de l'avenue Lénine, caractérisé par de l'habitat collectif social, des années 1970-1980 (Cité Youri Gagarine notamment), faiblement qualitatif. Le tissu global est destructuré, au langage urbain présentant une faible qualité urbaine (station service).

Le troisième secteur au sein du quartier dit des Grands Champs, desservi par l'avenue Pierre Kerautret, possède un tissu résidentiel assez disparate articulé autour d'un axe de transit large, qui longe le mur d'enceinte du fort de Noisy-le-Sec.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

En résumé, ces trois secteurs possèdent des voies larges et routières présentant une circulation et un transit important et pas d'intérêt paysagé particulier. Il s'agit également de secteurs d'entrée de ville peu qualitatifs qui desservent notamment des zones d'activités (avenue Gaston Roussel), des stations-service (rue de Paris), ou des franges urbaines fermées et tournant le dos à la ville comme le Fort de Noisy (avenue Pierre Kerautret).

Pour conclure, la carte ci-dessous montre bien que le cœur de Pantin, les villes du Pré Saint-Gervais et des Lilas, Romainville ainsi que le Bas et centre de Montreuil (en ZP2a) présentent de très nombreux éléments de patrimoine à préserver (en jaune, orange et rouge) et de bâtiments classés monuments historiques (en noir).



Carte de l'OAP « Patrimoine et Paysages » du PLUi d'Est Ensemble

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

c. La zone de publicité 3 (ZP3) correspond aux zones d'activités et zones commerciales

La ZP3 englobe les zones UA (activités) et certaines UEi (équipement infrastructure) du PLUi. Elle n'est donc pas présente sur toutes les communes.

La ZP3 correspond à des secteurs de flux, généralement éloignés des habitations, avec des enjeux de préservation du patrimoine moindres au regard du tissu urbain principalement composé de bâtiments d'activité et d'infrastructures de transport. La ZP3 offre une lecture uniforme à l'échelle du territoire.

A Bondy par exemple, l'ex RN3 (actuelle avenue Galliéni) bordée de grandes enseignes a été classée en ZP3. Bien que constituant un espace de transition, amené à évoluer vers un boulevard urbain apaisé, le zonage du RLPi tient compte de la réalité paysagère existante au moment de son élaboration. Cet axe garde à ce jour les caractéristiques d'une zone commerciale et d'activités.







Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

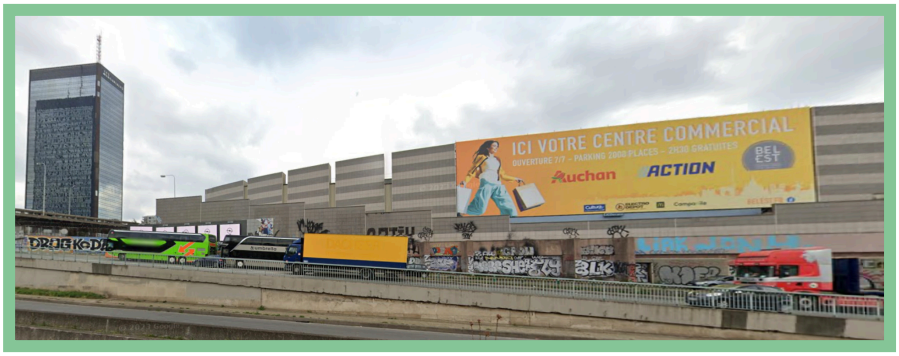
A noter : comme précisé ci-dessus, le centre commercial Babylone du Pré Saint-Gervais n'a pas été classé en ZP3, car il s'agit d'un centre commercial de centre-ville situé en rez-de-chaussée d'immeubles de logements, et non d'un centre commercial situé dans une grande zone commerciale.

d. La zone de publicité 4 (ZP4) correspond aux abords du périphérique

La ZP4 ne concerne que Bagnolet et Montreuil, les abords du périphérique n'étant pas visibles des autres communes ou ne présentant pas les mêmes caractéristiques paysagères. A Bagnolet, le gigantisme de l'échangeur boulevard périphérique/A3 et du centre commercial Bel-Est permet de tolérer des formes de publicité plus « exorbitantes » que sur le reste du territoire.

Une bande de 60 m depuis le milieu du périphérique a été délimitée, afin d'englober les bâtiments d'activités et centres commerciaux donnant sur le périphérique.





Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

A noter : Le domaine ferroviaire n'a pas été considéré comme une ambiance paysagère à part entière, qui justifierait l'instauration d'une zone de publicité spécifique. Le domaine ferroviaire est constitué des abords des voies ferrées et des gares RER du territoire. Il est composite, et ne constitue pas une entité paysagère homogène.

Les talus d'abords de voie ferrée créent des espaces libres, sans usage et dégagés, où sont implantés des dispositifs publicitaires scellés au sol, souvent avec des passerelles du fait du dénivelé, dont la présence aggrave l'ingratitude des lieux. Cette répétition sur un même linéaire crée un effet de « forêt de panneaux » qui augmente l'impact visuel par le nombre et la densité des dispositifs.



Le domaine ferroviaire est constitué d'espaces libres, en général des talus plantés d'herbes ou d'arbres, qui peuvent être considérés d'un point de vue paysager comme des espaces verts, des espaces libres, sans « bâti rapproché ». Les espaces extérieurs des gares doivent être traités comme une entrée de ville ou un axe structurant, c'est-à-dire soigner la première image que l'on a du territoire en descendant du train.

Le domaine ferroviaire a été considéré comme les tissus urbains qu'il traverse (donc couvert par la ZP1, ZP2 ou ZP3). Il en va de même concernant les axes structurants du territoire : ils ne forment pas une ambiance paysagère homogène mais traversent tantôt des centralités, tantôt des secteurs d'habitat ou encore des zones d'activités. Pour cette raison, une zone de publicité « axes » n'a pas été créée.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Les lieux d'interdiction relative de publicité correspondant aux lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L. 581-8 du code de l'environnement (abords des monuments historiques et sites inscrits) ne font pas l'objet d'une zone de publicité en tant que telle.
En effet, hormis le site inscrit correspondant à un périmètre précisément délimité, mais qui peut toujours évoluer, les abords des monuments historiques correspondent, à défaut de périmètre délimité, à un rayon de 500m autour du monument, la publicité n'y étant interdite que si elle se situe en covisibilité.
Si les rayons de 500m avaient été traduits en zone de publicité, le plan de zonage du RLPi ayant un caractère règlementaire, une procédure de modification/révision du RLPi aurait été nécessaire pour mettre à jour le plan de zonage lorsqu'un rayon de 500m aurait été remplacé par un périmètre délimité des abords (PDA).

Les lieux d'interdiction (absolue et relative) de publicité sont représentés sur un autre plan, ayant valeur d'annexe : ainsi, un simple arrêté de mise à jour du RLPi, pris par l'exécutif de l'EPT Est Ensemble, pourra permettre d'actualiser la représentation de ces lieux (ex : classement d'un nouveau monument historique, remplacement d'un rayon de 500m par un PDA...).

Le règlement du RLPi précise en revanche clairement les règles applicables à la publicité et aux préenseignes situées dans les lieux d'interdiction relative de publicité.

Enfin, un plan superposant les zones de publicité et les lieux d'interdiction de publicité a été ajouté en annexe du RLPi pour permettre une appréhension complète des règles en un seul plan : en effet, des interdictions nationales de publicités continuent de s'appliquer, quelle que soit la zone de publicité concernée (ex : interdiction de la publicité scellée au sol en zone N du PLUi).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

II. LE CHOIX DES REGLES

Le RLPi met en œuvre une double logique : à la fois d'harmonisation des règles à l'échelle de tout le territoire, et de restrictions graduées à l'installation de publicité en fonction des zones et des ambiances urbaines qu'elles couvrent.

Le croisement entre ces deux logiques, permet de parvenir à un équilibre entre un traitement homogène des grandes ambiances urbaines du territoire et une approche différenciée en fonction de leur sensibilité paysagère et patrimoniale. Il en résulte une protection plus forte des secteurs patrimoniaux (abords des monuments historiques) et des paysages "vécus" et "habités" comme les secteurs résidentiels et centres-villes, alors que les secteurs plus "fonctionnels" et de "flux" sont encadrés de manière à limiter l'impact paysager tout en permettant aux activités de se signaler et d'être visibles.

Comme la règlementation nationale le permet, le RLPi traite de manière distincte les dispositifs 100% publicitaires situés sur propriétés privées, et les publicités supportées à titre accessoire par du mobilier urbain (sur domaine public). Les fonctions diffèrent entre les dispositifs dont la seule raison d'être est de supporter de la publicité et les mobiliers urbains, installés à des fins de commodité pour les usagers du domaine public, qui peuvent, sans que cela soit systématique, contenir une face publicitaire.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

a. Explication du choix des principes communs, applicables à toute publicité et préenseigne

Des prescriptions sont définies pour toute publicité ou préenseigne installée en ZP1, ZP2, ZP3 ou ZP4, afin de renforcer l'identité territoriale :

- **Les publicités et préenseignes sur tout type de clôture (grillagée, aveugle, végétale...) sont interdites.**

Les publicités sur clôture dépassent souvent de la clôture, ce qui peut créer un obstacle visuel supplémentaire. Elles peuvent aussi être de format disproportionné par rapport au mur de clôture ou déprécier l'architecture du bâtiment. Pour ces raisons, elles sont interdites de manière générale dans les quatre zones de publicité.

- **Les publicités et préenseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu sont interdites.**

Ces dispositifs sont inexistants sur le territoire et leur développement n'est pas souhaité car ils viennent rompre l'harmonie architecturale du bâtiment qui les supporte. Ces publicités et préenseignes, qui émergent au-dessus du toit, augmentent la hauteur du bâtiment, et les lettres découpées lumineuses parfois de couleurs criardes détonnent dans le paysage.



- **L'installation de publicités sur support existant est uniquement possible sur mur de bâtiment,** aveugle ou comportant de faibles ouvertures, et non sur mur de soutènement ou mur de clôture comme précisé ci-dessus.

Les publicités installées sur un mur autre que de bâtiment sont interdites.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- **Les publicités lumineuses (éclairées par projection ou transparence, ou autres) doivent être éteintes entre 23h et 6h.**

La plage horaire d'extinction fixée par la règlementation nationale (1h-6h) est allongée de deux heures. L'obligation d'extinction s'applique aux publicités éclairées par projection ou transparence ainsi qu'aux publicités numériques.

Par égalité de traitement avec les dispositifs 100% publicitaires situés sur domaine privé et sur domaine ferroviaire, l'obligation d'extinction nocturne s'applique également aux publicités lumineuses supportées par du mobilier urbain, sur domaine public.

Une exception existe néanmoins concernant les publicités lumineuses sur abris voyageurs : par souci de sécurité pour les usagers et de visibilité de l'abri, la publicité peut rester éclairée tant que le service de transport n'est pas terminé. La règle nationale (art.R.581-35 c.env.) permettant aux publicités lumineuses sur abris voyageurs de rester allumées durant les heures de fonctionnement du service est ainsi conservée.

- **Des règles spécifiques aux publicités et préenseignes lumineuses situées derrière une baie ou vitrine d'un commerce sont édictées.**

Est Ensemble a saisi la nouvelle opportunité réglementaire offerte par la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 d'encadrer, sans aller jusqu'à interdire, les dispositifs lumineux situés derrière une baie ou vitrine d'un commerce et destinés à être vus depuis l'extérieur.

Par souci d'application, les dispositifs étant généralement mixtes (à la fois publicités et enseignes), les mêmes règles sont définies que le dispositif lumineux soit une publicité, une préenseigne ou une enseigne.

Le RLPi fixe trois règles, dont deux concernent uniquement les dispositifs numériques :

- <u>obligation d'extinction nocturne</u> : les dispositifs lumineux sont éteints dès la fermeture du commerce.

Liés au commerce lui-même, il n'apparait pas nécessaire que ces dispositifs restent allumés alors même que l'activité a cessé, d'autant que l'impact visuel de ces dispositifs peut être fort, en particulier s'ils diffusent des images mouvantes.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Cette obligation d'extinction nocturne s'applique à tout type de dispositif lumineux : écran numérique, écriture en lettres néons...

- si le dispositif est numérique, sa surface unitaire ainsi que la surface cumulée des écrans d'une même vitrine sont encadrées.

La surface unitaire est limitée à 1,20 m², ce qui correspond à un format standard fabriqué par les opérateurs concernés. Le format unitaire de 2 m², qui est par exemple le format des publicités dans les abris voyageurs, est en revanche exclu.

- Si plusieurs dispositifs numériques sont installés derrière une même vitrine, leur surface cumulée est limitée au quart de la surface de la baie ou de la vitrine, sans pouvoir excéder 2,40 m². La surface plafond de 2,40 m² s'apprécie par vitrine et par voie.

Cette règle de proportionnalité a semblé plus juste et mieux adaptée à la pluralité des cas rencontrés (ex : agences de voyages ou immobilières) qu'une règle de limitation du nombre des écrans.





Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- **Les passerelles ne sont pas interdites, mais doivent être rabattables et rester repliées lorsqu'elles ne sont pas utilisées.**

Ces éléments de sécurité créent un obstacle supplémentaire dans le paysage, d'autant plus proéminent que les passerelles restent bien souvent dépliées. Aussi, le RLPi exige qu'elles demeurent pliées en l'absence des personnes chargées de les utiliser.



- **Des prescriptions esthétiques sont définies à l'égard des publicités et préenseignes murales et celles scellées au sol.**

Les dispositifs sur mur de bâtiment respectent une distance minimale de 0,50 m de toute arrête (en plus d'être installés en-dessous du niveau de l'égout du toit – art.R.581-27 c.env.). Cela invite à un positionnement « centré » du dispositif sur le mur support, plus harmonieux, plutôt qu'à l'arrête du mur.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



Lorsqu'un dispositif scellé au sol est double face et si l'une de ses faces n'est pas exploitée,le RLPi exige qu'elle soit habillée d'un carter de protection. Cette mesure simple permet d'accroitre l'insertion du dispositif dans son environnement.

La face non exploitée doit être habillée d'un carter de protection

b. Explication du choix des principes communs, applicables à toute enseigne

Le RLPi ne règlemente pas les enseignes temporaires : elles restent soumises aux règles nationales (cf pages 70 et 71). En effet, le RLPi n'est pas habilité à traiter ces dispositifs : aucun article du code de l'environnement prévoit que le RLP puisse définir des règles locales plus strictes que les règles nationales en matière d'enseignes permanentes.
Les règles définies par le RLPi en matière d'enseignes ne concernent donc que les enseignes permanentes.

En matière d'enseignes permanentes, les principes communs sont applicables en toutes zones. Il existe un « droit à l'enseigne » : une activité a toujours le droit de se signaler sur son bâtiment ou son terrain d'assiette.
Les principes communs permettent de renforcer l'identité territoriale et de définir un premier niveau de restrictions des règles nationales, dans l'objectif d'accroitre l'attractivité des activités locales.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- **Certains types d'enseignes sont interdits sur le territoire, en raison de leur intégration peu qualitative dans l'environnement.**

Il s'agit des enseignes sur clôture végétale : les haies sont préservées de toute inscription, forme ou image relative à une activité. Ainsi, un artisan qui exerce à domicile ne peut installer son enseigne sur la haie de clôture : selon la zone de publicité concernée, il peut en revanche installer une enseigne sur clôture aveugle, ou scellée au sol, ou sur son bâtiment.
Les enseignes à faisceau laser sont également interdites, en raison de leur impact visuel.

Il en va de même des enseignes utilisant des teintes qui ne sont pas en harmonie avec celles du bâtiment support et de leur environnement. L'aspect de l'enseigne doit être en harmonie avec les teintes et les matériaux de la façade. Le caractère harmonieux des teintes de l'enseigne relève du pouvoir d'appréciation au cas par cas de l'autorité de police de l'affichage. De manière générale, les contrastes forts (tels que des lettres blanches sur un fond noir) sont à éviter.

- **Les enseignes lumineuses sont soumises à une obligation d'extinction nocturne.**

A l'instar des publicités lumineuses, Est Ensemble a souhaité élargir la plage horaire d'extinction fixée par le code de l'environnement en matière d'enseignes, considérant que les dispositifs lumineux présentent un réel impact sur le cadre de vie.

Les dispositifs d'enseignes sont pour la plupart éclairés, afin d'être visibles de jour comme de nuit, grâce à des systèmes de rétro-éclairage ou de projection ou par lettres leds sur store. Un développement des enseignes numériques est constaté à l'extérieur, mais également à l'intérieur des vitrines commerciales.

Les activités présentes sur le territoire ayant des horaires d'ouverture très variables, il a été décidé, non pas de fixer une plage horaire d'extinction, mais d'imposer l'extinction des enseignes dès la fermeture de l'établissement.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- **Des règles de bonne intégration des enseignes sur bâtiment, qui constituent la majorité des enseignes présentes sur le territoire, sont définies.**

Les enseignes en façade s'insèrent directement dans l'architecture des bâtiments et participent à l'animation des façades commerciales. De ce fait, elles contribuent à la qualité des ambiances urbaines, notamment dans les centres-villes et de manière plus éparse dans les secteurs résidentiels.

Dans l'objectif de préserver et de mettre en valeur ces tissus urbains, et dans une logique de qualité urbaine et architecturale, un premier niveau de règles est défini pour encadrer leur insertion sur le bâtiment support et dans leur environnement de manière générale :

- elles doivent respecter les lignes de composition de la façade, les emplacements des baies et ouvertures. L'objectif ici traduit réglementairement est d'éviter par exemple qu'une enseigne parallèle parcourt toute la façade, sans respecter les emplacements de la vitrine commerciale ni des ouvertures. Cette règle de positionnement simple, applicable à tout le territoire, permet de mieux intégrer l'enseigne à la façade, sans la dénaturer et en veillant à garantir sa lisibilité.

- elles ne doivent masquer aucun élément décoratif de la façade, ni chevaucher la corniche ou le bandeau : il s'agit d'une règle de « bon sens », l'enseigne devant respecter la qualité architecturale du bâtiment qui la supporte.

- lorsque l'activité est exercée uniquement au rez-de-chaussée, et en l'absence de règles plus strictes définies dans la zone de publicité considérée, les enseignes (parallèles et perpendiculaires) doivent être positionnées au plus près du rez-de-chaussée. Il s'agit ici d'éviter le cas d'enseignes perpendiculaires complètement « décrochées » de la devanture commerciale en étant installées dans les étages, ou d'enseignes parallèles qui débordent sur le 1er étage.

- hors ZP3 et ZP4, le RLPi généralise à toute activité (bureaux, services...) et non pas aux seules activités commerciales la règle nationale de limitation de la surface cumulée des enseignes en façade eu égard à la surface de la façade de l'activité (15 % ou 25 % selon que la surface de la façade est de plus ou de moins de 50 m^2). Quel que soit le type d'activité, le RLPi traduit un objectif de sobriété des enseignes dans les secteurs habités couverts par les ZP1 et ZP2.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

En revanche, le RLPi maintient en la matière l'exception faite par la règlementation nationale en faveur des activités et établissements culturels : ils ne sont pas soumis à la règle de proportion de la surface cumulée de leurs enseignes par rapport à la surface de la façade. Ces activités et établissement correspondent à ceux listés par l'arrêté ministériel du 2 avril 2012 pris pour l'application des articles R.581-62 et R.581-63 du code de l'environnement, soit les établissements de spectacles cinématographiques, les établissements de spectacles vivants, les établissements d'enseignement et d'exposition d'arts plastiques.

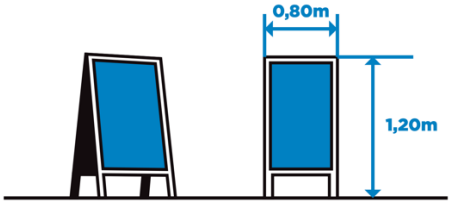
- **Concernant les enseignes scellées au sol de moins d'1m², le RLPi limite leur nombre, de la même façon que la règlementation nationale pour celles de plus d'1 m².**

Le règlement local comble ainsi une lacune du code de l'environnement. Quelle que soit la surface de l'enseigne scellée au sol, ces dispositifs, qui ne prennent pas place sur le bâtiment lui-même mais constituent des obstacles visuels supplémentaires dans le paysage, sont limités à une enseigne par voie ouverte à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité.

- **Des règles spécifiques sont définies pour les enseignes directement installées sur le sol, type chevalets.**

Comme pour les enseignes scellées au sol, leur nombre est également limité à un dispositif par voie bordant l'immeuble d'exercice de l'activité. Il s'agit d'éviter la surenchère de certains établissements (ex : concessionnaires automobiles, fast-food...).

Leur surface unitaire est limitée à 1 m², ce qui permet diverses dimensions, sachant que les dimensions standard d'un chevalet sont de 1,20 m de hauteur pour 0,80 m de large.



Enfin, les oriflammes et drapeaux, peu qualitatifs, sont proscrits.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- **Les enseignes sur les immeubles de grande hauteur (IGH) sont encadrées.**

Selon l'article R.146-3 du code de la construction et de l'habitation, *« constitue un immeuble de grande hauteur, tout corps de bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est situé, par rapport au niveau du sol le plus haut utilisable pour les engins des services publics de secours et de lutte contre l'incendie à plus de 50 mètres pour les immeubles à usage d'habitation, et à plus de 28 mètres pour tous les autres immeubles. »*

Ces immeubles sont exceptionnels par leur hauteur et rares sur le territoire (ex : les Tours Mercuriales à Bagnolet à 122m, la Tour Essor à Pantin à 80m ou encore la Tour Altais à Montreuil à 87m). Néanmoins, afin d'éviter que leur façade soit trop fortement « occultée » par les enseignes des activités occupant l'immeuble, le RLPi fixe des règles tendant à assurer leur sobriété :

- les enseignes numériques, les enseignes en toiture et les enseignes perpendiculaires (sauf au niveau du rez-de-chaussée) sont interdites ;

- les enseignes parallèles doivent obligatoirement être réalisées en lettres et signes découpés et non en caisson plein ;

- les enseignes parallèles situées en étages sont limitées à 5 m de hauteur. Par ailleurs, eu égard au gigantisme des façades, la règle nationale de proportion des enseignes en façade par rapport à la surface de la façade est abaissée à 10%, au lieu de 15% (règle nationale) ;

- le nombre des enseignes parallèles est limité : chaque activité a le droit à une seule enseigne parallèle par activité et par voie bordant l'immeuble.

- **Les enseignes lumineuses situées derrière une baie ou vitrine d'un commerce sont soumises aux mêmes règles que celles précédemment décrites pour les publicités et préenseignes lumineuses du même type :**

- extinction dès la fermeture du commerce (sobriété énergétique) ;

- pour les dispositifs numériques : surface unitaire limitée à 1,20m^2, et surface cumulée limitée à un quart de la surface de la vitrine commerciale (plafonnée à 2,40m^2). Comme précisé ci-avant, c'est une présence limitée de ces dispositifs qui est souhaitée, d'autant plus qu'ils ont tendance à se

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

développer et parfois à recouvrir entièrement la baie vitrée. En raison du caractère mouvant des images et du mode d'éclairage des écrans, l'impact dans le paysage est particulièrement pregnant.

Les principes communs, applicables en toutes zones, constituent un premier niveau de protection qui répond à la logique d'homogénéisation des dispositifs publicitaires à l'échelle des 9 communes.

A ce premier niveau de règles, s'ajoute un second niveau : les règles sont modulées en fonction des ambiances urbaines (zonage). Les restrictions à l'installation de publicité sont graduées en fonction de la sensibilité paysagère des lieux.

c. Explication des choix de règles de la zone de publicité 1 (ZP1)

ZP1 - EN MATIERE DE PUBLICITES ET PREENSEIGNES

La ZP1 correspond aux secteurs méritant la plus forte protection. Publicités murales et publicités scellées au sol y sont interdites, les premières pouvant déprécier un bâti de qualité, les secondes créant un obstacle visuel supplémentaire souvent mal intégré dans des zones urbaines denses.

Sont admises à titre principal en ZP1 des formes de publicités et préenseignes directement contrôlées par les collectivités et/ou temporaires :

- **Les publicités et préenseignes, non numériques, supportées à titre accessoire par du mobilier urbain**, dans le respect de la réglementation nationale, et pour le mobilier d'information dans la limite de 2 m^2 de surface d'affiche (format dit « sucette » ou «planimètre »).

Le choix a été fait de ne pas admettre la publicité numérique sur mobilier urbain en ZP1, jugée plus impactante dans le paysage en raison des images mouvantes et du degré de luminance. De même, les mobiliers d'information restent de petit format : les mobiliers avec publicité de 8 m² sont proscrits, cette surface étant inadaptée aux centralités denses ou autres tissus urbains couverts par la ZP1.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

L'installation de mobilier urbain est maîtrisée directement par la collectivité par le biais du contrat conclu avec un opérateur et toute installation de mobilier urbain, publicitaire ou non, dans les abords des monuments historiques, est soumise à accord préalable de l'Architecte des Bâtiments de France (art R 421-25 et R 423-54 c.urba. et L 621-32 c.patrimoine).

- **Les bâches de chantier et les dispositifs de dimensions exceptionnelles liés à une manifestation temporaire**

Il s'agit de dispositifs temporaires, soumis à autorisation préalable de l'autorité de police qui dispose d'un pouvoir d'appréciation au cas par cas lui permettant d'inviter le pétitionnaire à réduire la surface du dispositif ou à en changer le positionnement, si le projet présenté ne s'insère pas correctement dans l'environnement.

Ces dispositifs, en raison de leur caractère temporaire et du fait qu'ils ne soient pas soumis à un simple régime déclaratif, sont admis en ZP1 selon les règles nationales (cf ci-avant points f et g du titre I de la partie III).

- **Les publicités et préenseignes sur palissade de chantier**

La publicité peut être apposée sur des palissades de chantier, quel que soit le terrain d'assiette de ces palissades (sur propriétés privées ou, moyennant une autorisation d'occupation domaniale, sur des emprises publiques).

L'article L. 581-14 du code de l'environnement admet qu'un règlement local de publicité interdise la publicité sur palissade de chantier uniquement aux abords des monuments historiques ou en site patrimonial remarquable. C'est le choix opéré par le RLPi : les publicités et préenseignes sur palissade de chantier restent interdites en lieux « protégés ».

Dans toutes les autres parties des agglomérations, le règlement local peut réglementer la publicité sur les palissades de chantier, mais il ne saurait l'interdire.

Ainsi, en sus des conditions nationales fixées pour l'installation de publicité sur des clôtures -les palissades de chantier constituent des formes de clôtures temporaires (obligation de clôtures aveugles, apposition à plat ou parallèlement à la clôture avec une saillie limitée à 25 cm, hauteur minimale de 50 cm au-dessus du sol, interdiction de publicité numérique), le règlement local , en

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

ZP1 :

- limite leur nombre à un dispositif par tranche de 20m de palissade ;

- interdit le dépassement des limites de la palissade ;

- limite la surface unitaire : 2 m² de surface d'affiche (soit la même limitation de surface que les publicités et préenseignes sur mobiliers urbains d'information et sur abris voyageurs) correspondant à une surface de 3 m² support compris.

Les lieux couverts par la ZP1, zone la plus restrictive à l'installation de publicités, ne correspondent pas nécessairement aux abords des monuments historiques ou au site inscrit, qui sont des lieux d'interdiction relative de publicité (art.L.581-8 c.env.).

Le règlement du RLPi définit les règles applicables dans ces lieux : seule la publicité non numérique sur mobilier urbain est admise, limitée à 2m² sur mobilier d'information. Le plan annexé au RLPi, intitulé « plan des lieux d'interdiction légale et règlementaire de publicité », représente ces lieux protégés.

ZP1 - EN MATIERE D'ENSEIGNES

S'agissant des règles locales relatives aux enseignes, la ZP1 a été divisée en deux sous- zones : ZP1a et ZP1b.

Les règles relatives aux enseignes situées en ZP1b sont identiques à celles définies en ZP2 (cf ci-après).

En ZP1a, correspondant aux lieux les plus sensibles du point de vue du paysage et du patrimoine, les prescriptions appliquées par l'Architecte des Bâtiments de France lors de l'instruction d'une demande d'autorisation préalable d'enseigne, ainsi que quelques règles de RLP communaux, ont été intégrées au RLPi.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

C'est en ZP1a que les règles relatives aux enseignes sont les plus précises, traduisant l'exigence qualitative requise pour ces lieux. Ces mêmes règles s'appliquent d'ailleurs aux lieux mentionnés aux articles L.581-4 et L.581-8 du code de l'environnement (lieux « protégés » tels que les abords des monuments historiques et le site inscrit du Pré Saint-Gervais).

- **Certains types d'enseignes sont interdits en ZP1a.**

Il en va ainsi des **enseignes scellées au sol** : prenant place dans les centralités, dans des tissus urbains denses ou à proximité d'espaces naturels, les enseignes scellées au sol y sont inappropriées. Elles peuvent par ailleurs créer une gêne pour la circulation des piétons, dans des lieux principalement piétonniers. Les enseignes en façade offrent une visibilité suffisante à l'activité dans ces lieux, sans nécessité d'y ajouter une enseigne scellée au sol.

Les **enseignes installées en toiture ou terrasse en tenant lieu** sont également proscrites car elles se surajoutent au gabarit du bâtiment et les activités en ZP1a sont majoritairement des établissements de rez-de-chaussée. Les enseignes sur toiture ou sur terrasse constituent des dispositifs rapportés, souvent assez massifs pour être visibles de loin, et qui sont de fait plus adaptés aux ambiances urbaines des zones d'activités où ils sont à l'échelle des volumes des bâtiments.

Les **enseignes sur clôture** sont interdites car considérées comme surabondantes. Cette interdiction porte donc à la fois sur les clôtures végétales, les clôtures aveugles et non aveugles (grillages, portails...). Les clôtures constituent des éléments à préserver de toute inscription, forme ou image (les publicités et préenseignes sur clôture étant par ailleurs interdites en toutes zones).

Enfin, les enseignes **numériques**, par leur impact visuel évident, sont malvenues dans les lieux couverts par la ZP1a. Cette interdiction concerne les enseignes extérieures : les dispositifs numériques intérieurs restent admis, mais encadrés (obligation d'extinction nocturne et limitation de la surface unitaire et cumulée).

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- **Les enseignes parallèles au mur (dites « en bandeau ») sont strictement encadrées.**



- une règle de positionnement est définie afin de respecter les lignes de composition de la façade et d'harmoniser les enseignes des diverses activités d'un même linéaire. Les dispositions du RLPi ont pour objectif de préserver l'intégrité architecturale du bâtiment et du site dans lequel l'enseigne se situe, tout en s'adaptant au fonctionnement de l'activité.

L'enseigne horizontale est installée au-dessus de la devanture, sans dépasser la hauteur du rez-de-chaussée. Elle ne doit pas être apposée sur la longueur totale de la façade de l'activité. Les enseignes verticales (indiquant généralement les horaires d'ouverture, le menu du jour...) sont apposées à côté des baies, sans en dépasser les niveaux inférieur et supérieur, et indépendamment des autres enseignes de format horizontal.

- le mode de réalisation et le mode d'éclairage de l'enseigne sont également encadrés, afin de tendre vers des enseignes les plus harmonieuses et sobres possible, gage de l'attractivité des établissements.

Les enseignes « en bandeau » sont réalisées en lettres découpées indépendantes, ou en lettres peintes, ou sur un bandeau de faible épaisseur comprenant des lettres évidées ou en relief (reproduisant l'effet des lettres découpées), ou sur lambrequin de store.

Le RLPi exige par ailleurs que les enseignes horizontales soient composées d'une écriture/logo sur une seule ligne : cela évite la surcharge d'informations (ex : nom de l'établissement, numéro de téléphone, prestations assurées...) et invite à une grande sobriété des enseignes.

La hauteur de l'enseigne bandeau n'est pas fixe : elle est appréciée au cas par cas par l'autorité de police, en veillant à ce que la hauteur de l'enseigne parallèle soit proportionnée eu égard aux dimensions du support. Cela évite, par exemple, que la hauteur des lettres occupe toute la hauteur du bandeau support : une marge peut être laissée en haut et en bas du bandeau, pour une meilleure intégration.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Le mode d'éclairage est discret et fragmenté : spots discrets directement intégrés à la façade ou lettres rétro-éclairées ou à lumière diffusante. Les rampes lumineuses et les spots-pelle sont interdits.





- **Les enseignes apposées perpendiculairement à un mur (dites « en drapeau ») font également l'objet de règles locales spécifiques en ZP1a, restreignant les règles nationales.**

En complément des règles nationales (interdiction de dépasser la limite supérieure du mur ou d'être installées devant une fenêtre ou un balcon), le règlement local édicte les restrictions complémentaires suivantes à l'égard des enseignes perpendiculaires :

- **Limitation du nombre** : une enseigne perpendiculaire est admise par établissement et par voie ouverte à la circulation publique bordant le terrain d'assiette de l'activité signalée.

Ainsi, une activité située dans un bâtiment à l'angle de deux voies pourrait disposer, dans le respect des règles nationales et des autres règles locales, de deux enseignes en drapeau. En revanche, aucun « bonus » n'est accordé pour les activités types tabac-presse, qui devront sur le terrain supprimer certaines de leurs enseignes perpendiculaires ou les regrouper sur un même support.





- **Règle de positionnement** : l'enseigne perpendiculaire doit être positionnée dans la continuité de l'enseigne parallèle, en limite de devanture ou à l'angle de la façade.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- **Dimensions** : des règles précises sont édictées quant aux dimensions maximales de l'enseigne perpendiculaire, ce qui participe sans conteste à leur homogénéisation. Leur surface est limitée à 0,65 m^2 (hors scellement), leur épaisseur est limitée à 10 cm et la saillie à 80 cm. C'est donc la discrétion de ces dispositifs qui est recherchée en ZP1a.

Le RLPi tient compte de la diversité des activités : pour les activités exercées totalement ou partiellement en étages (ex : un hôtel), l'enseigne perpendiculaire pourrait être située au niveau du 1^{er} étage. Dans ce cas, elle ne peut pas être lumineuse, afin de limiter les gênes pour les immeubles voisins. Ses dimensions sont en revanche plus généreuses, lui permettant une bonne visibilité (1,50m X 0,60m).

- **Mode d'éclairage** : comme pour les enseignes en bandeau, la sobriété est exigée pour l'éclairage des enseignes en drapeau. Les caissons entièrement lumineux sont proscrits. L'éclairage est assuré par des lettres ou signes à lumière diffusante ou rétro-éclairés.

Par façade, chaque activité a le droit à 4 enseignes maximum.

Exemple : une enseigne horizontale au-dessus de la devanture, deux enseignes verticales et une enseigne perpendiculaire. Cette règle existait dans certains RLP communaux et a produit ses effets sur le terrain.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

d. Explication des choix de règles de la zone de publicité 2 (ZP2)

ZP2 - EN MATIERE DE PUBLICITES ET PREENSEIGNES

La ZP2 correspond aux secteurs mixtes et aux secteurs à dominante résidentielle. C'est la zone majoritaire en superficie.

Deux sous-secteurs (ZP2a et ZP2b) sont délimités : la surface des publicités sur propriétés privées comme sur mobilier urbain diffère. La ZP2b permet des plus grands formats (8 m² de surface d'affiche, contre 2 m² en ZP2a) : elle concerne des communes plus étendues, aux besoins de communication plus élevés et dotées de voiries plus larges où les dispositifs de 8 m² peuvent s'insérer (Bagnolet, Bobigny, Noisy-le-Sec).

- **Certains types de publicités sont interdits en ZP2.**

En plus de l'interdiction sur tout le territoire, des publicités sur clôture et des publicités sur terrasse ou toiture en tenant lieu , les publicités scellées au sol, les publicités sur bâches permanentes et les publicités numériques sont interdites en ZP2a et ZP2b.



- La **publicité scellée au sol** est interdite en ZP2. Contrairement à la publicité murale, la publicité scellée au sol constitue un objet supplémentaire dans le paysage, qui ne s'insère pas sur un support déjà existant. En ce sens, la présence de la publicité scellée au sol est moins adaptée que celle de la publicité murale dans les secteurs résidentiels, en tissu urbain dense ou au cœur d'un tissu pavillonnaire.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

La logique d'apaisement de la ville justifie la forte réduction sur le territoire des publicités et préenseignes scellées au sol, tant dans leurs formats que dans leurs possibilités d'implantation. Par l'interdiction de publicité scellée au sol en ZP2, l'objectif est de préserver les ambiances de quartier de la présence de dispositifs qui encombrent visuellement les abords des constructions existantes, notamment les parcellaires en front de rue ou bien les fonds de jardins quand les constructions sont implantées en milieu de parcelle. Ces abords, souvent paysagers, constituent des espaces de respiration au sein d'une trame urbaine dense.

- Les **bâches permanentes** et les **publicités numériques** sont interdites également. Concernant les bâches autres que de chantier, en raison de leur caractère permanent et de leur format exorbitant, elles ne sont pas adaptées aux espaces couverts par la ZP2. Concernant les publicités numériques, leur présence est malvenue dans les secteurs dédiés à l'habitat car les dispositifs peuvent créer une gêne pour les habitations voisines.

- **Outre les publicités sur palissade de chantier, les bâches publicitaires de chantier et les dispositifs de dimensions exceptionnelles liés à une manifestation temporaire, sont admises en ZP2 :**

- Les publicités et préenseignes, non numériques, supportées à titre accessoire par du mobilier urbain, dans le respect de la réglementation nationale, et pour le mobilier d'information dans la limite de 2 m² de surface d'affiche en ZP2a et 8 m² en ZP2b.

Bagnolet, Bobigny et Noisy-le-Sec, majoritairement concernées par la ZP2b et dont les typologies urbaines diffèrent des autres Villes, souhaitent continuer à communiquer sur des mobiliers d'information de grand format, y compris dans des quartiers éloignés de la centralité, tandis que toutes les autres villes ont fait le choix de petits mobiliers urbains de taille planimètre.

Les emplacements des mobiliers d'information, qu'ils soient de 2 ou 8 m², ont été choisis avec soin par les Villes pour une intégration harmonieuse. Elles disposent toutes d'équipements sportifs et culturels et souhaitent pouvoir informer la population sur les évènements organisés.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



Les publicités et préenseignes sur mur de bâtiment sont admises en ZP2 dans la limite d'un seul dispositif (non numérique) de 2 m² de surface d'affiche en ZP2a et 8 m² en ZP2b par côté de l'unité foncière bordant une voie ouverte à la circulation publique.

L'égalité de traitement entre publicités sur propriétés privées et publicités sur mobilier urbain est recherchée : les mêmes règles de surface sont ainsi définies.



Le format de publicité murale de 2 m² de surface d'affiche est particulièrement adapté aux tissus urbains denses où l'usager est davantage piéton, cycliste ou automobiliste roulant à faible allure (zones 30). Le format de 8 m² est réservé aux communes dotées de larges voiries où l'usager reste principalement automobiliste et peut lire les affiches de loin.

ZP2 - EN MATIERE D'ENSEIGNES

Les règles relatives aux enseignes situées en ZP1b sont identiques à celles définies en ZP2 (a et b).

Le RLPi traduit la volonté d'une recherche d'équilibre entre « saut » qualitatif à mettre en œuvre pour les enseignes existantes et futures et respect de la liberté d'expression et de création des commerçants et autres activités. Les règles ne sont pas aussi strictes qu'en ZP1a et lieux protégés.

- **Les enseignes installées en toiture ou terrasse en tenant lieu ainsi que les enseignes numériques sont interdites en ZP2.**

Comme en ZP1a, ces dispositifs sont inappropriés en secteurs mixtes ou principalement dédiés à l'habitat, souvent denses. Les activités sont majoritairement exercées en rez-de- chaussée, il n'y a pas lieu d'installer une enseigne en toiture.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Les enseignes numériques sont interdites en ZP1b et ZP2, comme le sont les publicités et préenseignes numériques.

- **Les enseignes parallèles au mur sont encadrées au sujet de leur positionnement sur le mur support.**

Le règlement local conserve les règles nationales de non-dépassement des limites du mur support et de l'égout du toit, de saillie maximale de 25 cm par rapport au support et de limitation de la surface totale des enseignes en façade en proportion de la surface de la façade commerciale (15% ou 25% selon que la surface de la façade est de plus ou moins de 50 m^2), étant entendu que cette dernière règle de proportion est généralisée à tout type d'activités (sauf culturelles – cf arrêté ministériel du 2 avril 2012 : spectacles cinématographiques ou vivants, enseignement et exposition d'arts plastiques).

Par ailleurs, le RLPi ne limite pas le mode de réalisation ni le mode d'éclairage de l'enseigne parallèle, outre les principes communs applicables à tout le territoire. En effet, la ZP1b et la ZP2 sont les zones majoritaires en superficie et recouvrent des cas d'enseignes très variés : enseignes traditionnelles de centralités, plus éparses dans les tissus résidentiels, enseignes de centres commerciaux secondaires...Le mode de réalisation et le mode d'éclairage seront appréciés au cas par cas lors de l'instruction de la demande d'autorisation préalable.

Le règlement local édicte des restrictions tenant uniquement à la **règle de positionnement** des enseignes horizontales. Elles doivent rester dans l'emprise du rez-de-chaussée, si l'activité est exercée uniquement au rez-de-chaussée. Dans ce cas, l'enseigne parallèle est positionnée juste au-dessus de la devanture, ce qui permet de respecter les lignes de composition de la façade et d'éviter que l'enseigne parcoure toute la façade.

Les activités exercées également ou uniquement en étages peuvent disposer d'enseignes situées au niveau des étages occupés par l'activité. Ces enseignes ne sont pas limitées en nombre, la règle générale de respect des emplacements des baies et des ouvertures permettra d'apprécier au cas par cas l'intégration de l'enseigne.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- **Les enseignes sur clôture sont admises, dans la limite d'un dispositif de 2 m² par voie bordant l'immeuble où s'exerce une activité.**

En ZP1b et en ZP2, le tissu urbain peut être plus lâche et le fait d'admettre les enseignes sur clôture permet notamment aux activités situées en retrait de la voie de se signaler, de même qu'aux artisans ou autres professions exerçant leur activité à domicile.

Toutefois, le **nombre** et la **surface maximale** des enseignes en clôture sont limités afin de préserver cet élément de l'architecture d'un bâtiment et d'éviter que les clôtures soient entièrement recouvertes d'enseignes.

- **Des règles locales sont définies pour les enseignes apposées perpendiculairement à un mur.**

- Limitation du nombre : une seule enseigne perpendiculaire est admise par établissement et par voie ouverte à la circulation publique bordant le terrain d'assiette de l'activité signalée. La règle du nombre des enseignes perpendiculaires, définie en ZP2 (a et b), est donc identique à celle définie en ZP1 (a et b), ce qui participe très fortement à l'homogénéisation de ce type d'enseignes, dont le nombre est parfois surabondant sur une même façade.

- Règle de positionnement : l'enseigne perpendiculaire doit être positionnée au plus près du rez-de-chaussée. L'objectif est d'éviter un « éparpillement » sur la façade ou en étages.

- Saillie : la saillie par rapport au mur est limitée à 1 m (scellement compris), ce qui permet une bonne visibilité de l'enseigne tout en restant de taille raisonnable.

- **Les enseignes scellées au sol sont admises, limitées en surface et en nombre.**

D'une part, le RLPi limite la surface maximale de ces enseignes à **6 m²**. Cela correspond à la norme nationale fixée pour les agglomérations de moins de 10 000 habitants. La collectivité a choisi ce curseur « bas » pour limiter la prégnance visuelle des dispositifs scellés au sol (les publicités scellées au sol étant interdites en ZP1b et en ZP2).

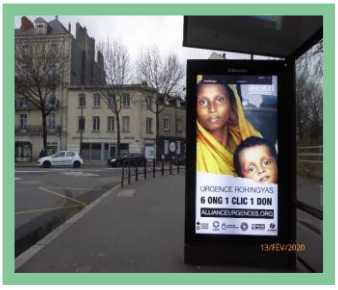
D'autre part, le RLPi harmonise les règles entres les enseignes de plus de 1 m² et celles de moins de 1 m² en limitant le nombre d'enseignes scellées au sol à **un dispositif par établissement et par voie bordant l'établissement.**

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

e. Explication des choix de règles de la zone de publicité 3 (ZP3)

ZP3 - EN MATIERE DE PUBLICITES ET PREENSEIGNES

La ZP3 correspond aux zones d'activités et aux zones commerciales. Les possibilités « maximales » d'installation de publicités et préenseignes sont prévues (publicité scellée au sol, publicité numérique et bâches permanentes notamment), dans des proportions bien moindres toutefois que ce qu'admettrait la règlementation nationale.



- **La publicité sur mobilier urbain est admise** en ZP3, limitée à 8 m² de surface d'affiche sur mobilier d'information (2 m² si la publicité est numérique, quel que soit le type de mobilier).

Fondée sur le zonage du PLUi, la ZP3 présente une grande homogénéité de paysages : la règle ainsi définie ne souffre d'aucune exception.

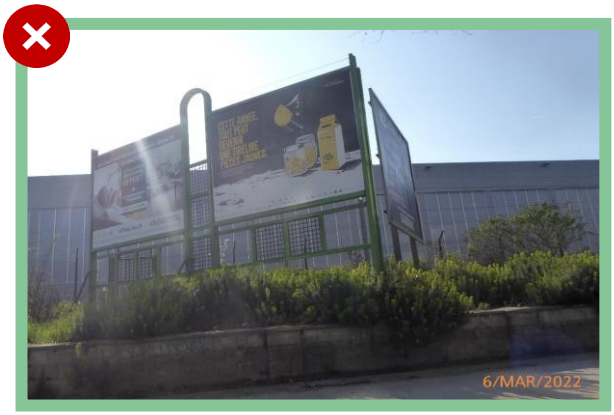
Les zones d'activités et commerciales sont des secteurs de flux généralement éloignés des habitations, où l'usager est automobiliste avant tout. Le format papier de 8 m² permet d'être vu de loin, de même que le 2 m² numérique.

- **Admises en toutes zones, les publicités sur palissade de chantier le sont également en ZP3.**

Elles sont limitées en nombre et en surface : un seul dispositif de 8 m² de surface d'affiche (soit 10,50 m² avec le cadre) est admis par tranche de 20m de linéaires de palissade.

Pour rappel, la règlementation nationale interdit la publicité numérique sur clôture : les palissades de chantier étant une forme particulière de clôture, la publicité numérique demeure interdite. La règle de surface précitée ne s'applique donc qu'aux publicités non lumineuses ou celles éclairées par projection ou transparence.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



Les publicités murales et les publicités scellées au sol sont admises en ZP3, limitées à un dispositif de 8 m² de surface d'affiche (2 m² si numérique) par linéaire de façade sur rue d'une unité foncière, sans panachage possible.

L'objectif général poursuivi est de dé-densifierla présence publicitaire, y compris pour la publicité murale s'insérant sur des supports existants.

Concernant les publicités et préenseignes scellées au sol, elles sont admises en ZP3 qui correspond à des secteurs fonctionnels ou de flux, où une présence publicitaire scellée au sol peut se justifier, le tissu urbain se caractérisant par de larges parcelles avec des grands volumes de bâtiments implantés en recul de la voie. Un dispositif scellé au sol peut s'y intégrer plus aisément car les vues sont dégagées et moins contraintes qu'en secteurs urbains d'habitat. L'objectif reste de limiter l'impact visuel des dispositifs dans le paysage, dans une logique d'apaisement de la ville, tout en conservant des formats visibles et lisibles depuis des axes de flux automobiles importants.

Concernant les publicités et préenseignes numériques (écrans), ils tendent aujourd'hui à se développer, même si le territoire en est très préservé pour l'instant. Les dispositifs ne se limitent plus au seul procédé papier, et sont majoritairement « mis en lumière » afin d'être plus visibles de jour comme de nuit, grâce à des systèmes de rétro-éclairage ou de projection, voire numériques.

L'encadrement global de ces dispositifs lumineux se justifie par la volonté de préserver les ambiances nocturnes. Les publicités et préenseignes numériques ont un impact généralisé sur les paysages du quotidien, de jour comme de nuit, en produisant une animation lumineuse directement perceptible depuis l'espace public.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Les dispositifs numériques, au caractère lumineux et animé, produisent une nuisance visuelle plus forte qu'un simple panneau « affiche papier », même éclairé par projection ou transparence.

Pour autant, les communes ne sont pas fondamentalement défavorables au procédé numérique, y voyant également un signe de modernité des dispositifs et le possible remplacement de plusieurs dispositifs « affiche papier » par un seul dispositif numérique, dont l'intérêt est de diffuser plusieurs annonces sur un même support.

Les publicités et préenseignes numériques sont admises en ZP3, selon la même règle de densité que les dispositifs non lumineux ou éclairés par projection ou transparence, mais selon des règles de surfaces limitées.

- **Les bâches publicitaires permanentes sont admises en ZP3, dans le respect des règles nationales.**

Outre les bâches de chantier et les dispositifs de dimensions exceptionnelles admis en toutes zones, les bâches permanentes sont admises en ZP3. Les règles nationales sont applicables, sans restriction locale : l'autorité de police conserve son pouvoir d'appréciation au cas par cas, les bâches étant soumises à autorisation préalable.

ZP3 - EN MATIERE D'ENSEIGNES

Les règles nationales sont largement conservées en ZP3, correspondant aux grands secteurs commerciaux et d'activités. La règlementation nationale a été notablement durcie par la loi « Grenelle II » du 12 juillet 2010 : la conformité de ces enseignes, pourtant exigible depuis 2018, n'est pas toujours constatée sur le terrain.

Aussi, la seule conformité des enseignes aux nouvelles règles nationales apparait dans bien des cas suffisants pour permettre leur bonne insertion.

Le règlement local traite néanmoins spécifiquement trois types d'enseignes :

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- **Les enseignes sur clôture sont limitées à un dispositif de 4 m² par voie bordant l'immeuble où s'exerce l'activité.**

Le RLPi pallie l'absence de toute règle nationale spécifique aux enseignes sur clôture : elles sont traitées de la même façon que les enseignes en façade.
Dans les zones commerciales et d'activités, les activités locales nécessitent d'apposer leurs enseignes sur plusieurs types de supports pour être correctement visibles. Le RLPi admet donc les enseignes sur clôture en ZP3, mais les encadre quant à leur nombre et leur surface, dans l'objectif de veiller à leur insertion qualitative.

- **Les enseignes scellées au sol sont limitées en nombre et en surface.**

Un seul dispositif de 10,50 m² (correspondant à 8 m² de surface d'affiche, comme pour les publicités et préenseignes) est admis par voie bordant l'activité.

Il s'agit de dé-densifier la présence des dispositifs scellés au sol et d'accroitre la perception des activités commerciales. La recherche de sobriété est ainsi mise en œuvre, afin d'éviter la surcharge visuelle et la cacophonie due à la multiplicité des formes de support. La qualité paysagère globale de ces espaces banalisés est accrue.

Un parallélisme est opéré entre publicités scellées au sol et enseignes scellées au sol (mêmes limitations de nombre et de surface).



ici : une enseigne scellée au sol à supprimer, l'autre devant limiter sa surface à 10,50m²

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

- **Les enseignes numériques sont admises, limitées en surface.**

Qu'elles soient scellées au sol, parallèles au mur ou perpendiculaires au mur, les enseignes situées en ZP3 peuvent être numériques.

La même limitation de surface que celle définie pour les publicités numériques est applicable : 3 m² support compris, ce qui est un format relativement sobre.

f. Explication des choix de règles de la zone de publicité 4 (ZP4)

La ZP4 concerne les abords du périphérique, à Bagnolet et Montreuil. Le périphérique constitue une entité paysagère à part entière : tous les territoires traversés sont perçus de la même manière. Il doit donc être traité dans sa globalité, et en cohérence avec les règles instaurées par les RLPi des EPT voisins (ex : Plaine Commune), qui ont conservé majoritairement les règles nationales.

ZP4 - EN MATIERE DE PUBLICITES ET DE PREENSEIGNES

Les règles relatives aux publicités en ZP4 sont sensiblement les mêmes qu'en ZP3, sauf que :

- les publicités sur mobilier urbain sont soumises aux seules règles nationales, sans restriction locale ;

- les publicités murales et scellées au sol peuvent être numériques, jusqu'à 8 m² de surface support compris (règle nationale), mais limitées en nombre (un dispositif par linéaire de façade sur rue d'une unité foncière).

ZP4 - EN MATIERE D'ENSEIGNES

Le long du périphérique, les enseignes peuvent être manifestes dans leurs formats : elles ont besoin d'être vues de loin et par des automobilistes roulant à une certaine vitesse.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Les règles définies en ZP3 sont également applicables aux enseignes en ZP4. Par exemple, les enseignes en toiture et les enseignes parallèles sont ainsi admises, dans le respect des règles nationales.



Les enseignes peuvent par ailleurs être numériques, jusqu'à 8 m^2 de surface (même format que la publicité et les préenseignes)

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

CONCLUSION

Le RLPi de l'EPT Est Ensemble traduit l'ambition forte de la collectivité de se doter d'un outil d'amélioration du cadre de vie, complémentaire du Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé en 2020.

La présence de publicités de grands formats (ancienne règle nationale de 12 m², réduite à 10,50m² par le décret du 30 octobre 2023), en particulier scellées au sol et numériques, crée une véritable pollution visuelle dans des tissus urbains très denses, par ailleurs en voie de mutation (renaturation, développement des modes de déplacements doux, création de boulevards urbains...).

Le RLPi contraint les possibilités d'installation dans les secteurs les plus sensibles en matière paysagère et environnementale, ainsi que dans tous les espaces principalement dédiés à l'habitat.

En parallèle, il accroit dans ces mêmes lieux la qualité des enseignes afin de renforcer l'attractivité des activités locales.

Le juste équilibre a été recherché entre protection des paysages et amélioration du cadre de vie, et respect de la liberté d'expression dont bénéficient la publicité et les enseignes. Ainsi, dans les secteurs de flux (ex : périphérique) et dans les zones commerciales et d'activités, généralement éloignés des habitations, des possibilités plus grandes d'installation de publicité et des règles plus souples en matière d'enseignes demeurent.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

TABLEAU DE SYNTHESE DES REGLES LOCALES APPLICABLES PAR ZONES

- **En matiere d'enseignes :**

	Lieux protégés en toutes zones* + ZP1a	ZP1b et ZP2	ZP3 et ZP4
Enseigne parallèle	**Interdiction enseignes numériques** **Positionnement :** au dessus de la devanture sans dépasser le niveau du rdc (interdiction en étage) **Mode de réalisation** en lettres et signes découpés ou lettres peintes ou sur lambrequin de store ou sur bandeau comportant des lettres évidées ou en relief + écriture sur une seule ligne **Hauteur des lettres** proportionnée aux dimensions du support **Mode d'éclairage** par spots discrets directement intégrés à la façade ou lettres rétro-éclairées ou à lumière diffusante	**Interdiction enseignes numériques** **Positionnement** au-dessus de la devanture, sans dépasser le niveau du rdc pour les activités exercées uniquement en rdc. Possibilité d'une enseigne en étage **Sur clôture :** 1 enseigne de 2m² maximum / activité/voie	**RN + règles locales suivantes:** **- Enseignes numériques** 2m² en ZP3 ou 8m² en ZP4 **- Sur clôture :** 1 enseigne de 4m² maximum / activité/voie
Enseigne perpendiculaire	**Interdiction enseignes numériques** **Nombre :** un dispositif par activité et par voie **Saillie** <0,80m scellement compris **Surface** 0,65m² **Epaisseur** 10cm **Positionnement** en limite de façade, dans le prolongement de l'enseigne parallèle si elle existe. Pour les activités exercées principalement ou exclusivement en étages, une enseigne perpendiculaire sera admise au niveau du 1er étage (dimensions 1,50m X 0,60m) **Mode d'éclairage** par lettres rétro-éclairées ou à lumière diffusante	**Interdiction enseignes numériques** **Nombre et positionnement :** une enseigne par activité et par voie, positionnée au plus près du rdc **Saillie** < 1,50m	**Admise RN**
Enseigne scellée au sol	**interdite**	1 enseigne de 6m² maximum / activité / voie	1 enseigne de 10,50m² maximum / activité / voie
Enseigne en toiture	**interdite**	**interdite**	**Admise RN**

- **En matiere de publicités et préenseignes :**

	ZP1 Centre historique, secteurs sensibles paysage/patrimoine	ZP2 Secteurs principalement dédiés à l'habitat	ZP3 Zones d'activités, zones commerciales	ZP4 Abords du périphérique
Publicité sur mobilier urbain	**2m²**	**2m² en ZP2a, portée à 8m² en ZP2b**	**8m²** (2m² si numérique)	**interdite**
Publicité murale	**interdite**	**2m² en ZP2a, portée à 8m² en ZP2b**	**8m²** de surface d'affiche (soit 10,50m² cadre compris)	**interdite**
Publicité scellée au sol	**interdite**	**interdite**	**8m²** de surface d'affiche (soit 10,50m² cadre compris)	**8m²** de surface d'affiche (soit 10,50m² cadre compris)
Publicité numérique (murale ou scellée au sol)	**interdite**	**interdite**	**2m²**	**8m²**
Règle de densité (publicités murales et scellées au sol)	–	**Un dispositif mural par linéaire de façade sur rue d'une unité foncière**	**Un dispositif (mural ou scellé au sol) par linéaire de façade sur rue d'une unité foncière**	**Un dispositif scellé au sol par linéaire de façade sur rue d'une unité foncière**
Publicité sur toiture	**interdite**	**interdite**	**interdite**	**interdite**
Publicité sur clôture	**interdite**	**interdite**	**interdite**	**interdite**
Bâches publicitaires de chantier	**RN**	**RN**	**RN**	**RN**
Bâches publicitaires permanentes	**interdite**	**interdite**	**RN**	**RN**
Publicité de dimensions exceptionnelles liée à une manifestation temporaire	**RN**	**RN**	**RN**	**RN**

* Les lieux protégés correspondent à ceux listés aux articles L.581-4 et L.581-8 du code de l'environnement

ensemble pour le climat

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Règlement

Approuvé en Conseil de territoire du 25 juin 2024

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

ensemble pour le climat

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL

I. PREAMBULE

Art.1 : Champ d'application du règlement 4

Art.2 : Portée du règlement 4

II. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PUBLICITES ET AUX PREENSEIGNES

Art.3 : Dispositions applicables dans toutes les zones de publicité 6

Art.4 : Dispositions applicables dans les lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L.581-8 du code de l'environnement 7

Art.5 : Dispositions applicables en zone de publicité 1 7

Art.6 : Dispositions applicables en zone de publicité 2 8

Art.7 : Dispositions applicables en zone de publicité 3 9

Art.8 : Dispositions applicables en zone de publicité 4 10

III. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ENSEIGNES

Art.9 : Dispositions applicables à tout le territoire 13

Art.10 : Dispositions applicables dans les lieux mentionnés aux articles L.581-4 et L.581-8 du code de l'environnement et en zone de publicité 1a 14

Art.11 : Dispositions applicables en zone de publicité 1b et en zone de publicité 2 16

Art.12 : Dispositions applicables en zone de publicité 3 et en zone de publicité 4 17

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

I. Préambule

(articles 1 et 2)

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Article 1 : Champ d'application du règlement

1.1 Le présent règlement s'applique à l'intérieur des zones de publicité délimitées dans les agglomérations des communes de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble, telles que représentées sur les documents graphiques annexés au présent règlement (soit la totalité du territoire d'Est Ensemble) :

1.1.1 Zone de publicité 1, correspondant aux centralités historiques et aux secteurs les plus sensibles du point de vue patrimonial et paysager ;

1.1.2 Zone de publicité 2, correspondant aux secteurs mixtes (activité/habitat) et à dominante résidentielle ;

1.1.3 Zone de publicité 3, correspondant aux zones commerciales importantes et aux zones d'activités économiques ;

1.1.4 Zone de publicité 4, correspondant aux abords du périphérique.

1.2 Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble s'agissant des restrictions locales applicables aux enseignes.

Article 2 : Portée du règlement

2.1 Les dispositions du règlement local de publicité intercommunal constituent des restrictions par rapport aux règles nationales applicables aux publicités et préenseignes, ainsi qu'aux enseignes ; les dispositions nationales restant applicables pour tous les aspects que le règlement local n'a pas restreints.

2.2 Les dispositions du règlement local de publicité dérogent, pour certaines publicités ou préenseignes et dans les conditions définies par le règlement, aux interdictions légales de publicité en agglomération, mentionnées au paragraphe I de l'article L.581-8 du code de l'environnement.

2.3 La publicité supportée à titre accessoire par le mobilier urbain est traitée dans les seuls articles visant expressément le mobilier urbain.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

II. Dispositions applicables aux publicités et préenseignes

(articles 3 à 8)

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Article 3 : Dispositions applicables dans toutes les zones de publicité

3.1 Sont interdites les publicités et préenseignes apposées :

3.1.1 sur tout type de clôture (aveugle, grillagée, végétale...)

3.1.2 sur toiture ou terrasse en tenant lieu

3.1.3 sur mur autre que de bâtiment (mur de soutènement, mur de clôture...)

3.2 Les publicités et préenseignes lumineuses sont éteintes entre 23 h et 6 h :

3.2.1 à l'exception de celles supportées par le mobilier urbain affecté aux services de transport et durant les heures de fonctionnement desdits services, à condition, pour ce qui concerne les publicités numériques, qu'elles soient à images fixes.

3.3 Les publicités et préenseignes lumineuses apposées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial, qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité, et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique :

3.3.1 sont éteintes dès la fermeture du commerce

3.3.2 la surface unitaire des dispositifs numériques est limitée à 1,20 m^2

3.3.3 la surface cumulée des dispositifs numériques est limitée à 25 % de la surface de la baie ou de la vitrine, sans pouvoir excéder 2,40 m^2

3.4 Les passerelles :

3.4.1 sont entièrement rabattables

3.4.2 sont repliées lorsqu'elles ne sont pas utilisées

3.5 Les publicités et préenseignes apposées sur un mur respectent une distance minimale de 0,50m par rapport aux limites extérieures du mur sur lequel elles sont apposées.

3.6 La face éventuellement non exploitée des publicités et préenseignes scellées au sol est habillée afin de dissimuler l'ensemble des appareillages et fixations.

3.7 Les publicités et préenseignes suivantes sont admises en toutes zones, en dehors des lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L.581-8 du code de l'environnement, dans le respect des seules règles nationales :

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

3.7.1 les bâches de chantier

3.7.2 les dispositifs de dimensions exceptionnelles liés à une manifestation temporaire

3.7.3 les dispositifs de petit format directement intégrés à une devanture commerciale

3.7.4 les véhicules publicitaires

Article 4 : Dispositions applicables dans les lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L.581-8 du code de l'environnement

Seules sont admises dans les lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L.581-8 du code de l'environnement, les publicités et préenseignes sur mobilier urbain :

4.1 dans les conditions définies par les articles R.581-42 à -47 du code de l'environnement

4.2 non numériques

4.3 dans la limite d'une surface d'affiche de 2 m² pour celles apposées sur mobilier destiné à recevoir des informations à caractère général ou local ou des œuvres artistiques

Article 5 : Dispositions applicables en zone de publicité 1

5.1 Outre les interdictions mentionnées à l'article 3.1, sont interdites en zone de publicité 1 les publicités et préenseignes :

5.1.1 scellées au sol

5.1.2 apposées sur un mur

5.1.3 sur bâche autre que de chantier

5.1.4 numériques, y compris sur mobilier urbain

5.2 Les publicités et préenseignes sur mobilier urbain sont admises :

5.2.1 dans les conditions définies par les articles R. 581-42 à -47 du code de l'environnement

5.2.2 dans la limite d'une surface d'affiche de 2 m² pour celles apposées sur mobilier destiné à recevoir des informations à caractère général ou local ou des œuvres artistiques

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

5.3 Les publicités et préenseignes apposées sur les palissades de chantier sont admises :

5.3.1 dans la limite d'un seul dispositif par tranche de 20 mètres linéaires de palissade en bordure d'une voie ouverte à la circulation publique

5.3.2 sans dépassement des limites de la palissade

5.3.3 la surface unitaire est limitée à 2 m² d'affichage et à 3 m² support compris

Article 6 : Dispositions applicables en zone de publicité 2

6.1 Outre les interdictions mentionnées à l'article 3.1, sont interdites en zone de publicité 2 les publicités et préenseignes :

6.1.1 scellées au sol

6.1.2 sur bâche autre que de chantier

6.1.3 numériques, y compris sur mobilier urbain

6.2 Les publicités et préenseignes sur mobilier urbain sont admises :

6.2.1 dans les conditions définies par les articles R. 581-42 à -47 du code de l'environnement

6.2.2 la surface d'affiche des publicités apposées sur mobilier destiné à recevoir des informations à caractère général ou local ou des œuvres artistiques est limitée à :

6.2.2.1 2 m² en ZP2a

6.2.2.2 8 m² en ZP2b

6.3 Les publicités et préenseignes apposées sur les palissades de chantier sont admises :

6.3.1 dans la limite d'un seul dispositif par tranche de 20 mètres linéaires de palissade en bordure d'une voie ouverte à la circulation publique

6.3.2 sans dépassement des limites de la palissade

6.3.3 sa surface unitaire est limitée à :

6.3.3.1 2 m² d'affichage et à 3 m² support compris en ZP2a

6.3.3.2 8 m² d'affichage et 10,50 m² support compris en ZP2b

6.4 Les publicités et préenseignes apposées sur mur de bâtiment sont admises :

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

6.4.1 dans la limite d'un seul dispositif par côté de l'unité foncière bordant une voie ouverte à la circulation publique

6.4.2 sa surface unitaire est limitée à :

6.4.2.1 2 m² d'affichage et à 3 m² support compris en ZP2a

6.4.2.2 8 m² d'affichage et à 10,50 m² support compris en ZP2b

Article 7 : Dispositions applicables en zone de publicité 3

7.1 Les publicités et préenseignes sur mobilier urbain sont admises :

7.1.1 dans les conditions définies par les articles R. 581-42 à -47 du code de l'environnement

7.1.2 la surface d'affiche des publicités non lumineuses ou éclairées par projection ou transparence apposées sur mobilier destiné à recevoir des informations à caractère général ou local ou des œuvres artistiques est limitée à 8 m²

7.1.3 la surface d'écran des publicités numériques est limitée à 2 m², quel que soit le type de mobilier urbain

7.2 Les publicités et préenseignes apposées sur les palissades de chantier sont admises :

7.2.1 dans la limite d'un seul dispositif par tranche de 20 mètres linéaires de palissade en bordure d'une voie ouverte à la circulation publique

7.2.2 sans dépassement des limites de la palissade

7.2.3 sa surface unitaire est limitée à 8 m² d'affichage et à 10,50 m² support compris

7.3 Les publicités et préenseignes apposées sur mur de bâtiment sont admises :

7.3.1 dans la limite d'un seul dispositif par côté de l'unité foncière bordant une voie ouverte à la circulation publique, sans cumul possible avec un dispositif scellé au sol

7.3.2 sa surface unitaire est limitée à :

7.3.2.1 8 m² d'affichage et à 10,50 m² support compris s'agissant des publicités et préenseignes non lumineuses ou éclairées par projection ou transparence

7.3.2.2 2 m² d'écran et à 3 m² support compris s'agissant des publicités et préenseignes numériques

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

7.4 Les publicités et préenseignes scellées au sol sont admises :

7.4.1 dans la limite d'un seul dispositif par côté de l'unité foncière bordant une voie ouverte à la circulation publique, sans cumul possible avec un dispositif apposé sur mur de bâtiment

7.4.2 sa surface unitaire est limitée à :

7.4.2.1 8 m² d'affichage et à 10,50 m² support compris s'agissant des publicités et préenseignes non lumineuses ou éclairées par projection ou transparence

7.4.2.2 2 m² d'écran et à 3 m² support compris s'agissant des publicités et préenseignes numériques

7.5 Les publicités et préenseignes sur bâche autre que de chantier sont admises dans le respect des règles nationales.

Article 8 : Dispositions applicables en zone de publicité 4

8.1 Les publicités et préenseignes apposées sur mur de bâtiment sont admises :

8.1.1 dans la limite d'un seul dispositif par côté de l'unité foncière bordant une voie ouverte à la circulation publique, sans cumul possible avec un dispositif scellé au sol

8.1.2 sa surface unitaire est limitée à :

8.1.2.1 8 m² d'affichage et à 10,50 m² support compris s'agissant des publicités et préenseignes non lumineuses ou éclairées par projection ou transparence

8.1.2.1 8 m² support compris s'agissant des publicités et préenseignes numériques

8.2 Les publicités et préenseignes scellées au sol sont admises :

8.2.1 dans la limite d'un seul dispositif par côté de l'unité foncière bordant une voie ouverte à la circulation publique

8.2.2 sa surface unitaire est limitée à :

8.2.2.1 8 m² d'affichage et à 10,50 m² support compris s'agissant des publicités et préenseignes non lumineuses ou éclairées par projection ou transparence

8.2.2.2 8 m² support compris s'agissant des publicités et préenseignes numériques

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

8.3 Les publicités et préenseignes sur bâche autre que de chantier et celles sur mobilier urbain sont admises dans le respect des règles nationales.

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

III. Dispositions applicables aux enseignes

(articles 9 à 12)

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Article 9 : Dispositions applicables sur tout le territoire

9.1 Sont interdites les enseignes :

9.1.1 sur clôture végétale

9.1.2 à faisceau laser

9.1.3 utilisant des teintes qui ne sont pas en harmonie avec celles du bâtiment support et de leur environnement

9.2 Les enseignes lumineuses sont éteintes dès la fermeture de l'établissement. Elles peuvent être allumées à l'ouverture de l'établissement.

9.3 Les enseignes apposées sur bâtiment :

9.3.1 doivent respecter les lignes de composition de la façade ainsi que les emplacements des baies et des ouvertures

9.3.2 ne doivent masquer aucun élément décoratif de la façade

9.3.3 ne doivent pas chevaucher la corniche ou le bandeau

9.3.4 sont installées au plus près du rez-de-chaussée si l'activité est exercée uniquement au rez-de-chaussée

9.3.5 quel que soit le type d'activité, leur surface cumulée est limitée à :

9.3.5.1 25 % de la surface de la façade, si celle-ci est inférieure à 50 m^2

9.3.5.2 15 % de la surface de la façade, si celle-ci est supérieure ou égale à 50 m^2

9.3.5.3 à l'exception des enseignes situées en zone de publicité 3 et en zone de publicité 4, dans lesquelles les règles de proportion des articles 9.3.5.1 et 9.3.5.2 ne s'appliquent qu'aux façades commerciales

9.3.5.4 et à l'exception des activités culturelles et établissements ou catégories d'établissements culturels dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de la culture

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

9.4 Les enseignes scellées au sol, quelle que soit leur surface, sont limitées à un seul dispositif le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée

9.5 Les enseignes directement installées sur le sol :

9.5.1 ne peuvent pas être constituées de drapeaux ou oriflammes

9.5.2 sont limitées à un seul dispositif le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée

9.5.3 sa surface unitaire est limitée à 1 m^2

9.6 Les enseignes lumineuses apposées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial, qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité, et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique :

9.6.1 sont éteintes dès la fermeture du commerce

9.6.2 la surface unitaire des dispositifs numériques est limitée à 1,20 m^2

9.6.3 leur surface cumulée des dispositifs numériques est limitée à 25 % de la surface de la baie ou de la vitrine, sans pouvoir excéder 2,40 m^2

9.7 Les enseignes apposées sur les immeubles de grande hauteur :

9.7.1 ne peuvent pas être numériques

9.7.2 ne peuvent pas être installées en toiture ou terrasse en tenant lieu

9.7.3 ne peuvent pas être perpendiculaires au mur, sauf si installées en rez-de-chaussée

9.7.4 sont réalisées en lettres et signes découpés

9.7.5 lorsqu'elles sont situées en étages :

9.7.5.1 sont limitées à 5 m de hauteur

9.7.5.2 leur surface ne peut dépasser 10 % de la surface de la façade

9.7.6 leur nombre est limité à une enseigne par activité et par voie ouverte à la circulation publique bordant l'immeuble

Article 10 : Dispositions applicables dans les lieux mentionnés aux articles L.581-4 et L.581-8 du code de l'environnement et en zone de publicité 1a

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

10.1 Outre les cas d'interdiction mentionnés à l'article 9.2, sont également interdites les enseignes :

10.1.1 scellées au sol

10.1.2 sur toiture ou terrasse en tenant lieu

10.1.3 numériques (à l'exception de celles apposées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial)

10.1.4 sur tout type de clôtures

10.2 Les enseignes apposées à plat ou parallèlement à un mur respectent les conditions suivantes :

10.2.1 les enseignes horizontales sont installées au-dessus de la devanture, sans dépasser la hauteur du rez-de-chaussée

10.2.2 les enseignes horizontales ne doivent pas être apposées sur la longueur totale de la façade de l'activité

10.2.3 les enseignes verticales sont apposées à côté des baies, sans en dépasser les niveaux inférieur et supérieur, et indépendamment des autres enseignes de format horizontal

10.2.4 les enseignes sont réalisées en lettres découpées indépendantes, en lettres peintes , sur un bandeau de faible épaisseur comprenant des lettres évidées ou en relief, ou sur lambrequin de store

10.2.5 les enseignes horizontales sont composées d'une écriture et/ou logo sur une seule ligne

10.2.6 la hauteur des lettres des enseignes horizontales est proportionnée aux dimensions du support

10.2.7 l'éclairage éventuel de l'enseigne est assuré par des spots discrets directement intégrés à la façade ou par des lettres rétro-éclairées ou à lumière diffusante

10.2.8 les enseignes en façade, quelles soient parallèles ou perpendiculaires à un mur, sont limitées à 4 dispositifs par façade

10.3 Les enseignes apposées perpendiculairement à un mur doivent respecter les conditions suivantes :

10.3.1 une seule enseigne peut être apposée par voie ouverte à la circulation publique bordant le terrain d'assiette de l'activité

10.3.2 pour les activités exercées uniquement au rez-de-chaussée :

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

10.3.2.1 l'enseigne perpendiculaire est positionnée dans le prolongement de l'enseigne horizontale, à l'extrémité de la devanture ou à l'angle de la façade

10.3.2.2 en bordure des voies dont l'emprise est supérieure à 8m, sa saillie par rapport à la façade est limitée à 0,80 m

10.3.2.3 l'épaisseur est limitée à 0,10 m

10.3.2.4 la surface est limitée à 0,65 m^2

10.3.3 pour les activités exercées également ou uniquement en étages :

10.3.3.1 l'enseigne perpendiculaire peut être installée au niveau du 1er étage, à la condition qu'elle soit non lumineuse

10.3.3.2 ses dimensions sont limitées à 1,50 m de hauteur et 0,60 m de largeur

10.3.4 l'éclairage éventuel de l'enseigne est assuré par des lettres ou signes rétro-éclairés ou à lumière diffusante

10.3.5 les enseignes en façade, quelles soient parallèles ou perpendiculaires à un mur, sont limitées à 4 dispositifs par façade

Article 11 : Dispositions applicables en zone de publicité 1b et en zone de publicité 2

11.1 Outre les cas d'interdiction mentionnés à l'article 9.2, sont également interdites les enseignes :

11.1.1 sur toiture ou terrasse en tenant lieu

11.1.2 numériques

11.2 Les enseignes apposées à plat ou parallèlement à un mur respectent les conditions suivantes :

11.2.1 les enseignes horizontales sont installées au-dessus de la devanture, sans dépasser le rez-de-chaussée

11.2.1.1 sauf pour les activités exercées également ou uniquement en étages qui peuvent disposer d'enseignes situées au niveau des étages occupés par l'activité

11.3 Les enseignes apposées sur clôture respectent les conditions suivantes :

11.3.1 une seule enseigne peut être apposée par voie ouverte à la circulation publique bordant le terrain d'assiette de l'activité

11.3.2 sa surface unitaire est limitée à 2 m^2

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

11.4 Les enseignes apposées perpendiculairement à un mur respectent les conditions suivantes :

11.4.1 une seule enseigne peut être apposée par voie ouverte à la circulation publique bordant le terrain d'assiette de l'activité

11.4.2 elle doit être positionnée au plus près du rez-de-chaussée

11.4.3 sa saillie est limitée à 1 m

11.5 Les enseignes scellées au sol respectent les conditions suivantes :

11.5.1 une seule enseigne peut être apposée par voie ouverte à la circulation publique bordant le terrain d'assiette de l'activité

11.5.2 sa surface unitaire est limitée à 6 m^2

Article 12 : Dispositions applicables en zone de publicité 3 et en zone de publicité 4

12.1 Les enseignes apposées sur clôture respectent les conditions suivantes :

12.1.1 une seule enseigne peut être apposée par voie ouverte à la circulation publique bordant le terrain d'assiette de l'activité

12.1.2 sa surface unitaire est limitée à 4 m^2

12.2 Les enseignes scellées au sol respectent les conditions suivantes :

12.2.1 une seule enseigne peut être apposée par voie ouverte à la circulation publique bordant le terrain d'assiette de l'activité

12.2.2 sa surface unitaire est limitée à 10,50 m^2

12.3 La surface unitaire des enseignes numériques est limitée à :

12.3.1 3 m^2 en ZP3

12.3.2 8 m^2 en ZP4

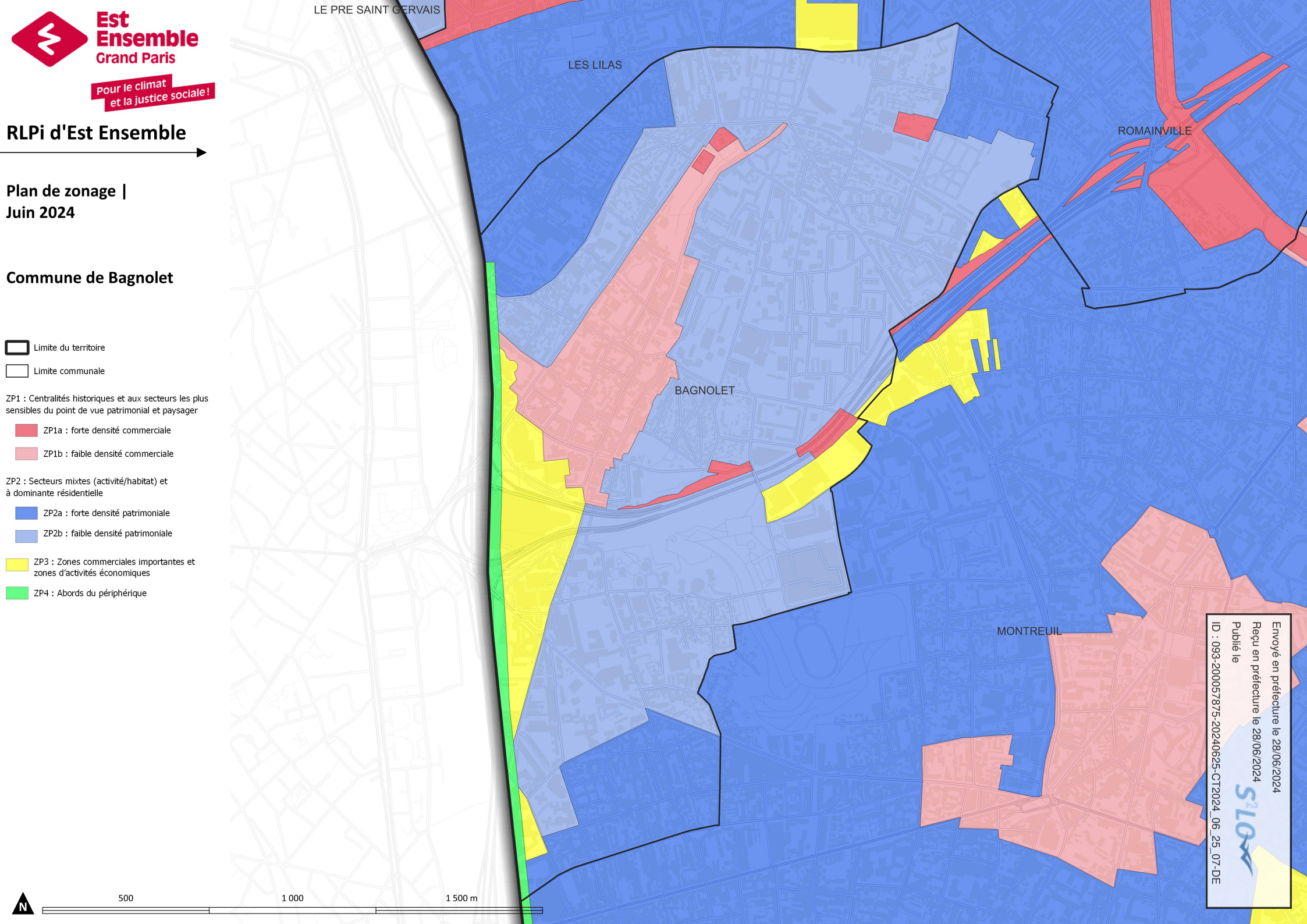
Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

RLPi d'Est Ensemble

Plan de zonage | Juin 2024

Commune de Bagnolet



Limite du territoire

Limite communale

ZP1 : Centralités historiques et aux secteurs les plus sensibles du point de vue patrimonial et paysager

- ZP1a : forte densité commerciale
- ZP1b : faible densité commerciale

ZP2 : Secteurs mixtes (activité/habitat) et à dominante résidentielle

- ZP2a : forte densité patrimoniale
- ZP2b : faible densité patrimoniale

ZP3 : Zones commerciales importantes et zones d'activités économiques

ZP4 : Abords du périphérique

N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

RLPi d'Est Ensemble

Plan de zonage | Juin 2024

Commune de Bobigny

- Limite du territoire
- Limite communale

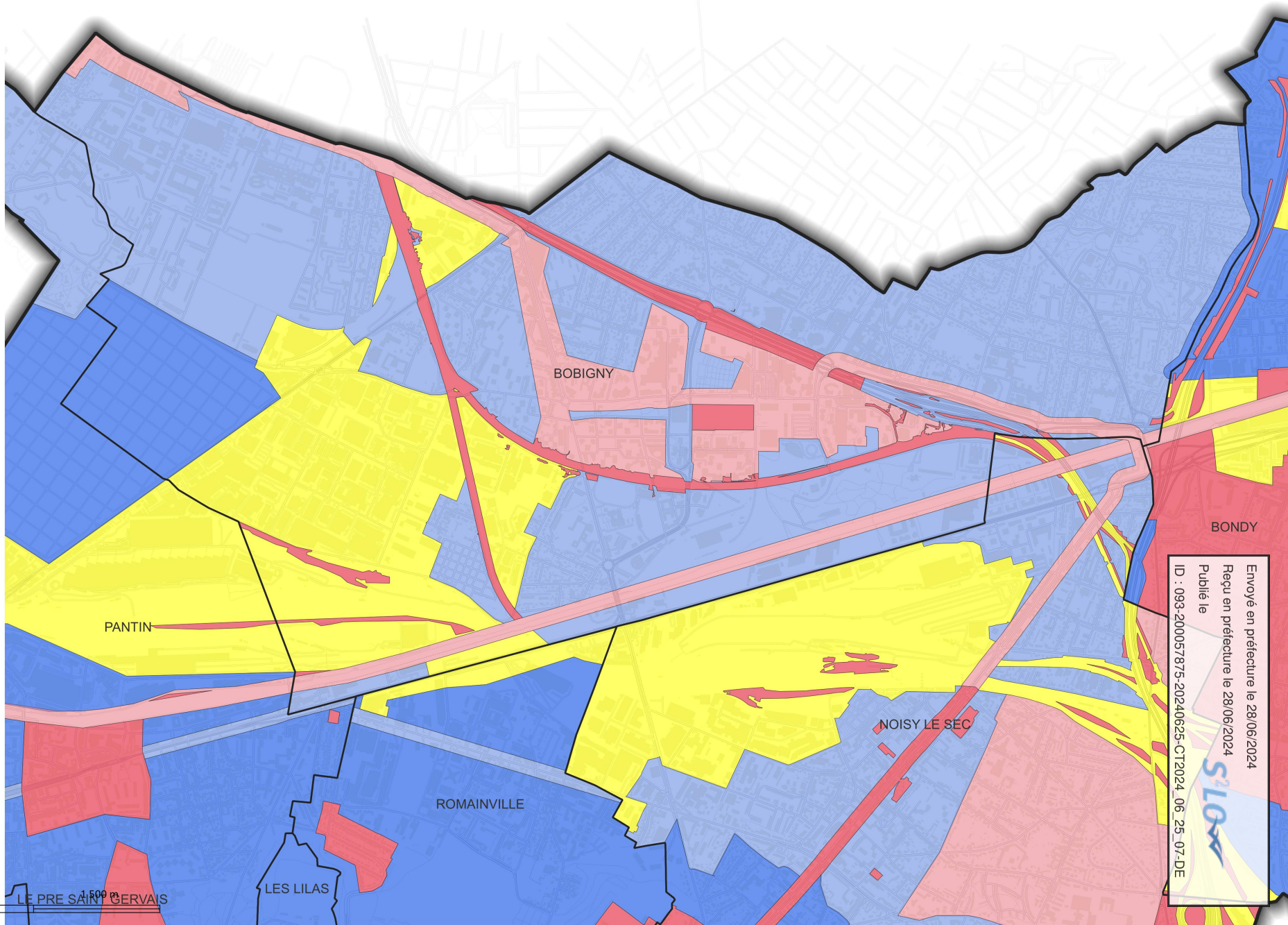
ZP1 : Centralités historiques et aux secteurs les plus sensibles du point de vue patrimonial et paysager

- ZP1a : forte densité commerciale
- ZP1b : faible densité commerciale

ZP2 : Secteurs mixtes (activité/habitat) et à dominante résidentielle

- ZP2a : forte densité patrimoniale
- ZP2b : faible densité patrimoniale

- ZP3 : Zones commerciales importantes et zones d'activités économiques
- ZP4 : Abords du périphérique



N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

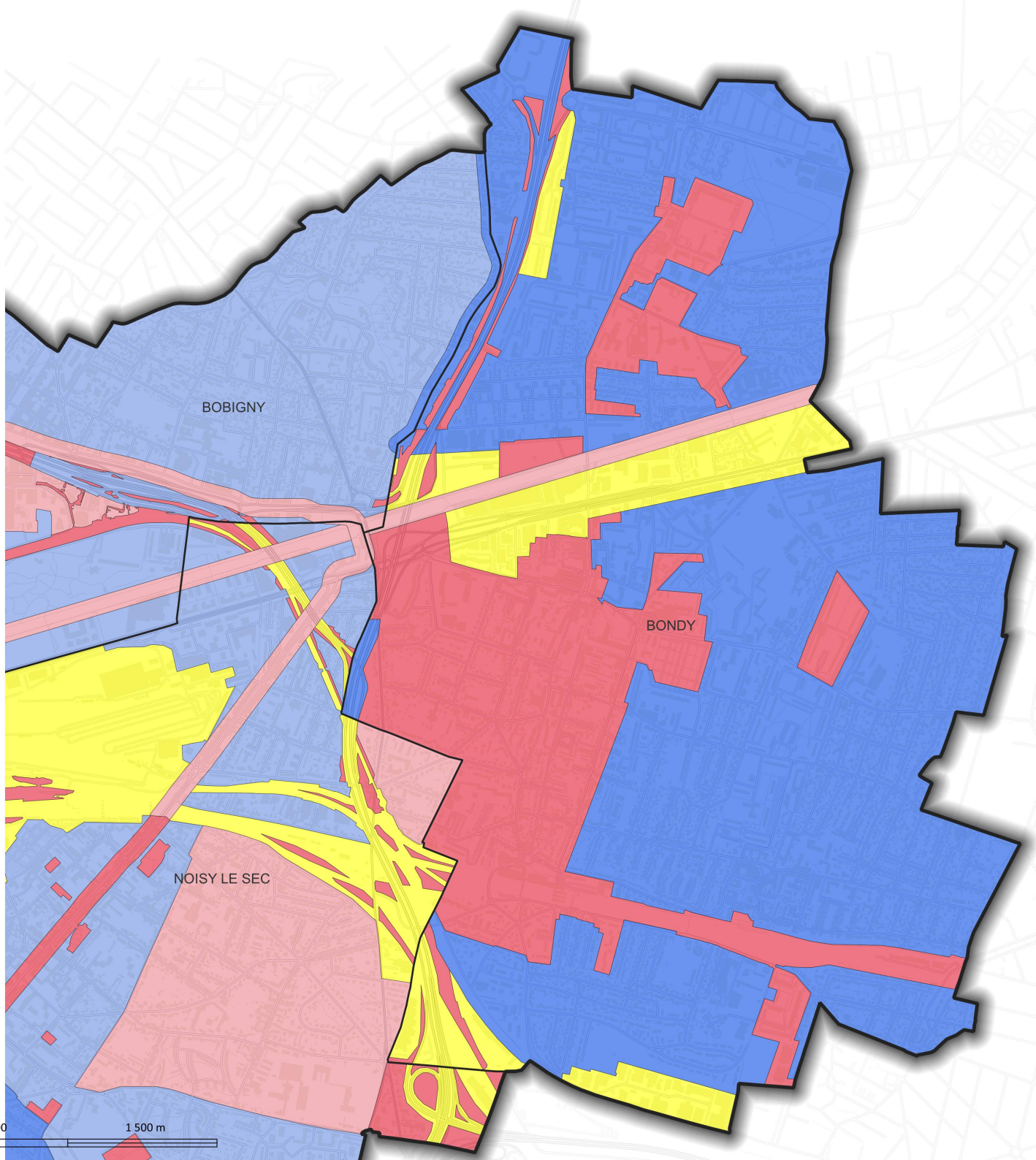
Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

RLPi d'Est Ensemble

Plan de zonage | Juin 2024

Commune de Bondy



- Limite du territoire
- Limite communale

ZP1 : Centralités historiques et aux secteurs les plus sensibles du point de vue patrimonial et paysager

- ZP1a : forte densité commerciale
- ZP1b : faible densité commerciale

ZP2 : Secteurs mixtes (activité/habitat) et à dominante résidentielle

- ZP2a : forte densité patrimoniale
- ZP2b : faible densité patrimoniale

- ZP3 : Zones commerciales importantes et zones d'activités économiques
- ZP4 : Abords du périphérique

N

500 1 000 1 500 m

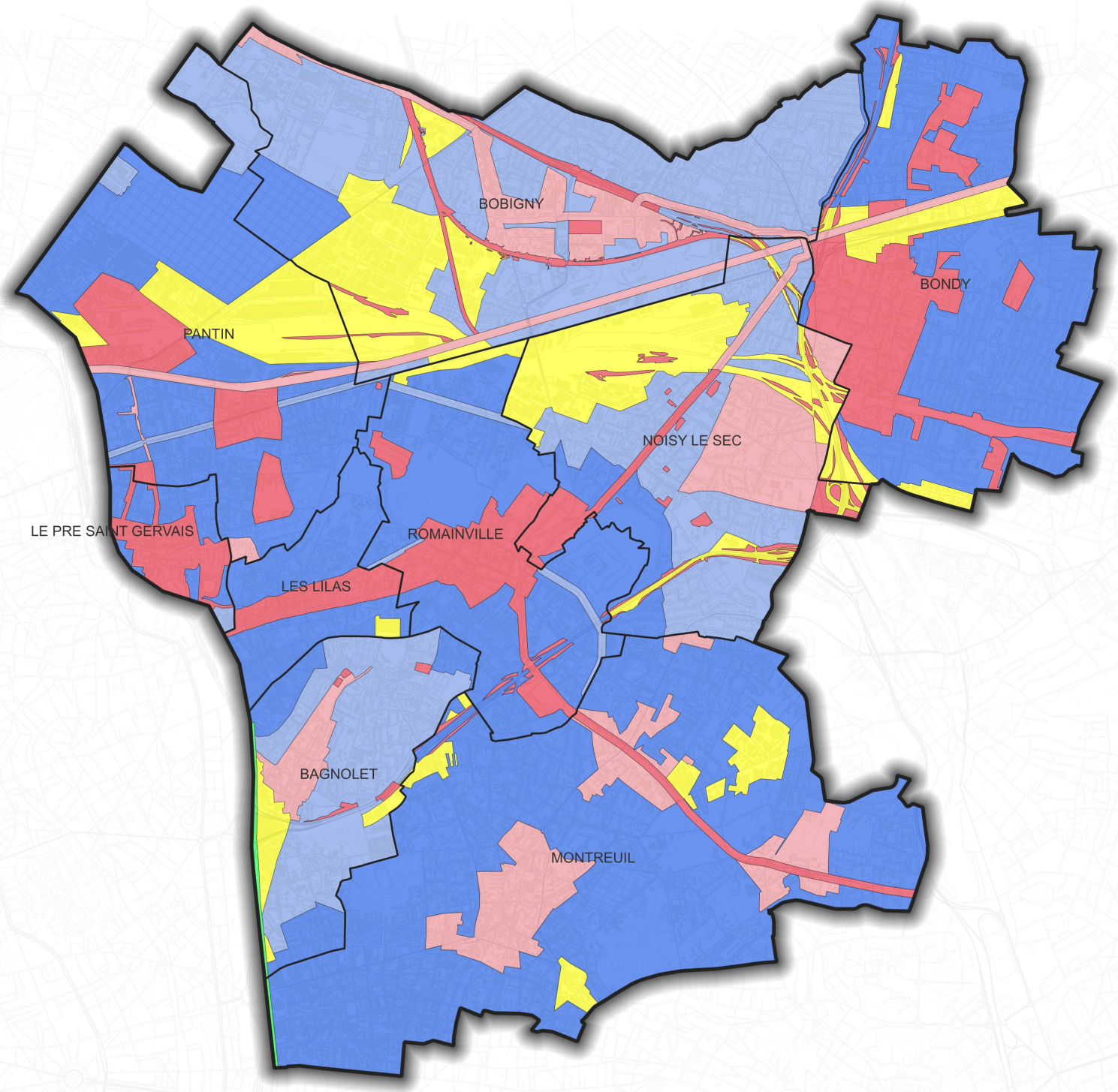
Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

RLPi d'Est Ensemble

Plan de zonage | Juin 2024



Limite du territoire

Limite communale

ZP1 : Centralités historiques et aux secteurs les plus sensibles du point de vue patrimonial et paysager

- ZP1a : forte densité commerciale
- ZP1b : faible densité commerciale

ZP2 : Secteurs mixtes (activité/habitat) et à dominante résidentielle

- ZP2a : forte densité patrimoniale
- ZP2b : faible densité patrimoniale

ZP3 : Zones commerciales importantes et zones d'activités économiques

ZP4 : Abords du périphérique

N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

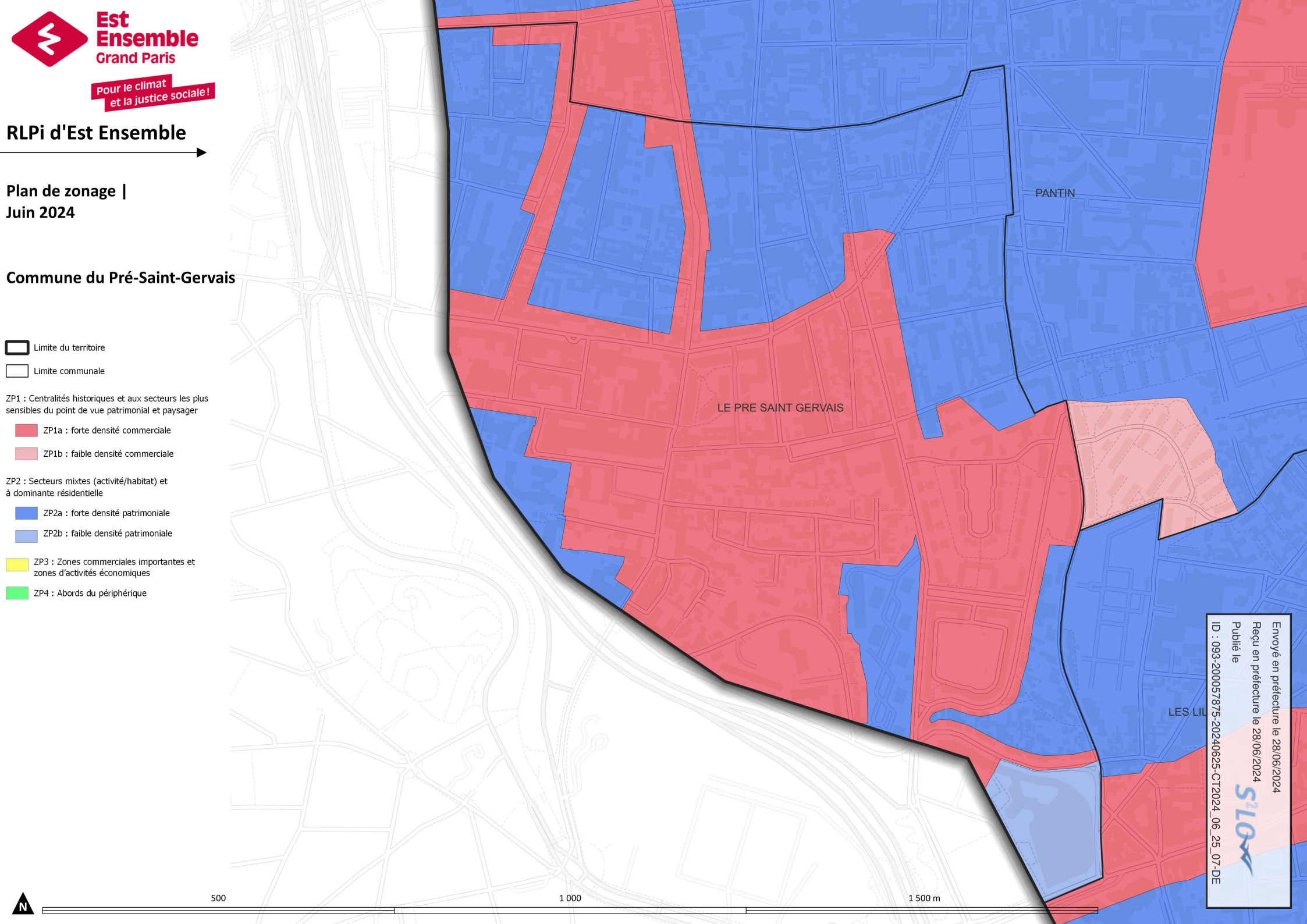
Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

RLPi d'Est Ensemble

Plan de zonage | Juin 2024

Commune du Pré-Saint-Gervais



Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

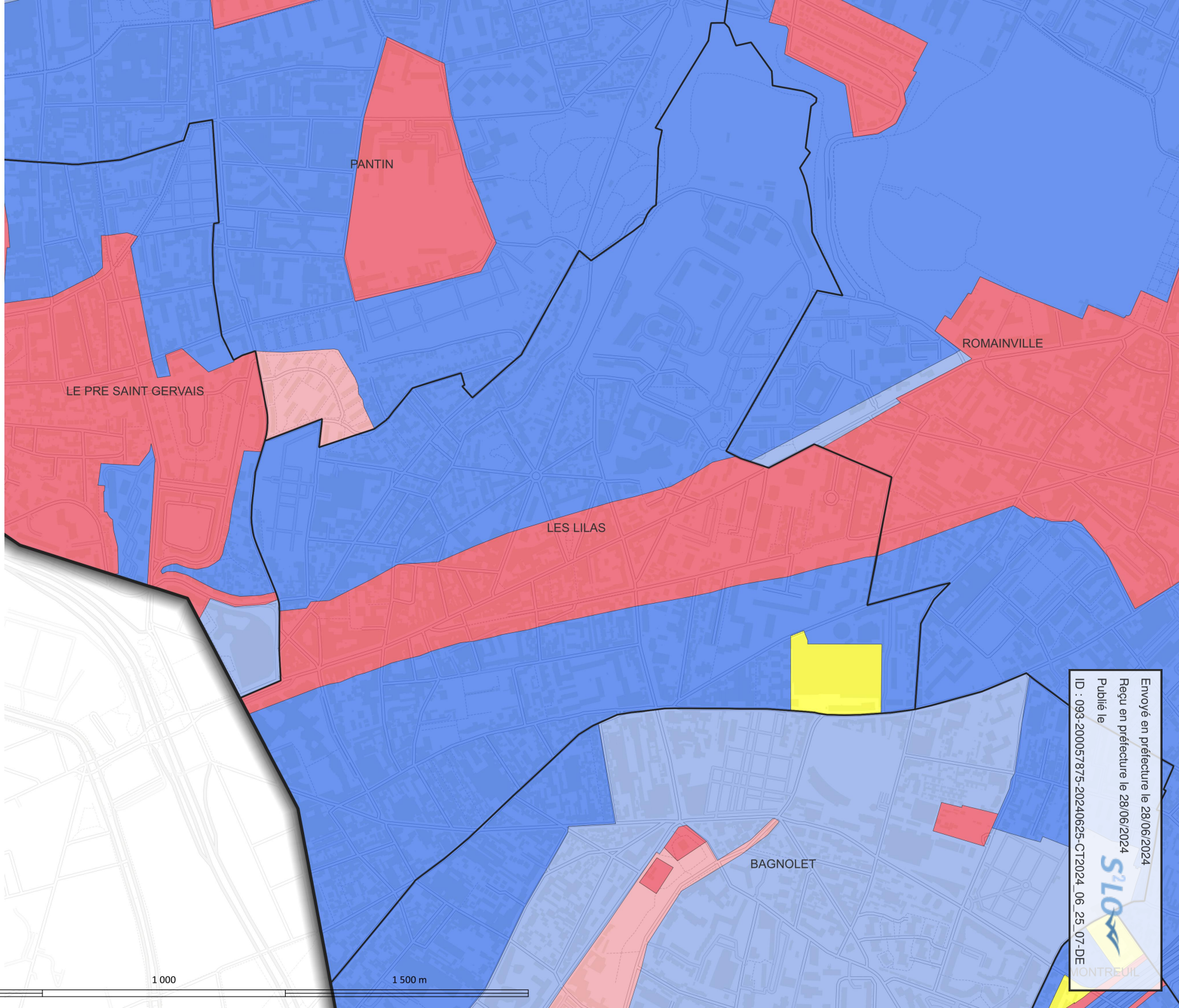
Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

RLPi d'Est Ensemble

Plan de zonage | Juin 2024

Commune des Lilas



Limite du territoire

Limite communale

ZP1 : Centralités historiques et aux secteurs les plus sensibles du point de vue patrimonial et paysager

- ZP1a : forte densité commerciale
- ZP1b : faible densité commerciale

ZP2 : Secteurs mixtes (activité/habitat) et à dominante résidentielle

- ZP2a : forte densité patrimoniale
- ZP2b : faible densité patrimoniale

ZP3 : Zones commerciales importantes et zones d'activités économiques

ZP4 : Abords du périphérique

N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

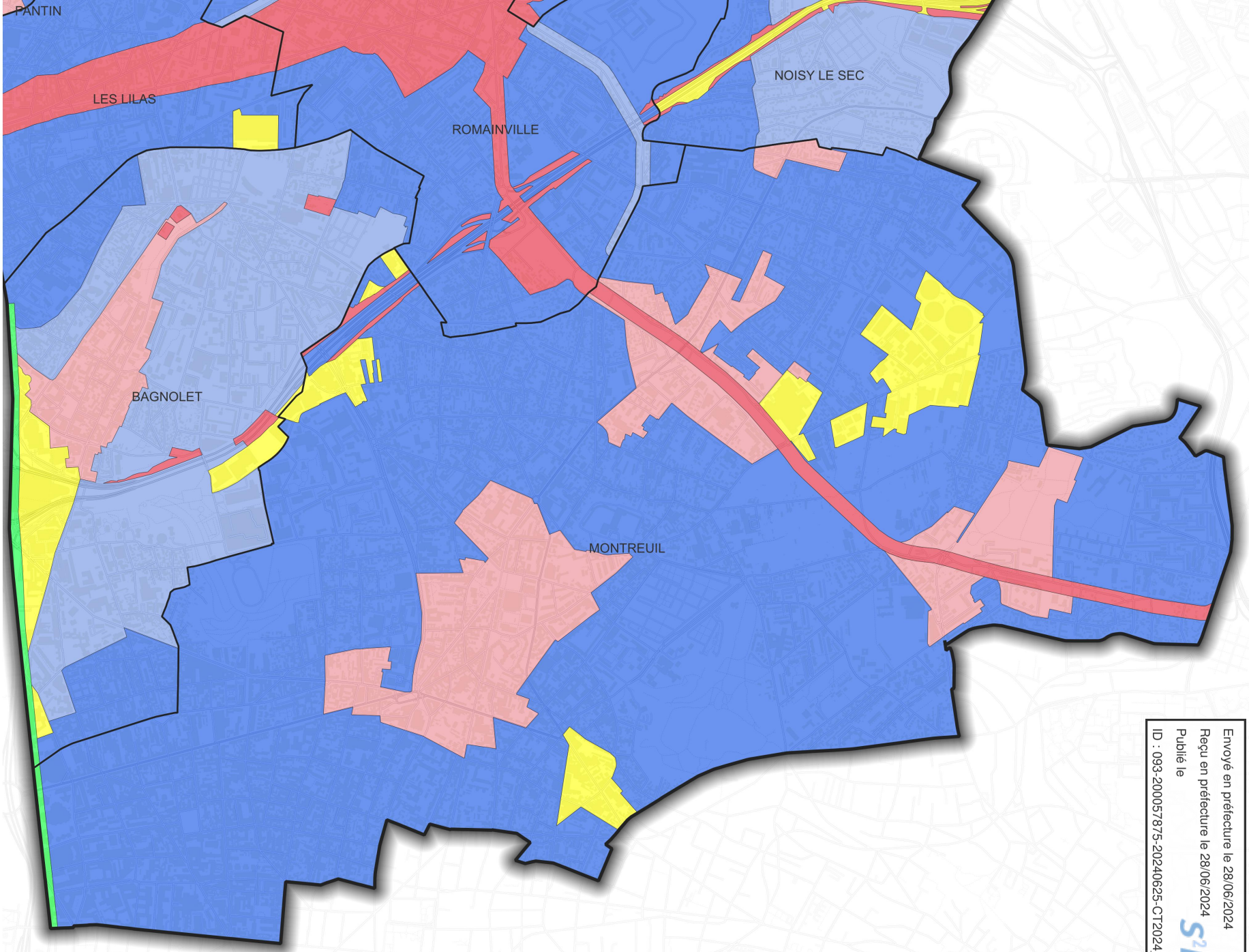
Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

RLPi d'Est Ensemble

Plan de zonage | Juin 2024

Commune de Montreuil



- Limite du territoire
- Limite communale

ZP1 : Centralités historiques et aux secteurs les plus sensibles du point de vue patrimonial et paysager

- ZP1a : forte densité commerciale
- ZP1b : faible densité commerciale

ZP2 : Secteurs mixtes (activité/habitat) et à dominante résidentielle

- ZP2a : forte densité patrimoniale
- ZP2b : faible densité patrimoniale

- ZP3 : Zones commerciales importantes et zones d'activités économiques
- ZP4 : Abords du périphérique

N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

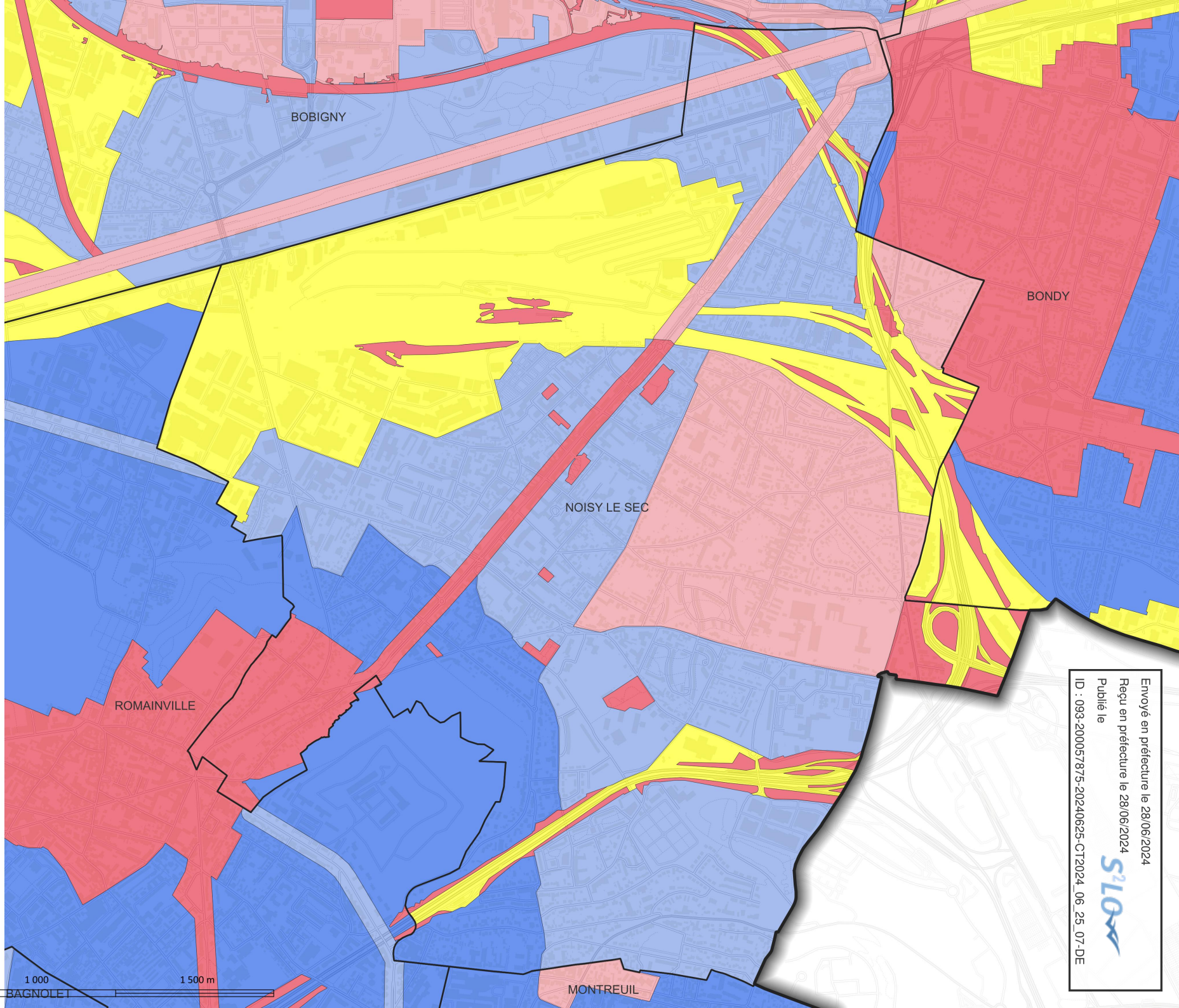
Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

RLPi d'Est Ensemble

Plan de zonage | Juin 2024

Commune de Noisy-le-Sec



- Limite du territoire
- Limite communale

ZP1 : Centralités historiques et aux secteurs les plus sensibles du point de vue patrimonial et paysager

- ZP1a : forte densité commerciale
- ZP1b : faible densité commerciale

ZP2 : Secteurs mixtes (activité/habitat) et à dominante résidentielle

- ZP2a : forte densité patrimoniale
- ZP2b : faible densité patrimoniale

- ZP3 : Zones commerciales importantes et zones d'activités économiques
- ZP4 : Abords du périphérique

N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

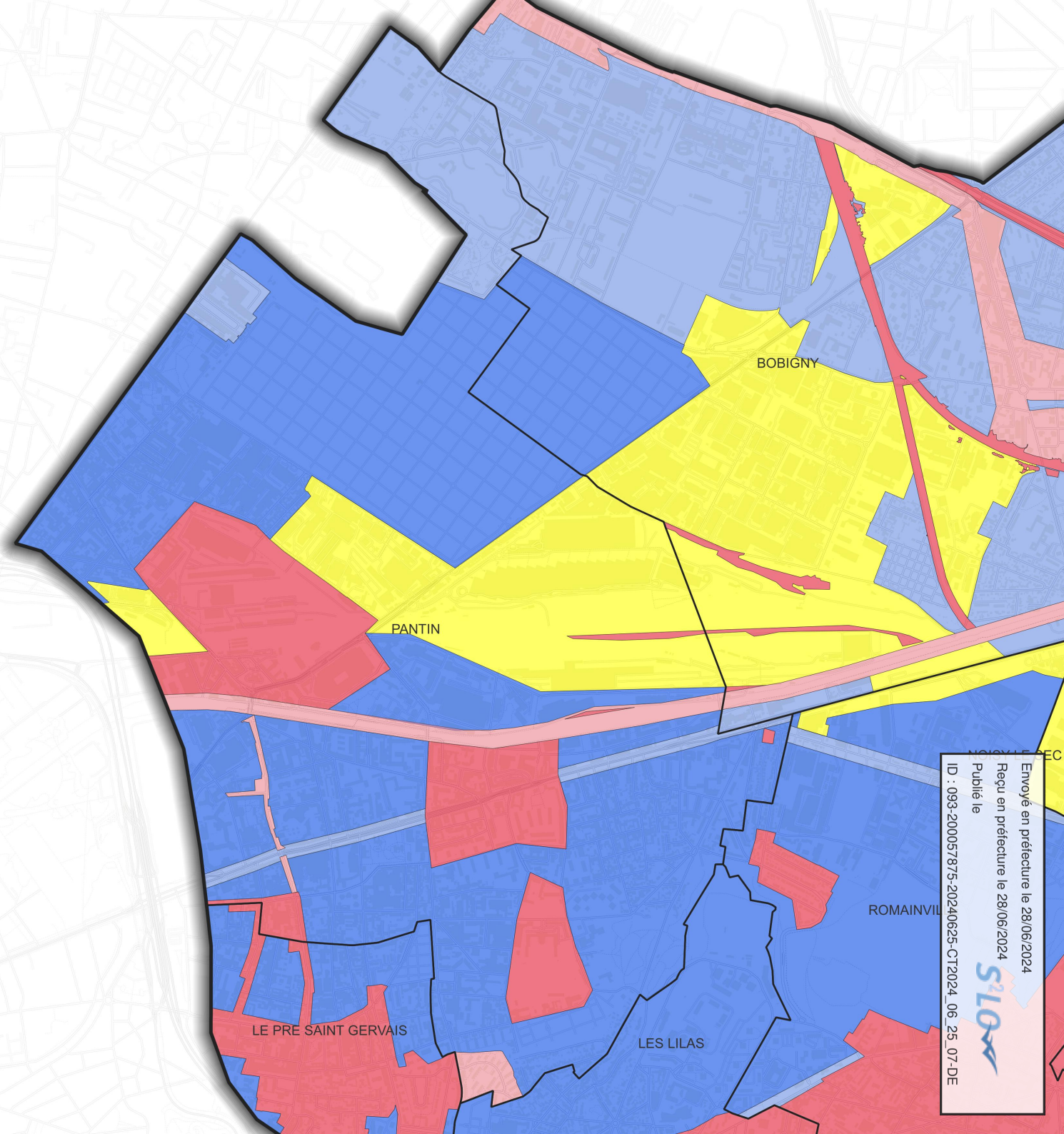
Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

RLPi d'Est Ensemble

Plan de zonage | Juin 2024

Commune de Pantin



- Limite du territoire
- Limite communale

ZP1 : Centralités historiques et aux secteurs les plus sensibles du point de vue patrimonial et paysager

- ZP1a : forte densité commerciale
- ZP1b : faible densité commerciale

ZP2 : Secteurs mixtes (activité/habitat) et à dominante résidentielle

- ZP2a : forte densité patrimoniale
- ZP2b : faible densité patrimoniale

- ZP3 : Zones commerciales importantes et zones d'activités économiques
- ZP4 : Abords du périphérique

N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

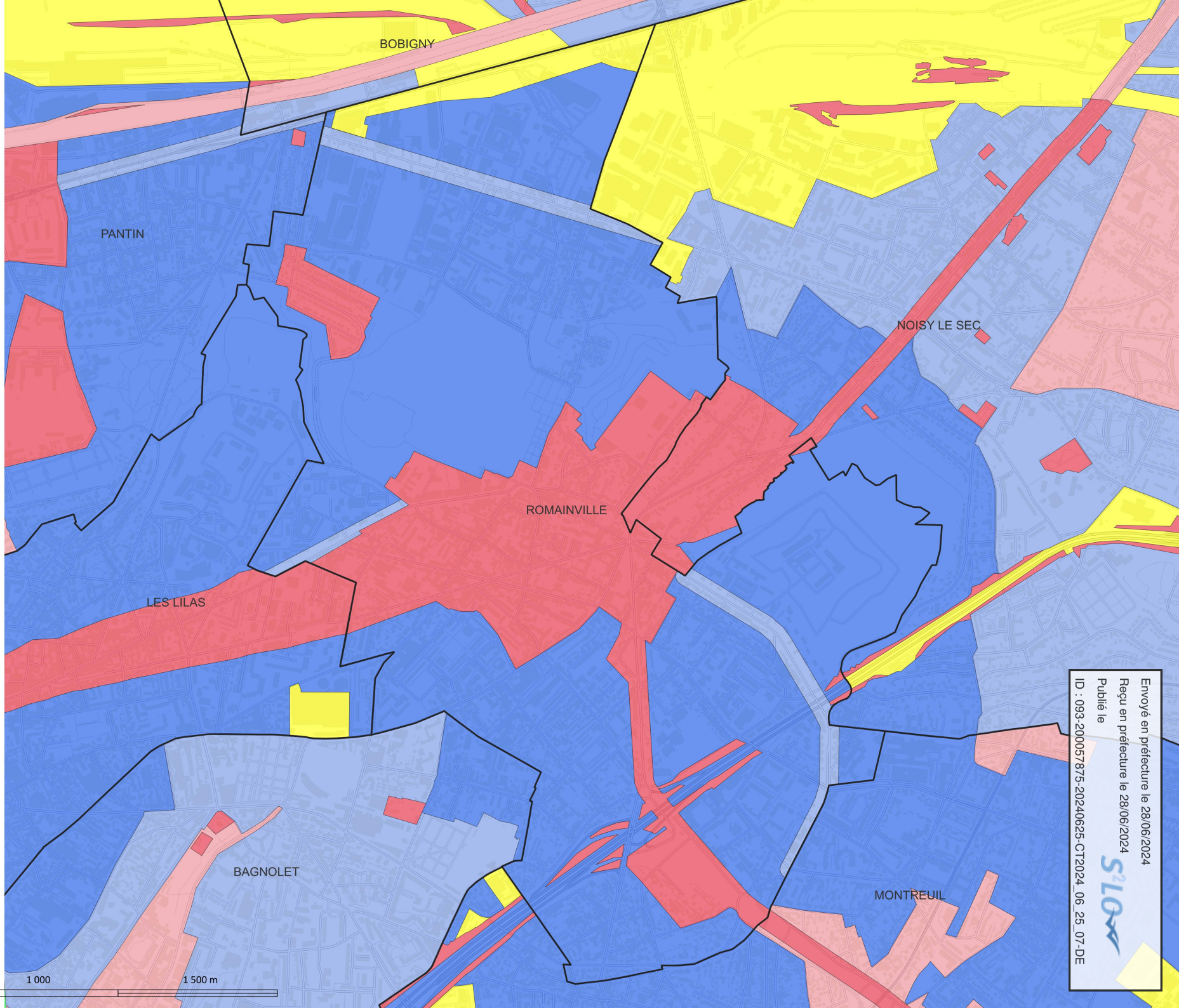
Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

RLPi d'Est Ensemble

Plan de zonage | Juin 2024

Commune de Romainville



- Limite du territoire
- Limite communale

ZP1 : Centralités historiques et aux secteurs les plus sensibles du point de vue patrimonial et paysager

- ZP1a : forte densité commerciale
- ZP1b : faible densité commerciale

ZP2 : Secteurs mixtes (activité/habitat) et à dominante résidentielle

- ZP2a : forte densité patrimoniale
- ZP2b : faible densité patrimoniale

- ZP3 : Zones commerciales importantes et zones d'activités économiques
- ZP4 : Abords du périphérique

N

500 1 000 1 500 m

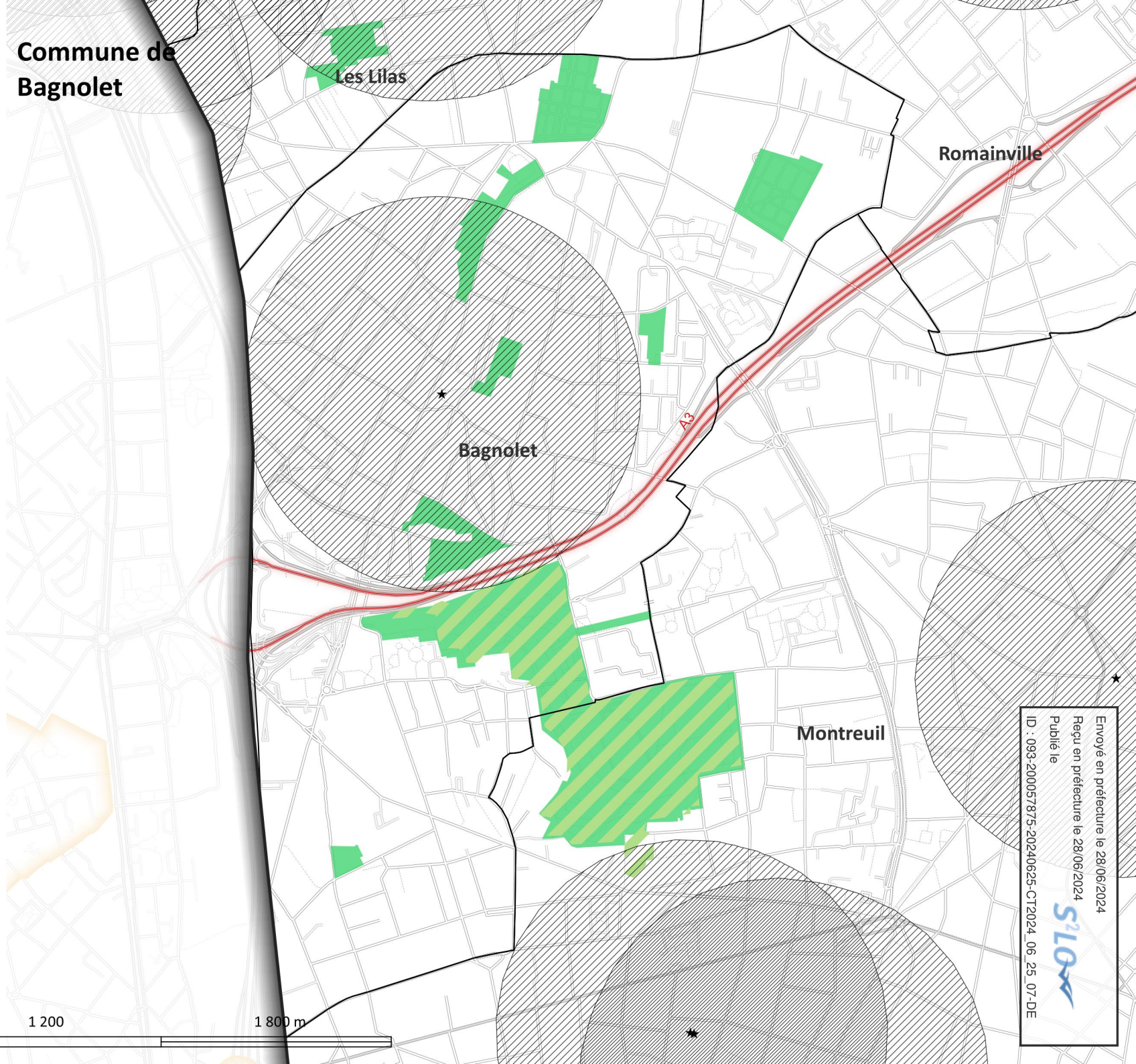
Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdiction législative et règlementaire de publicité | Juin 2024



Limite du territoire

Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

N

600 1 200 1 800 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024

Reçu en préfecture le 28/06/2024

Publié le

ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

S²LO

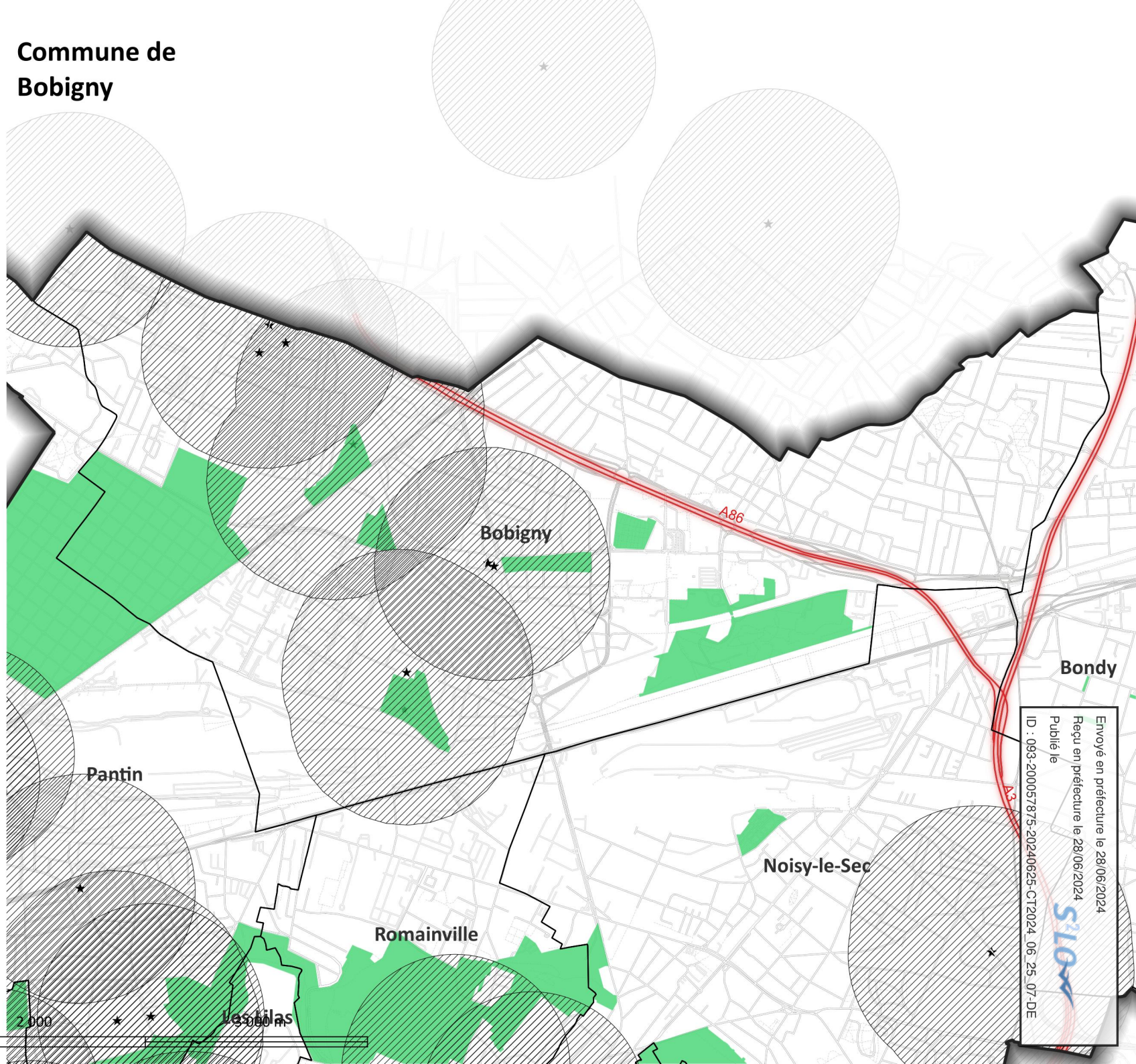
Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdiction législative et règlementaire de publicité | Juin 2024

Commune de Bobigny



Limite du territoire

Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

N

1 000 2 000 3 000 m

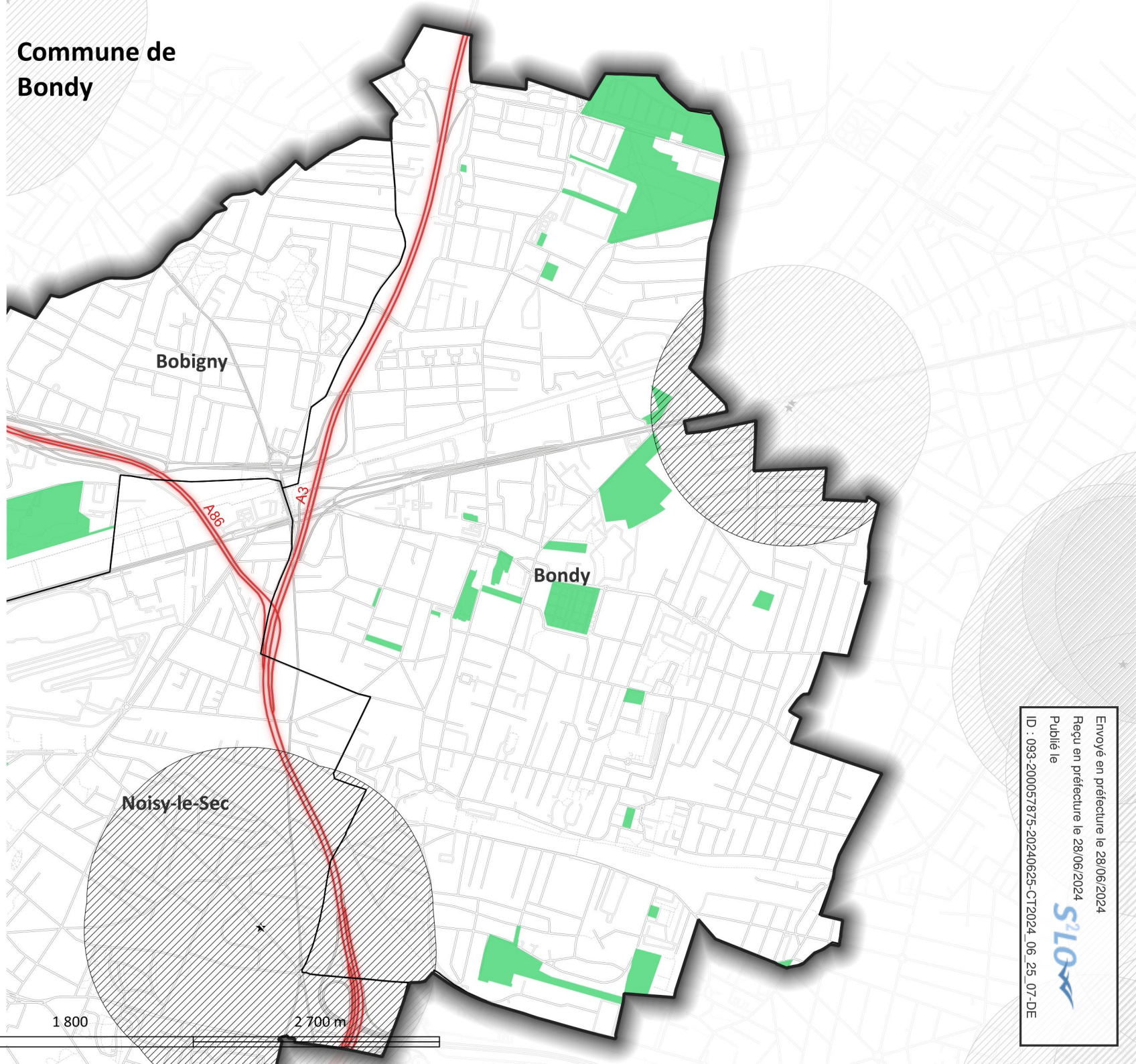
Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdiction législative et règlementaire de publicité | Juin 2024



Limite du territoire

Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

N

900 1 800 2 700 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024

Reçu en préfecture le 28/06/2024

Publié le

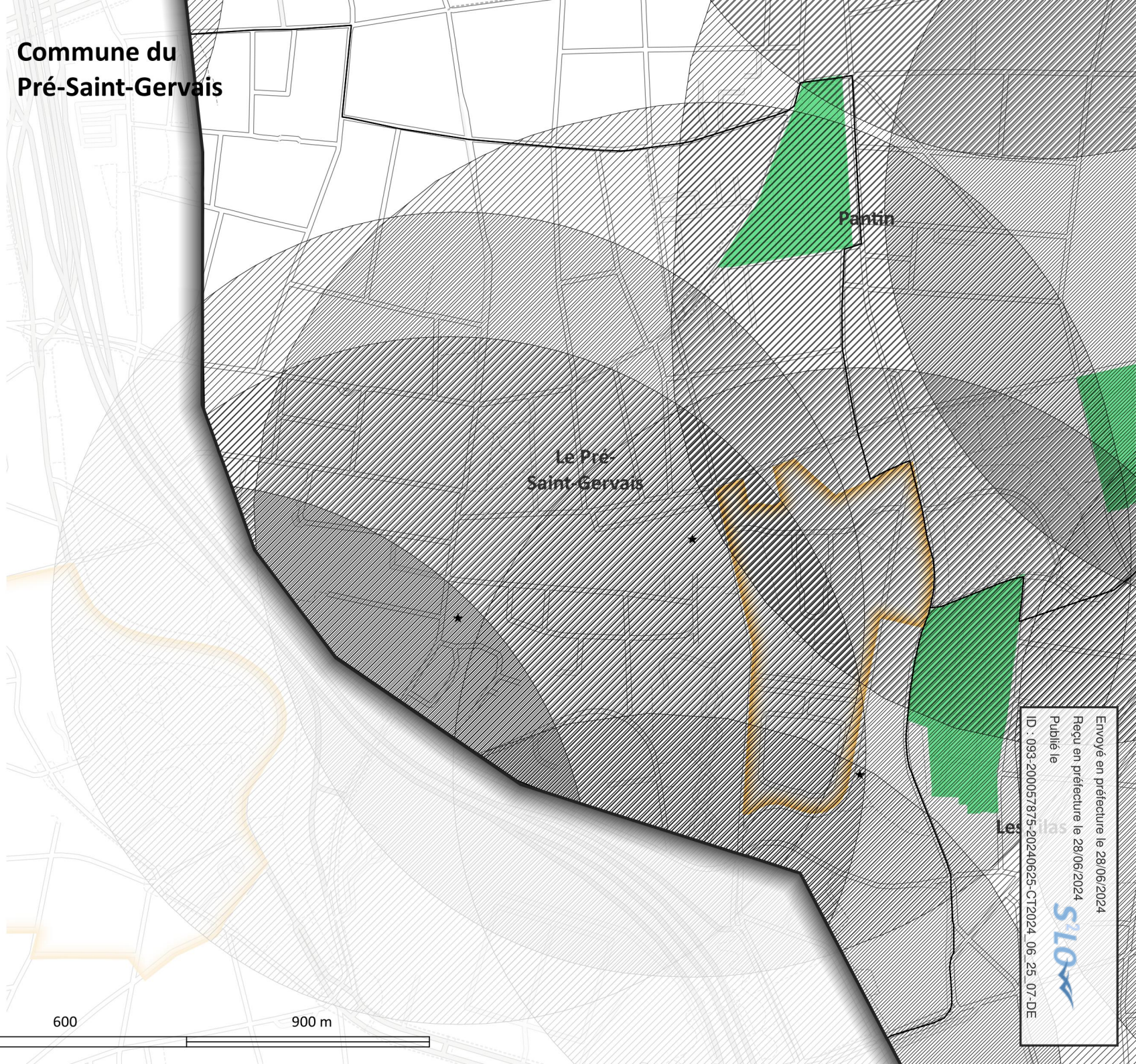
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdiction législative et règlementaire de publicité | Juin 2024



Limite du territoire

Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

N

300 600 900 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024

Reçu en préfecture le 28/06/2024

Publié le

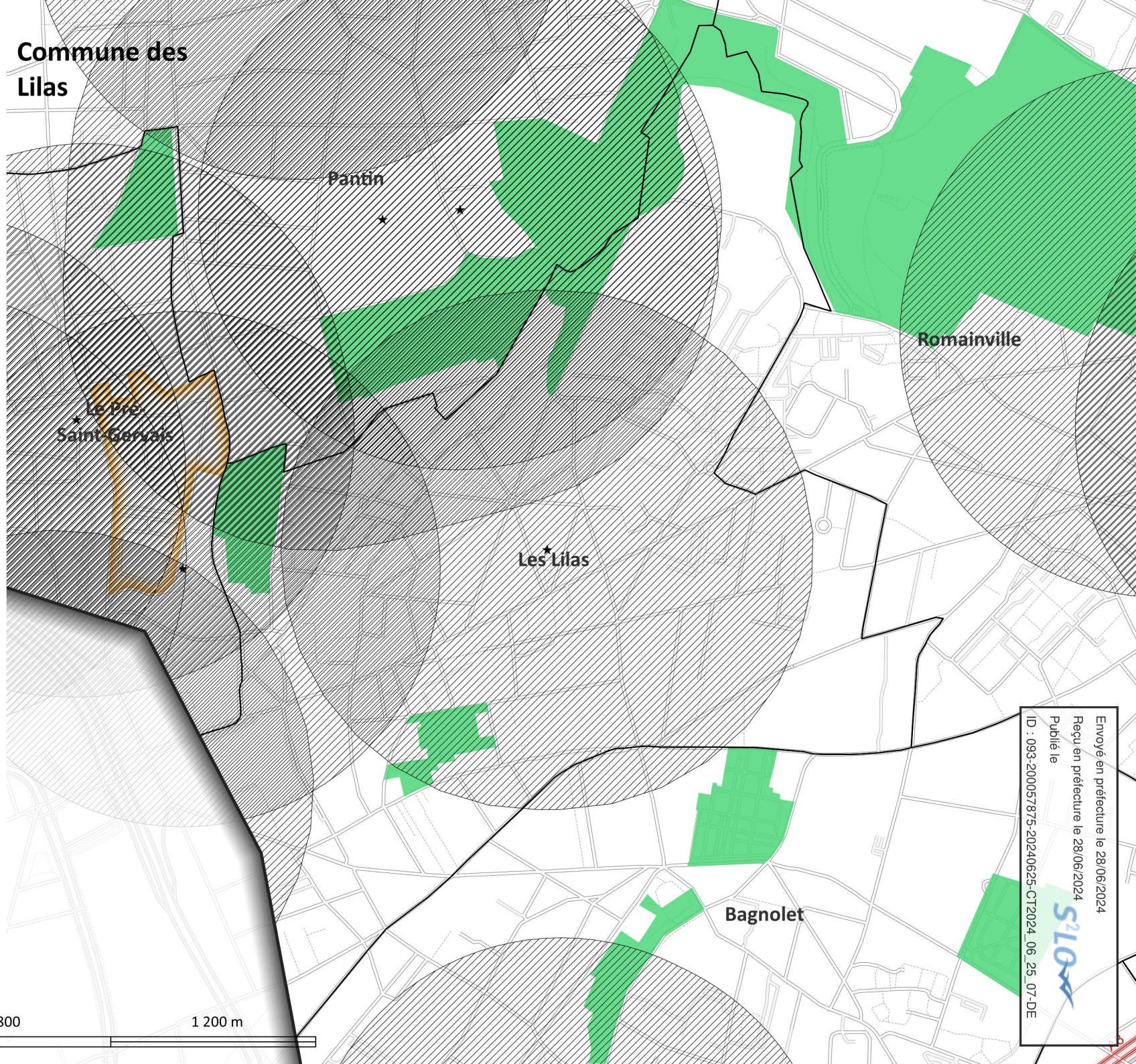
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdiction législative et règlementaire de publicité | Juin 2024



Limite du territoire

Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

N

400 800 1 200 m

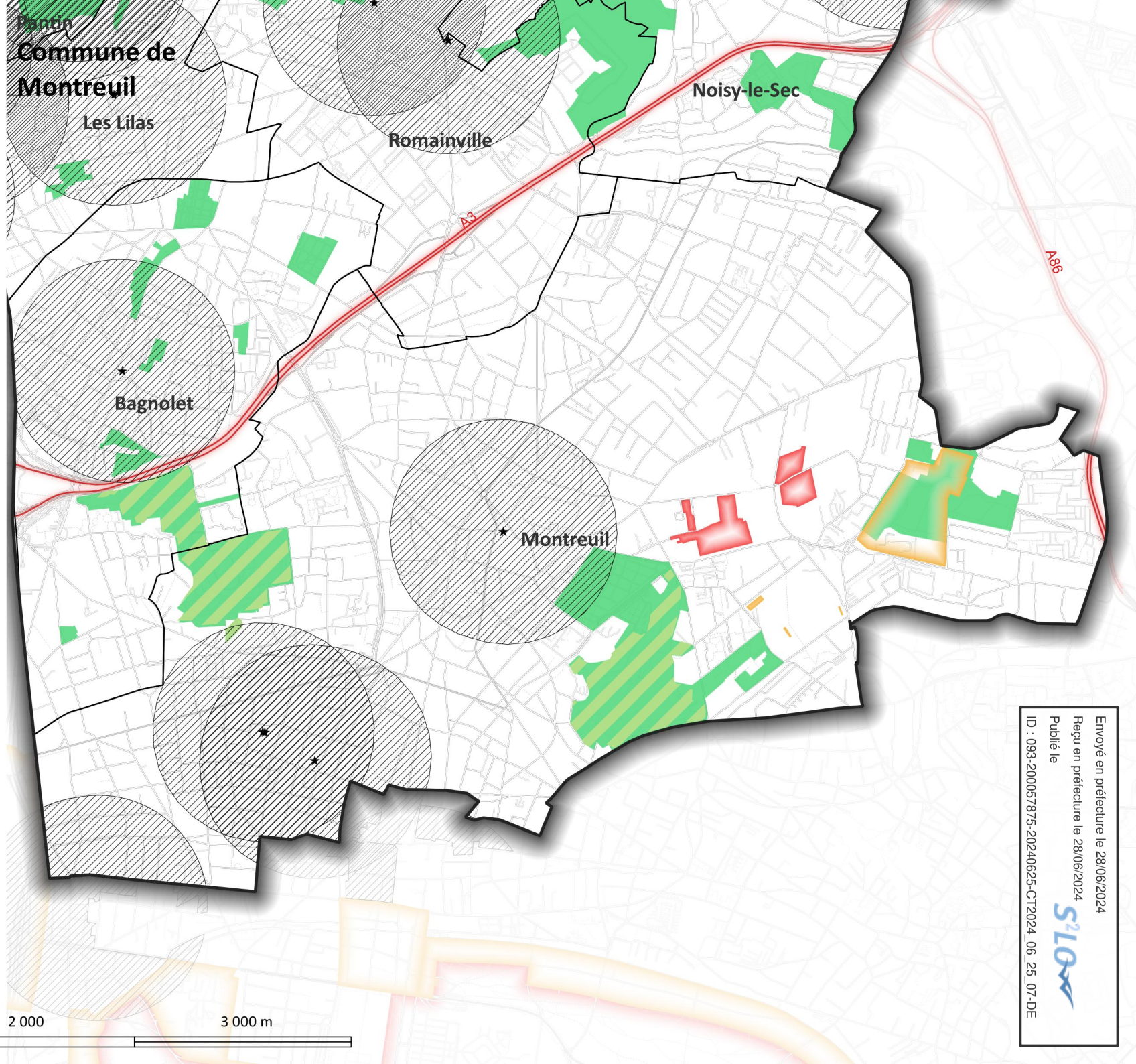
Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdiction législative et règlementaire de publicité | Juin 2024



Limite du territoire

Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

N

1 000 2 000 3 000 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024

Reçu en préfecture le 28/06/2024

Publié le

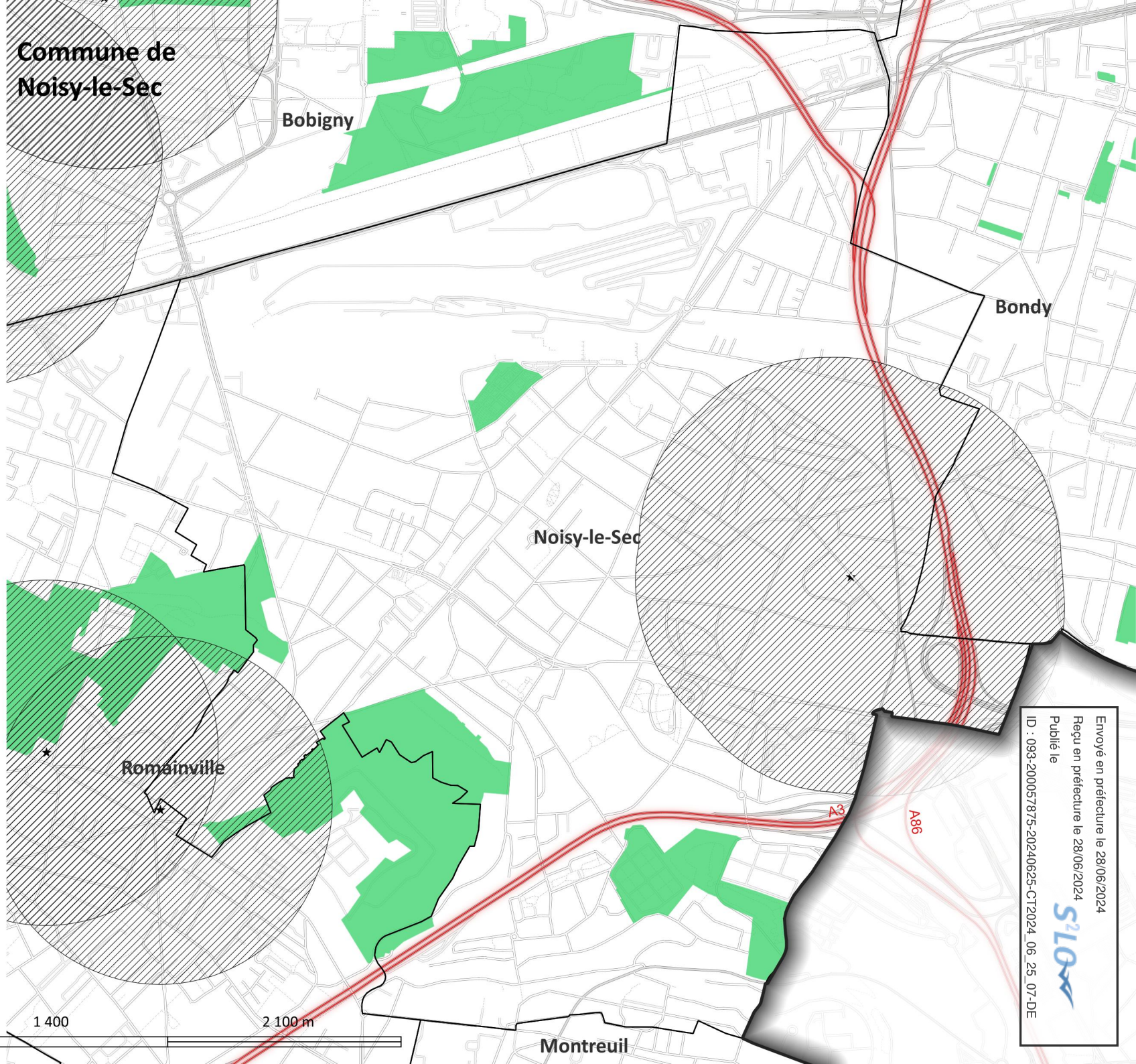
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdiction législative et règlementaire de publicité | Juin 2024



Limite du territoire

Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

N

700 1 400 2 100 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

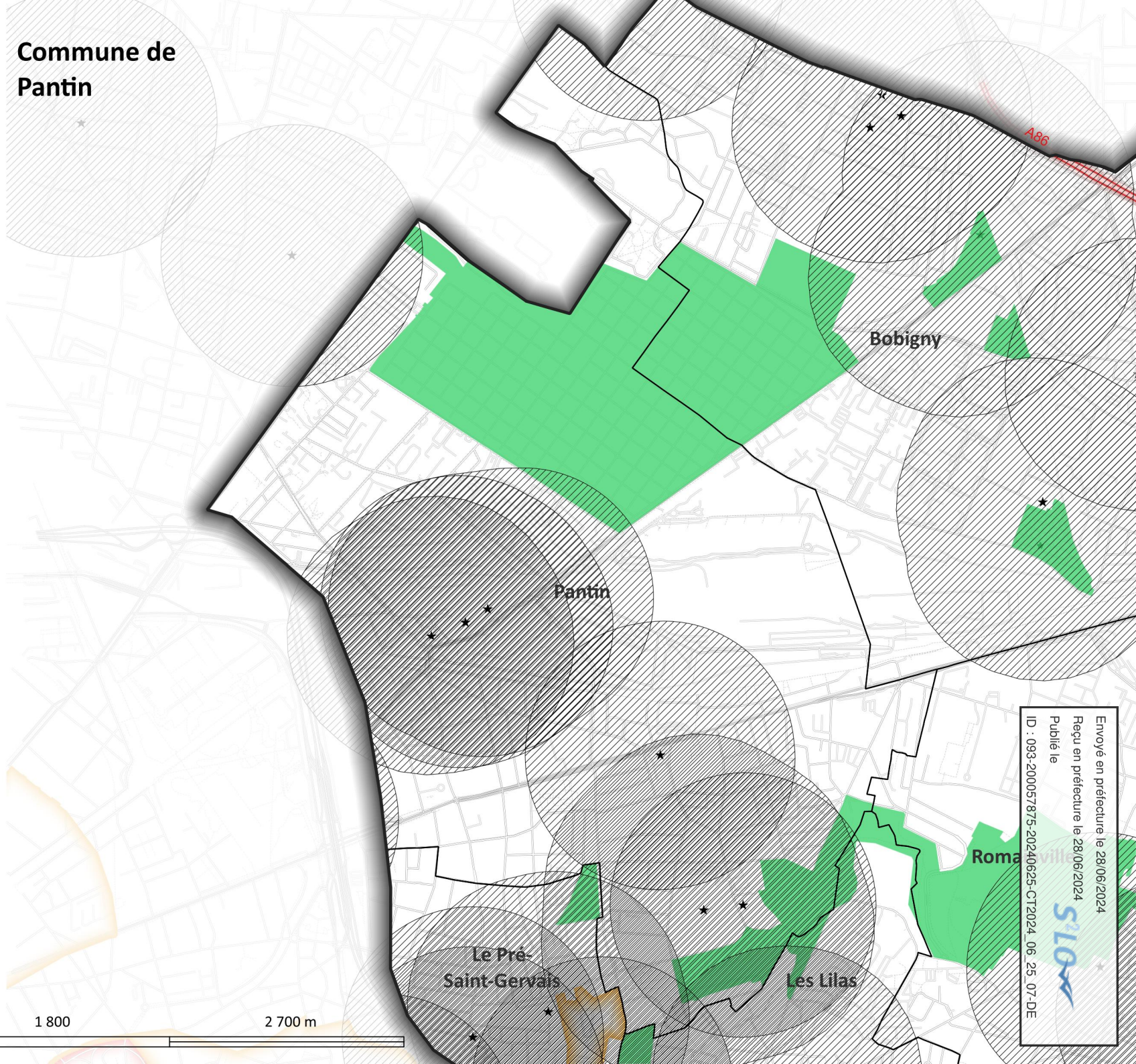
Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdiction législative et règlementaire de publicité | Juin 2024

Commune de Pantin



Limite du territoire

Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

N

900 1 800 2 700 m

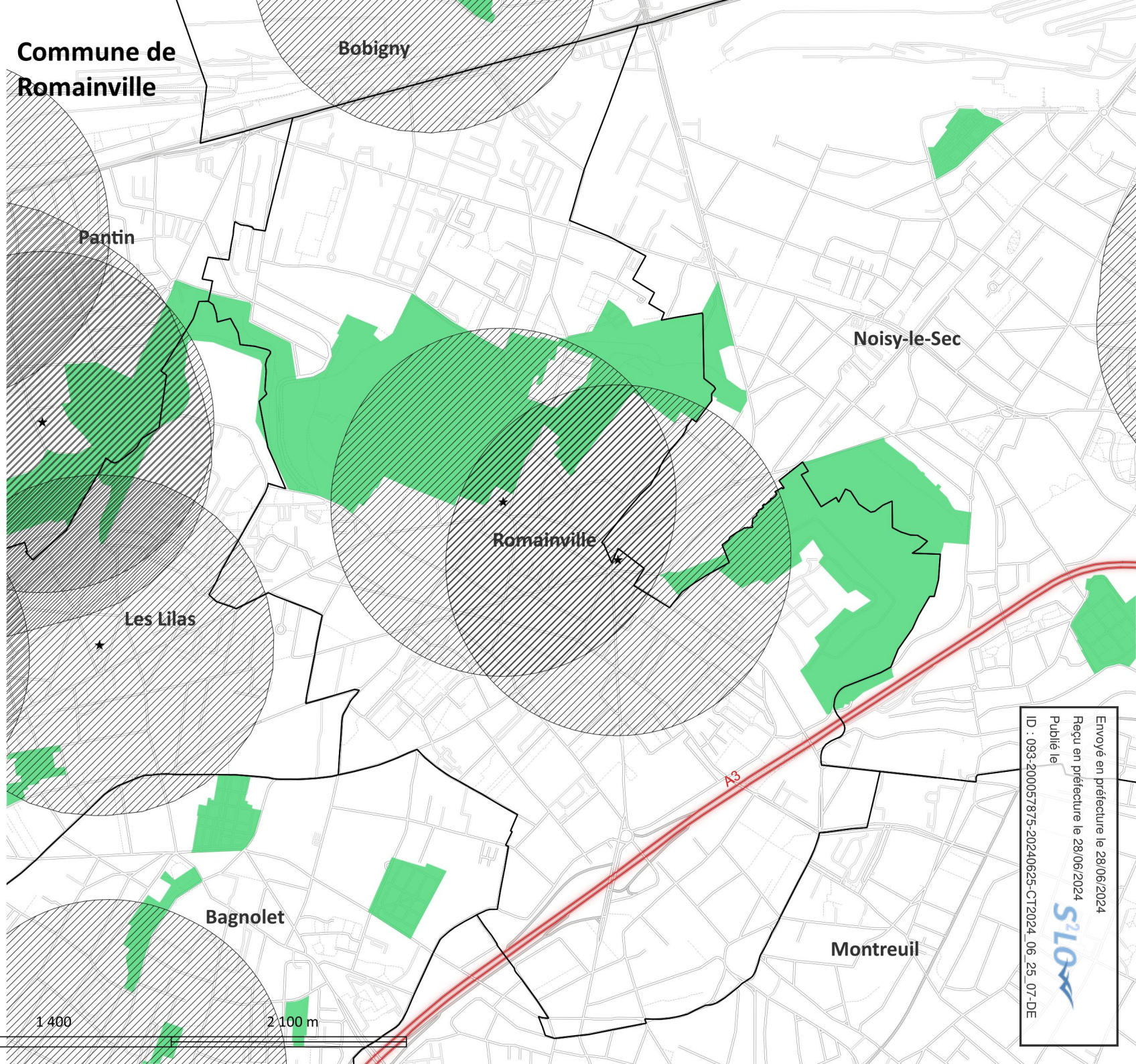
Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdiction législative et règlementaire de publicité | Juin 2024



Limite du territoire

Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

N

700 1 400 2 100 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024

Reçu en préfecture le 28/06/2024

Publié le

ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

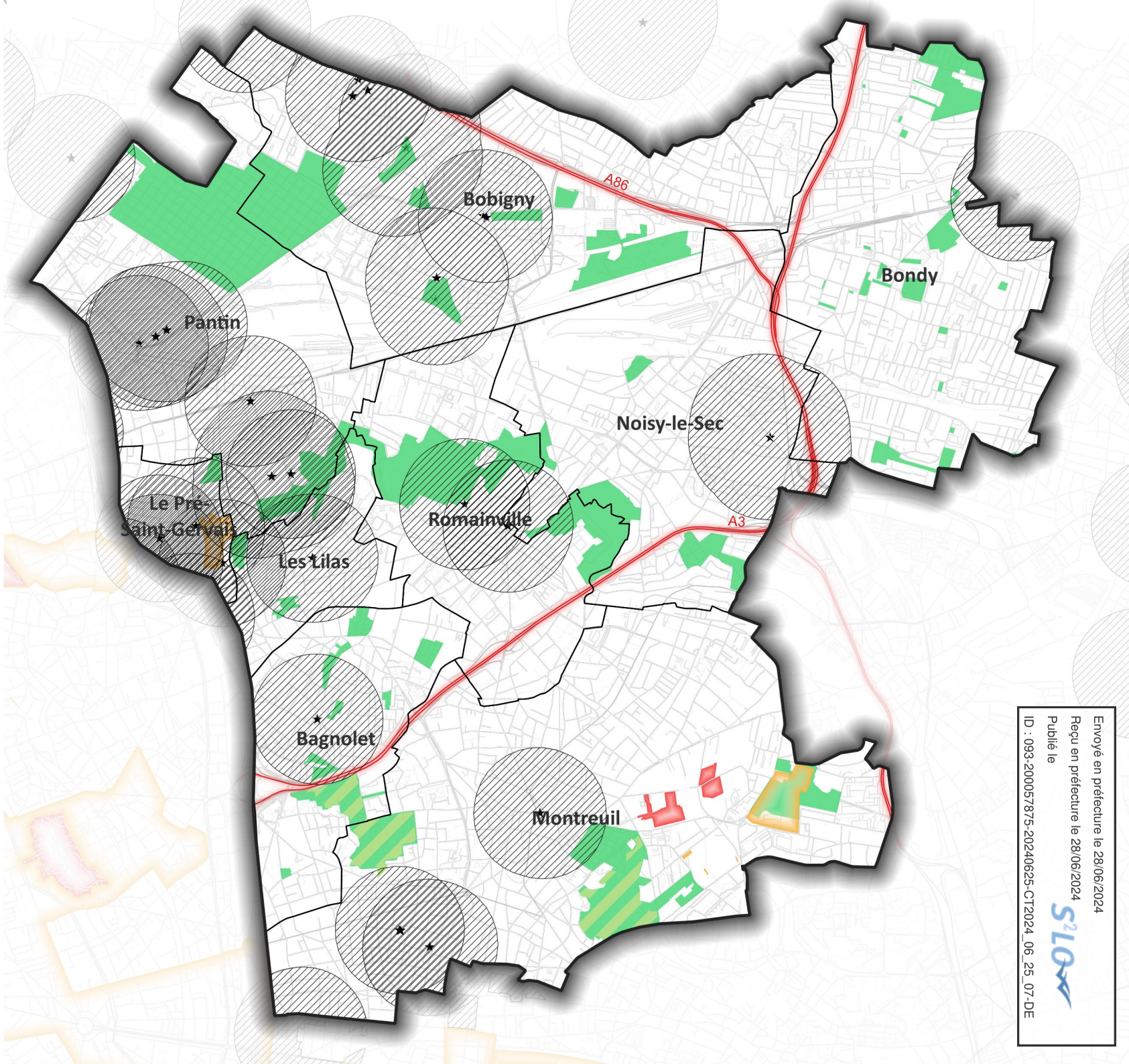
S²LO

Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdiction législative et règlementaire de publicité | Juin 2024



Limite du territoire

Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024

Reçu en préfecture le 28/06/2024

Publié le

ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

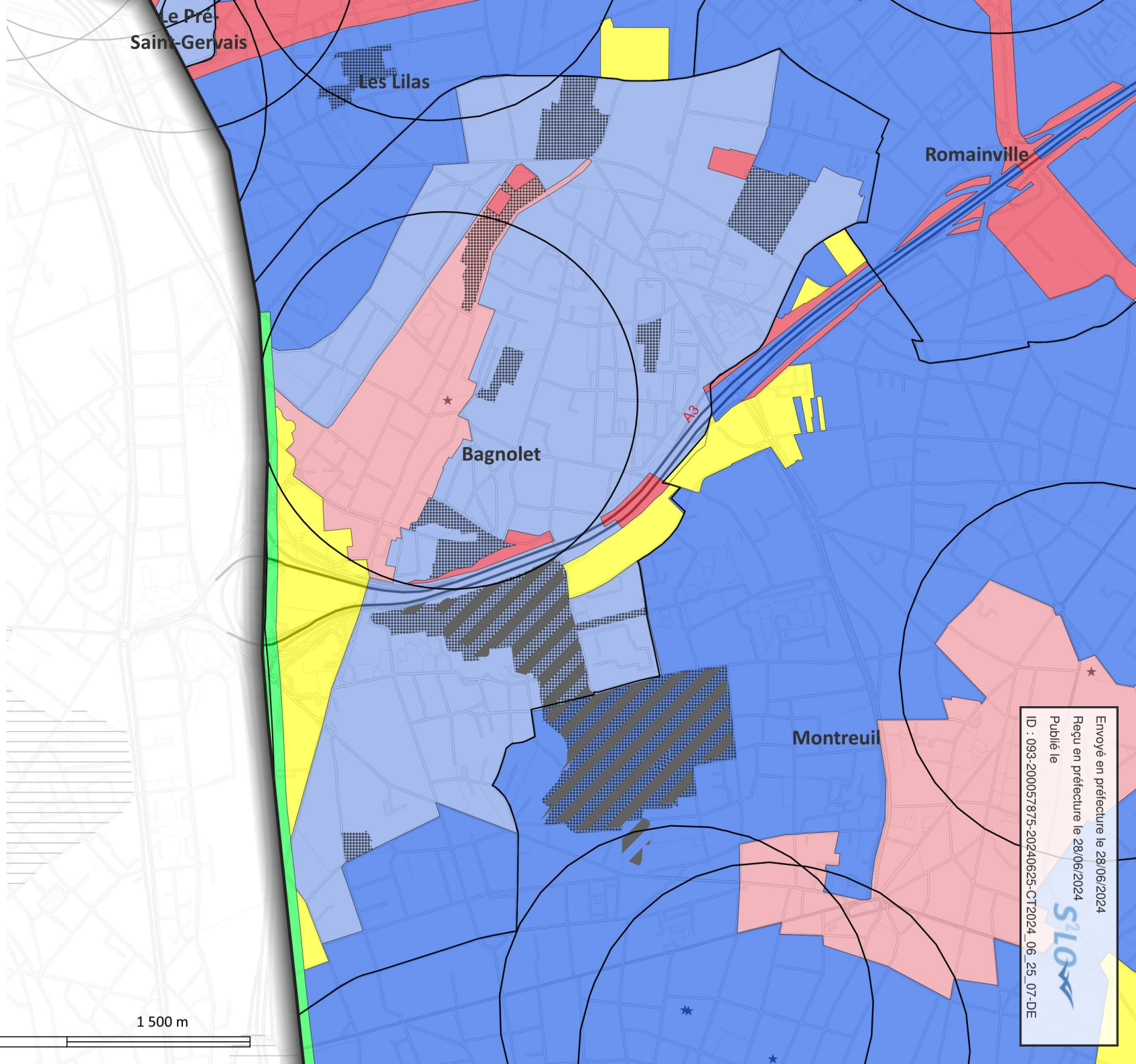
Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdictions

superposé au plan de zonage | Juin 2024

Commune de Bagnolet



Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité
(art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité
(art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

Zones du RPLi

ZP1a ZP2a ZP3

ZP1b ZP2b ZP4

N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

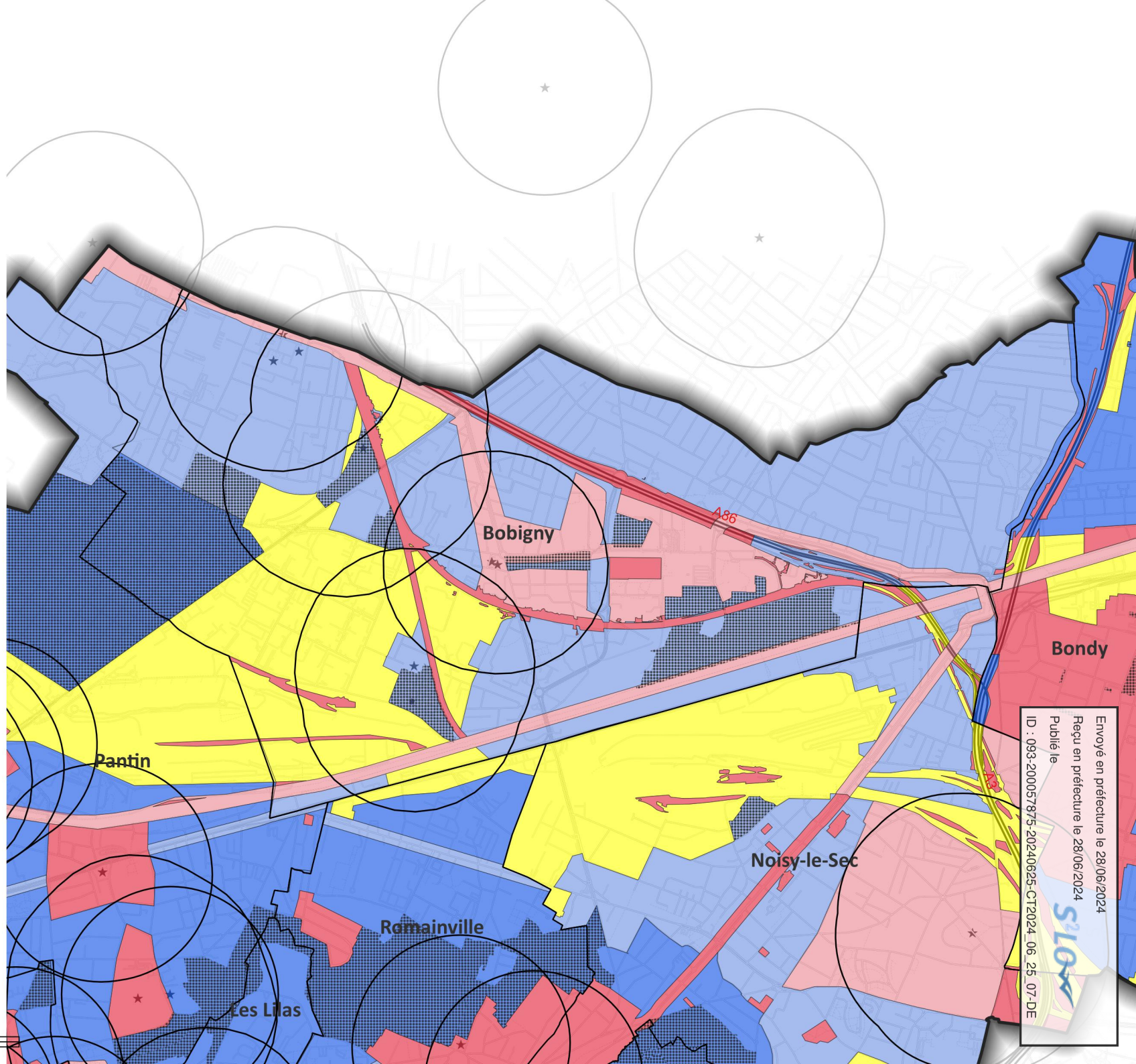
Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdictions

superposé au plan de zonage | Juin 2024

Commune de Bobigny



Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité
(art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité
(art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

Zones du RPLi

ZP1a | ZP2a | ZP3
ZP1b | ZP2b | ZP4

N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

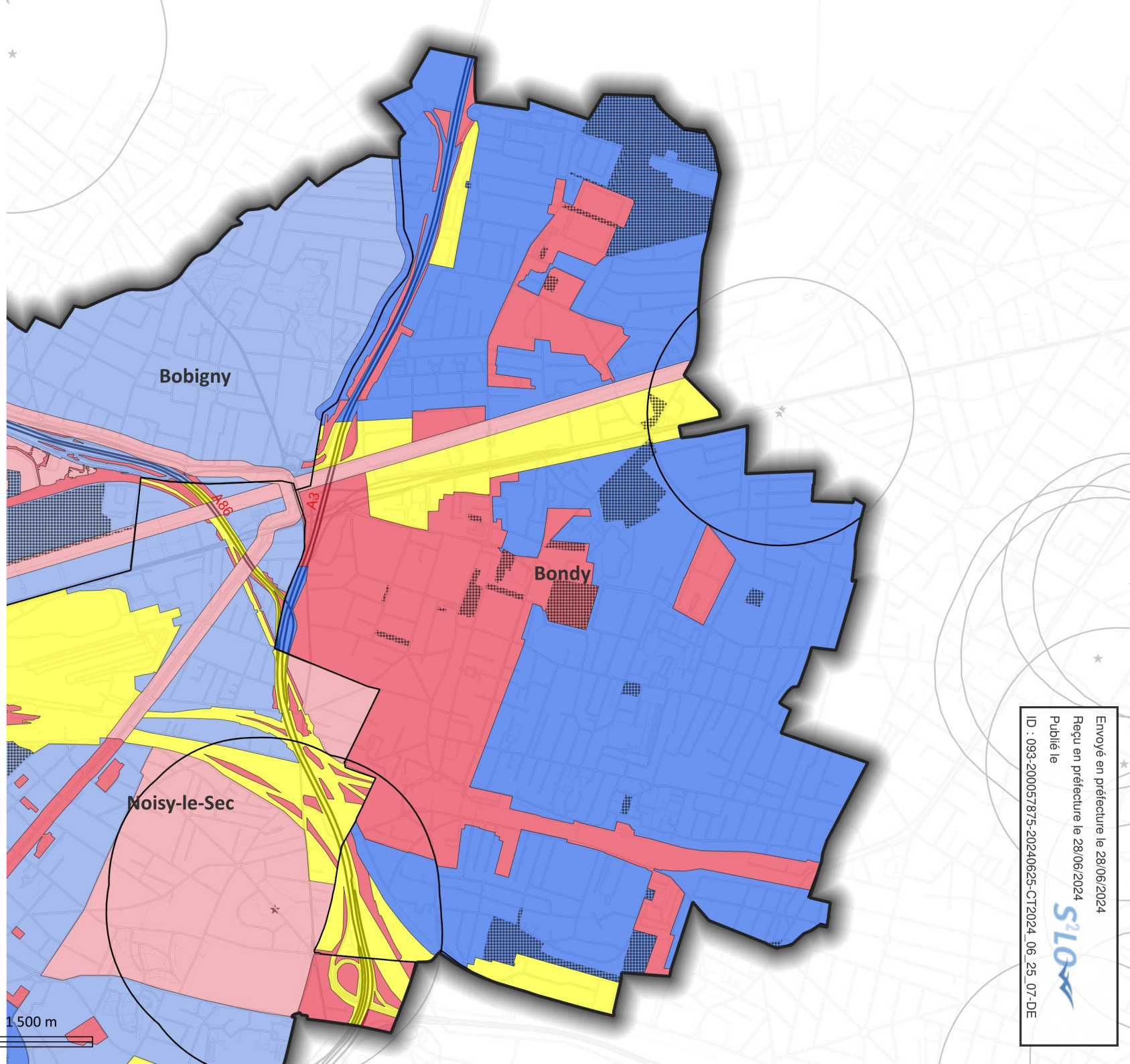
Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdictions

superposé au plan de zonage | Juin 2024

Commune de Bondy



Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité
(art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité
(art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

Zones du RPLi

ZP1a | ZP2a | ZP3

ZP1b | ZP2b | ZP4

N

Envoyé en préfecture le 28/06/2024

Reçu en préfecture le 28/06/2024

Publié le

ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

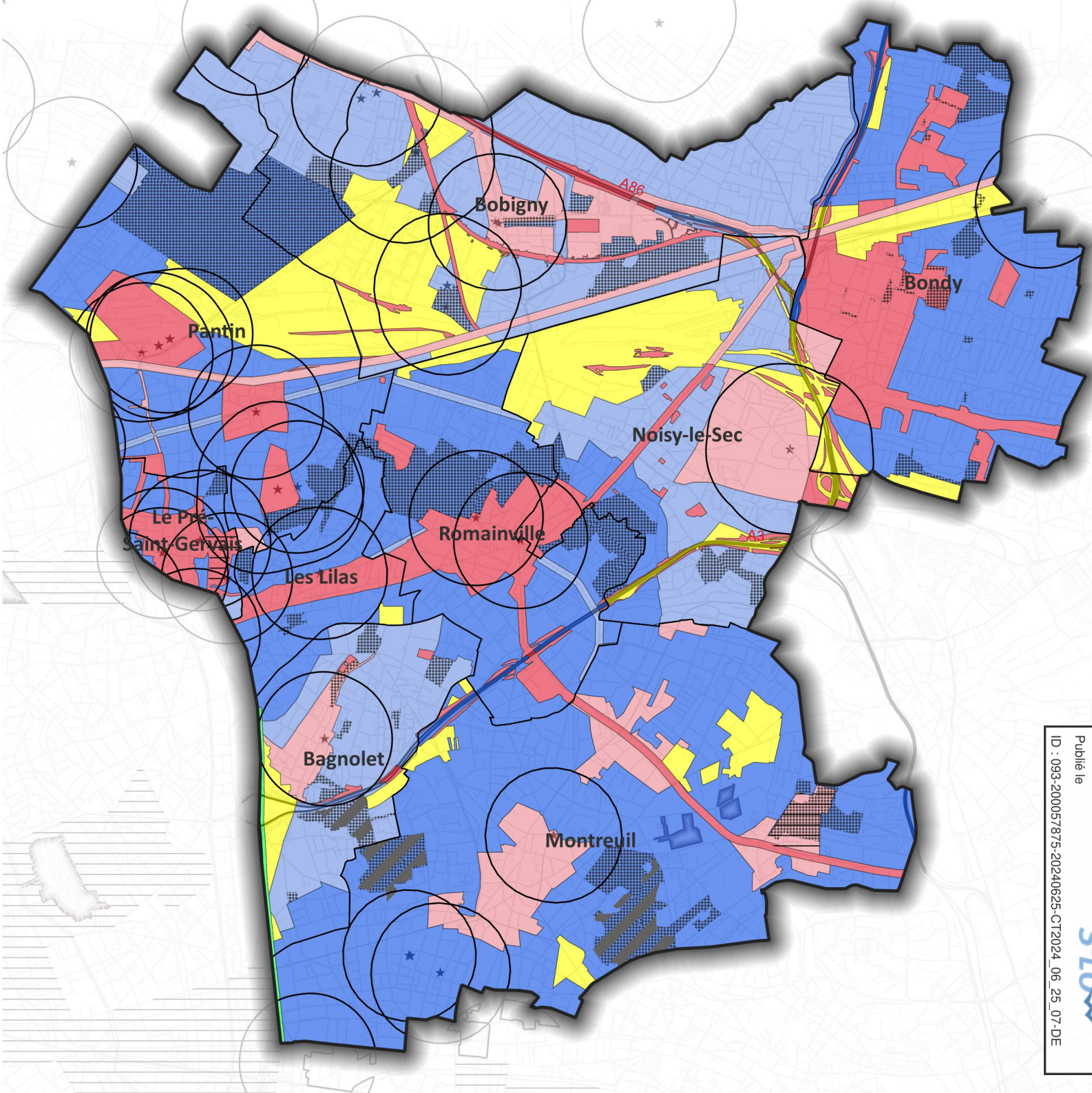
Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdictions

superposé au plan de zonage | Juin 2024



Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

Zones du RPLi

ZP1a ZP2a ZP3

ZP1b ZP2b ZP4

N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdictions

superposé au plan de zonage | Juin 2024

Commune du Pré-Saint-Gervais

Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

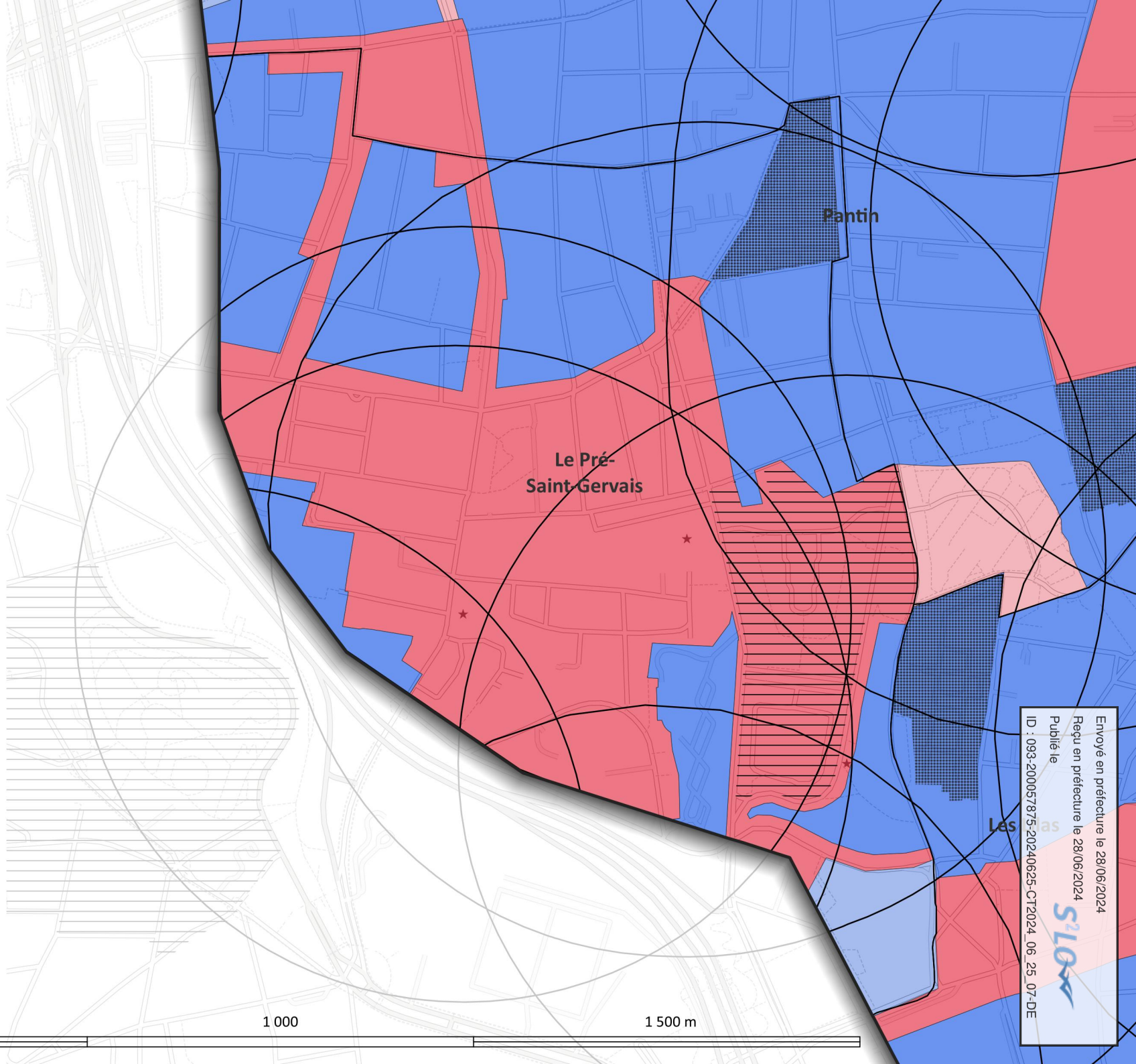
Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

Zones du RPLi

ZP1a ZP2a ZP3

ZP1b ZP2b ZP4



N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

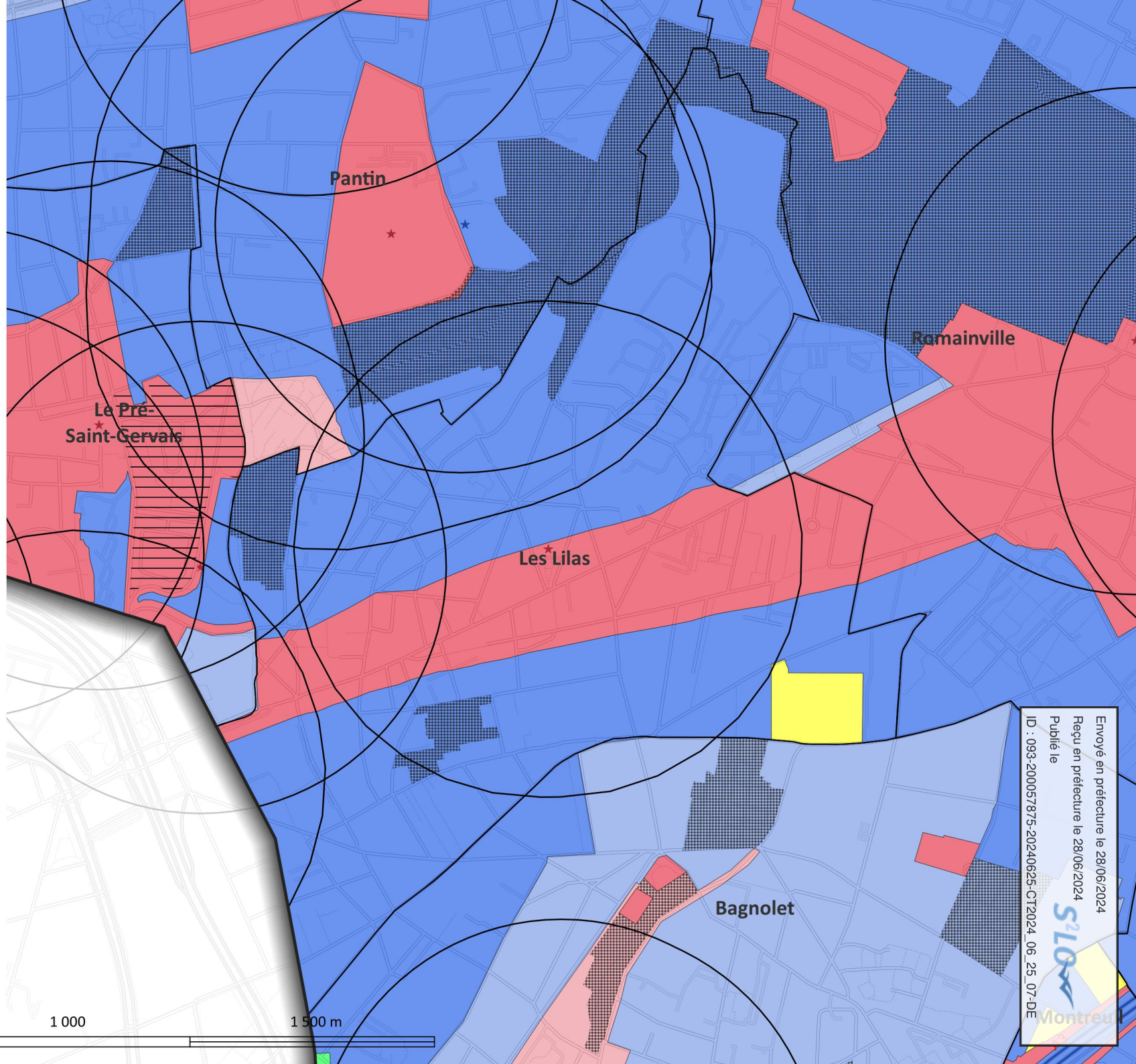
Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdictions

superposé au plan de zonage | Juin 2024

Commune des Lilas



Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

Zones du RPLi

ZP1a | ZP2a | ZP3

ZP1b | ZP2b | ZP4

N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024

Reçu en préfecture le 28/06/2024

Publié le

ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

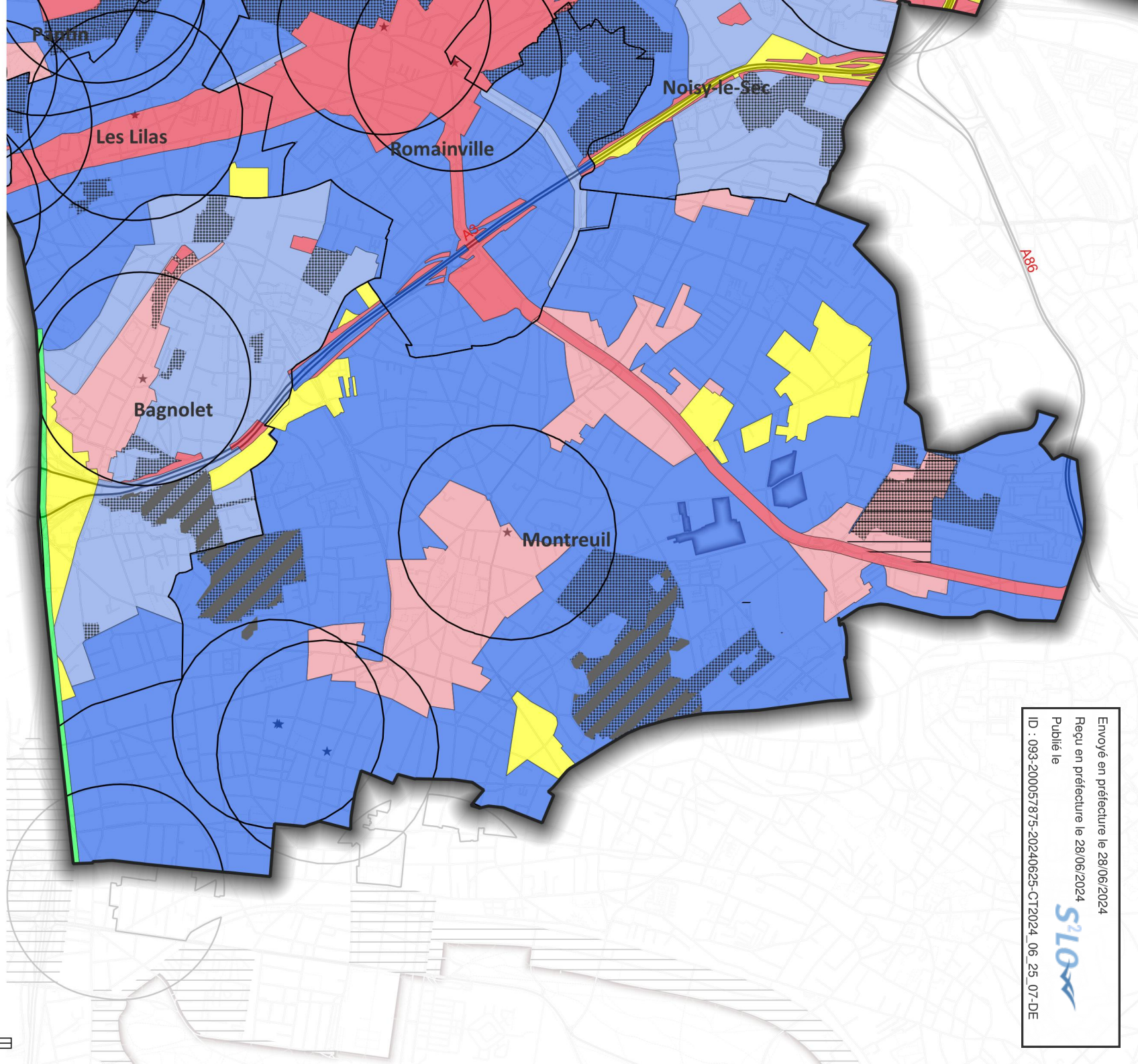
Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdictions

superposé au plan de zonage | Juin 2024

Commune de Montreuil



Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

Zones du RPLi

ZP1a ZP2a ZP3

ZP1b ZP2b ZP4

N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024

Reçu en préfecture le 28/06/2024

Publié le

ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

S²LO

Est Ensemble Grand Paris

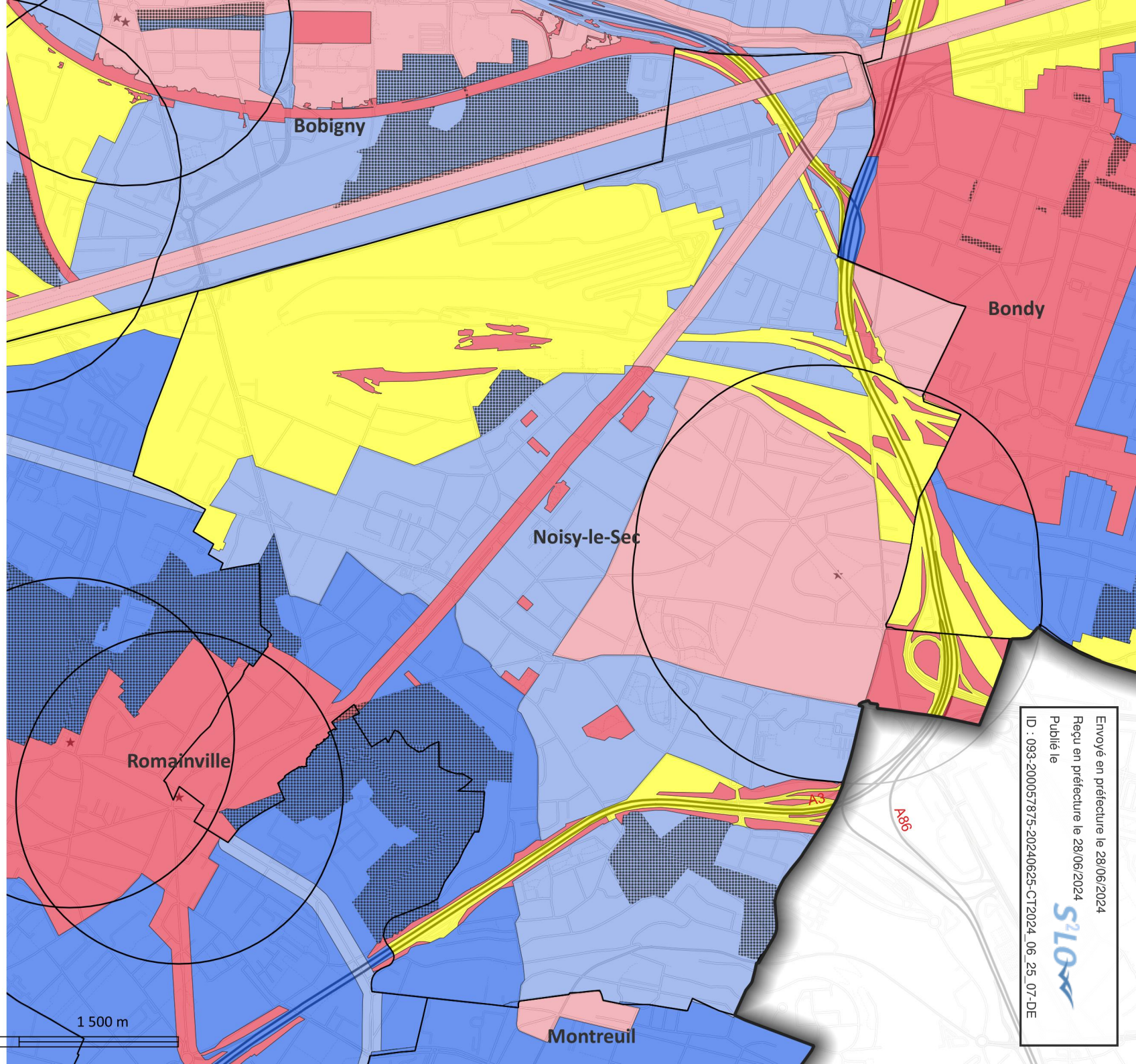
Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdictions

superposé au plan de zonage | Juin 2024

Commune de Noisy-le-Sec



Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité
(art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité
(art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

Zones du RPLi

ZP1a | ZP2a | ZP3

ZP1b | ZP2b | ZP4

N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024

Reçu en préfecture le 28/06/2024

Publié le

ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

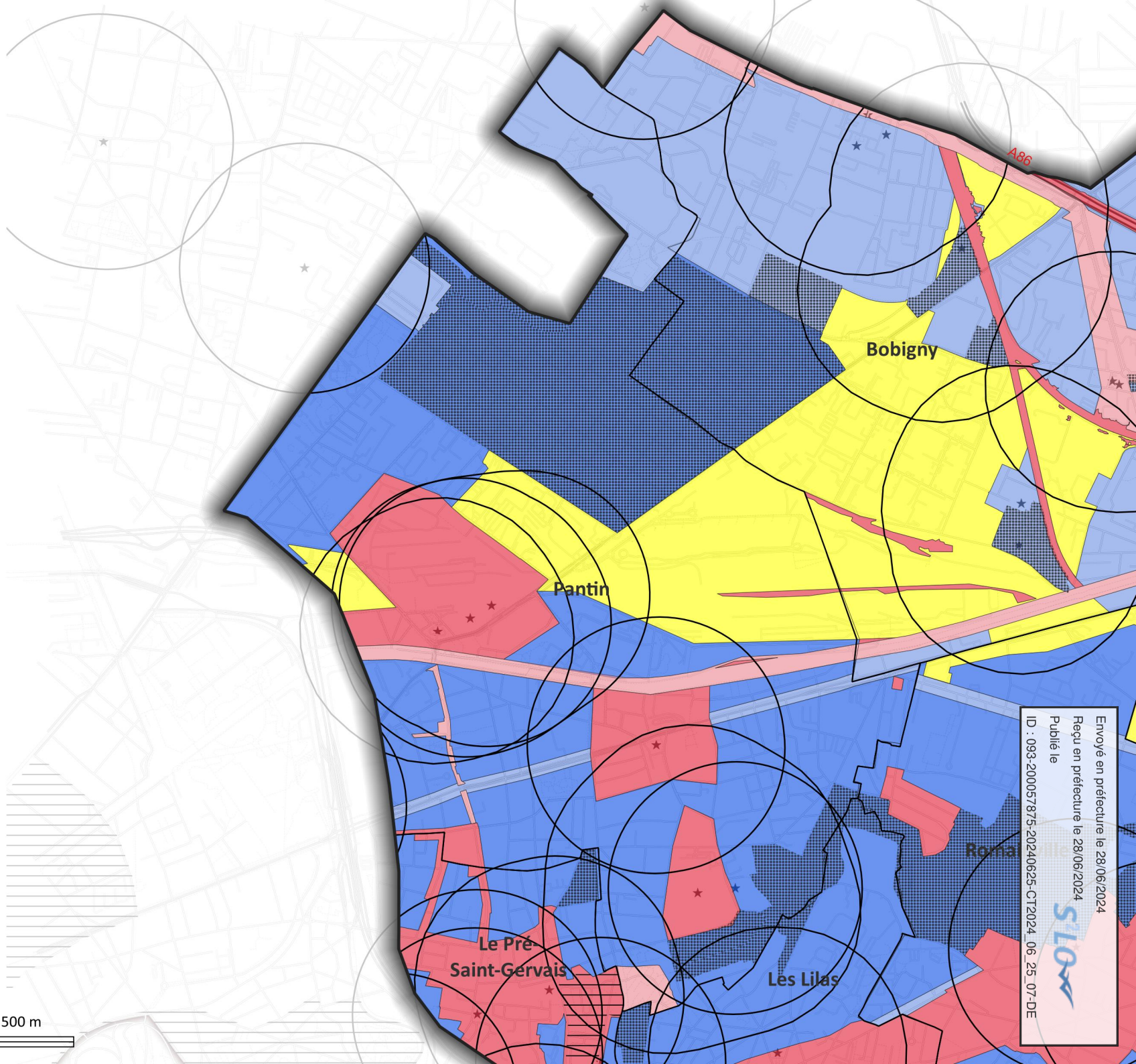
Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdictions

superposé au plan de zonage | Juin 2024

Commune de Pantin



Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

- ★ Monument historique
- Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

- Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)
- Site inscrit
- Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

- Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

- Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

Zones du RPLi

ZP1a | ZP2a | ZP3
ZP1b | ZP2b | ZP4

N

500 1 000 1 500 m

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Est Ensemble Grand Paris

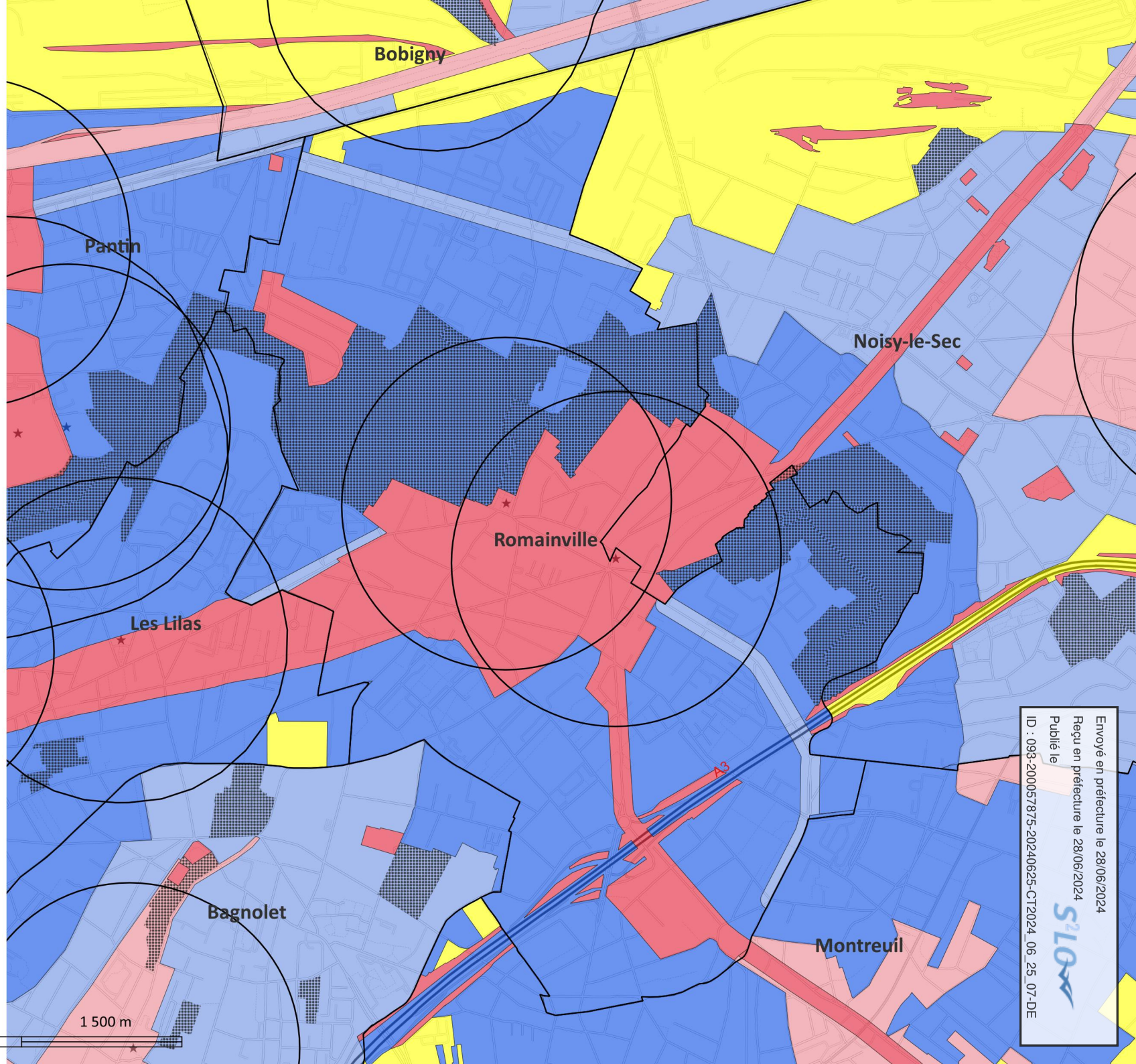
Pour le climat et la justice sociale !

Elaboration du RLPi

Plan des lieux d'interdictions

superposé au plan de zonage | Juin 2024

Commune de Romainville



Limite communale

Lieux d'interdiction absolue de publicité (art.L581-4 du Code de l'Environnement)

★ Monument historique

Site classé

Lieux d'interdiction relative de publicité (art.L581-8 du Code de l'Environnement)

Abords des MH (périmètre délimité ou, à défaut rayon de 500m et covisibilité)

Site inscrit

Zone Natura 2000

En agglomération, interdiction de la publicité scellée au sol

Zone N du PLUi

Lieux d'interdiction de visiblité sur certains axes routiers

Interdiction de visibilité des affiches des dispositifs scellés au sol (art.R581-31 Code Envir.)

Zones du RPLi

ZP1a | ZP2a | ZP3

ZP1b | ZP2b | ZP4

N

500 1 000

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

MAIRIE DE BAGNOLET (Seine-Saint-Denis)

DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES
DIRECTION DE LA VOIRIE, DES DEPLACEMENTS ET DES ESPACES PUBLICS
ARRETE PERMANENT DE CIRCULATION

LIMITES DE L'AGGLOMERATIONS

ENSEMBLE DE LA COMMUNE

LE MAIRE DE BAGNOLET (SEINE-SAINT-DENIS),

VU l'article L. 2212-2, L. 2213-1, L.2213-2, L.2521-1 et L.2521-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article R 610-5 du Code Pénal,

VU le Code de la Route, notamment les articles R 110-1 à 110-3,

VU l'article R 411-2 précisant que les limites de l'agglomérations sont fixées par arrêté du Maire,

VU la loi modifiée 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, modifier par la loi 82-623 du 22 juillet 1982,

SUR PROPOSITION de Madame la Directrice Générale des Services Techniques,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les limites d'agglomération de la ville de Bagnolet correspondent aux limites administratives de la Commune.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation - livre 1 - 5ème partie – signalisation d'indication, sera mise en place par la ville de Bagnolet.

ARTICLE 3 : Monsieur le Commissaire de Police, Madame la Directrice Générale des Services Technique ainsi que les agents assermentés placés sous leurs ordres sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible de recours gracieux auprès de l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montreuil dans les deux mois de sa publication.

Fait à Bagnolet, le 10 février 2023

Le Maire

MAIRIE DE BAGNOLET (Seine-Saint-Denis)

Tony Di Martino

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
liberté - égalité - fraternité
Ville de Bobigny
seine-saint-denis

46/127 B/96

ACTE AFFICHÉ
DU 17 JUIN 96

CP/BC

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
REÇU LE
-1 JUIL.96

Le Maire de la Commune de Bobigny,
Vu les articles L.2122-24, L.2212-1 et L.2213-1 du code général des collectivités territoriales,
Vu les articles R.1 et R.14 du code de la route,
Considérant la demande de la direction départementale de l'équipement de la Seine Saint-Denis

ARRETE

ARTICLE UNIQUE : Les limites d'agglomération de la Ville de Bobigny correspondent aux limites administratives de la Commune.

POUR COPIE CONFORME
BOBIGNY, le 28 JUIN 1996
Pour le Maire
l'Agent Communal Délégué,

J. LECOMTE

MAIRIE DE BOBIGNY (Seine-St-Denis)

Bobigny, le 27 juin 1996

Bernard BIRSINGER

Délais de recours auprès du Tribunal administratif de Paris : 2 mois.

BONDY
Heureux sous son ombre

ville-bondy.fr

ARRETE N°A2023_152
Arrêté permanent fixant les limites de l'agglomération de Bondy

LE MAIRE DE BONDY,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2, L. 2521-1 et L. 2521-2 ;

VU le code de la route, et notamment ses articles R. 110-1 à R. 110-3, R. 411-2 et R 411-8 ;

CONSIDERANT la demande de l'Établissement Public Territorial d'Est Ensemble ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Les limites de la commune de Bondy sont fixées conformément au plan annexé, sur lequel figure le positionnement des panneaux d'entrée et de sortie de l'agglomération.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire est mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Le Directeur général des services, les collectivités gestionnaires des voies concernées et les services de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet des transmissions et formalités de publicité réglementairement exigées.

Fait en Mairie à Bondy, le 13 avril 2023

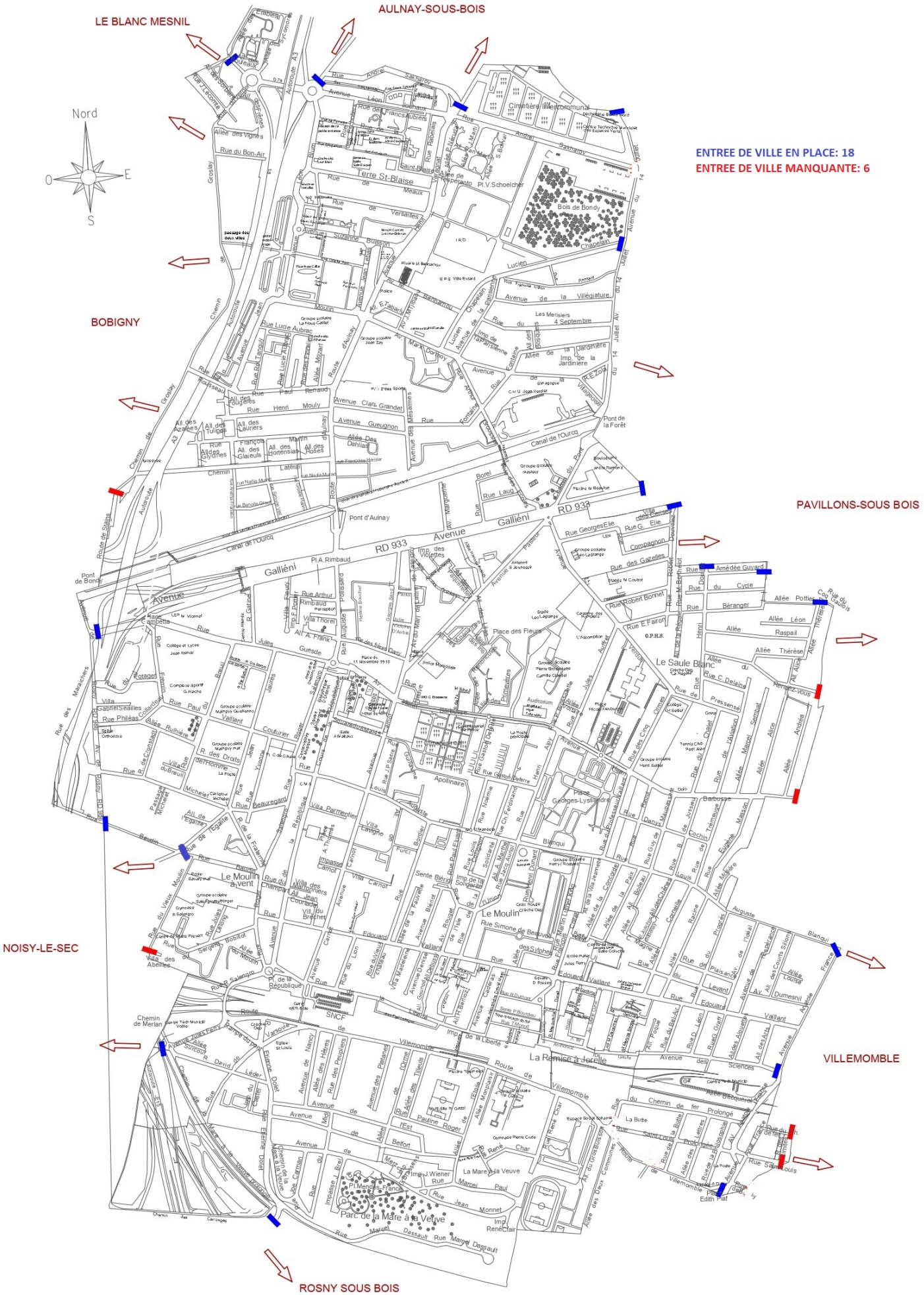
Pour le Maire et par délégation
Laurent [illegible]
1ER Adjoint au Maire

VILLE DE BONDY 46 SEINE SAINT DENIS

Stephen HERVE
Maire de Bondy
Conseiller régional d'Île-de-France

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

ENTREES DE VILLES



06-12-2022

VILLE DE BONDY

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

le PRÉ Saint-Gervais

ARRETE

REF : PV/SD – 07.03.0157

Arrêté n° 036/2007

Le Maire de la Ville du Pré Saint-Gervais ;

VU le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2521-1 et L.2521-2 ;

VU les articles R.110-1 à R.110-3 du Code de la Route ;

VU l'article R.411-2 du Code de la Route, précisant que les limites des agglomérations sont fixées par arrêté du maire ;

VU la loi modifiée N°82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des Communes, modifiée par la loi N°82.623 du 22 juillet 1982 ;

VU le rapport du Directeur des Services Techniques ;

OBJET : (Définition des limites d'agglomération)

CONSIDERANT la demande de la Direction Départementale de l'Equipement de la Seine-Saint-Denis ;

ARRETE

Certifié exécutoire par le Maire du Pré Saint-Gervais, compte tenu de la réception en Préfecture, le : – 4 AVR. 2007

Article 1 - Les limites d'agglomération de la Ville du Pré Saint-Gervais correspondent aux limites administratives de la Commune.

Article 2- Le présent arrêté sera inscrit au Registre des actes de la Mairie et ampliation sera adressée à :

- ✓ Monsieur le Préfet, P.S.S.D. - Direction de la réglementation - 1er Bureau,
- ✓ Le Directeur Général des Services
- ✓ Madame le Commissaire de Police des Lilas,
- ✓ Monsieur le Capitaine des Sapeurs Pompiers de Paris,
- ✓ Direction Départementale de l'Equipement – Service Circulation et Sécurité routières – 99 avenue du Général De Gaulle – 93114 Rosny-sous-bois.

Pour le Maire
L'Adjoint délégué,

Claude BARTOLONE
Maire-Adjoint
Député de la Seine-Saint-Denis

Le Pré Saint-Gervais, le 26 mars 2007

Le Maire
Gérard COSME

Pour le Maire
L'Adjoint délégué,

Claude BARTOLONE
Maire-Adjoint
Député de la Seine-Saint-Denis

Accusé de réception en préfecture
093-200057875-20210323-CT2021-03-23-20-DE
Date de télétransmission : 02/04/2021
Date de réception préfecture : 02/04/2021

TEL 01 49 42 73 00
FAX 01 48 40 10 13

HÔTEL DE VILLE - BP104 - 84 BIS RUE ANDRÉ JOINEAU
93311 LE PRÉ SAINT-GERVAIS CEDEX

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

ville des Lilas

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune DES LILAS

n° D019 / 22

Vu le code de la route, notamment ses articles R. 110-2, R. 411-2 et R. 411-8,

Considérant que les évolutions de l'espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés imposent de fixer, par rapport à l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique, les limites d'agglomération de la commune DES LILAS,

Arrête

Article 1er : Les limites de l'agglomération de la commune DES LILAS sont fixées conformément au plan annexé, sur lequel figure le positionnement des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération.

Article 2 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – livre 1 – 5ème partie – signalisation indication – est mise en place à la charge de la commune.

Article 3 : Le directeur général des services, les collectivités gestionnaires des voies concernées et les services de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet des transmissions et formalités de publicité réglementairement exigées.

Fait aux Lilas, le 21 JUIL. 2022

Le Maire,

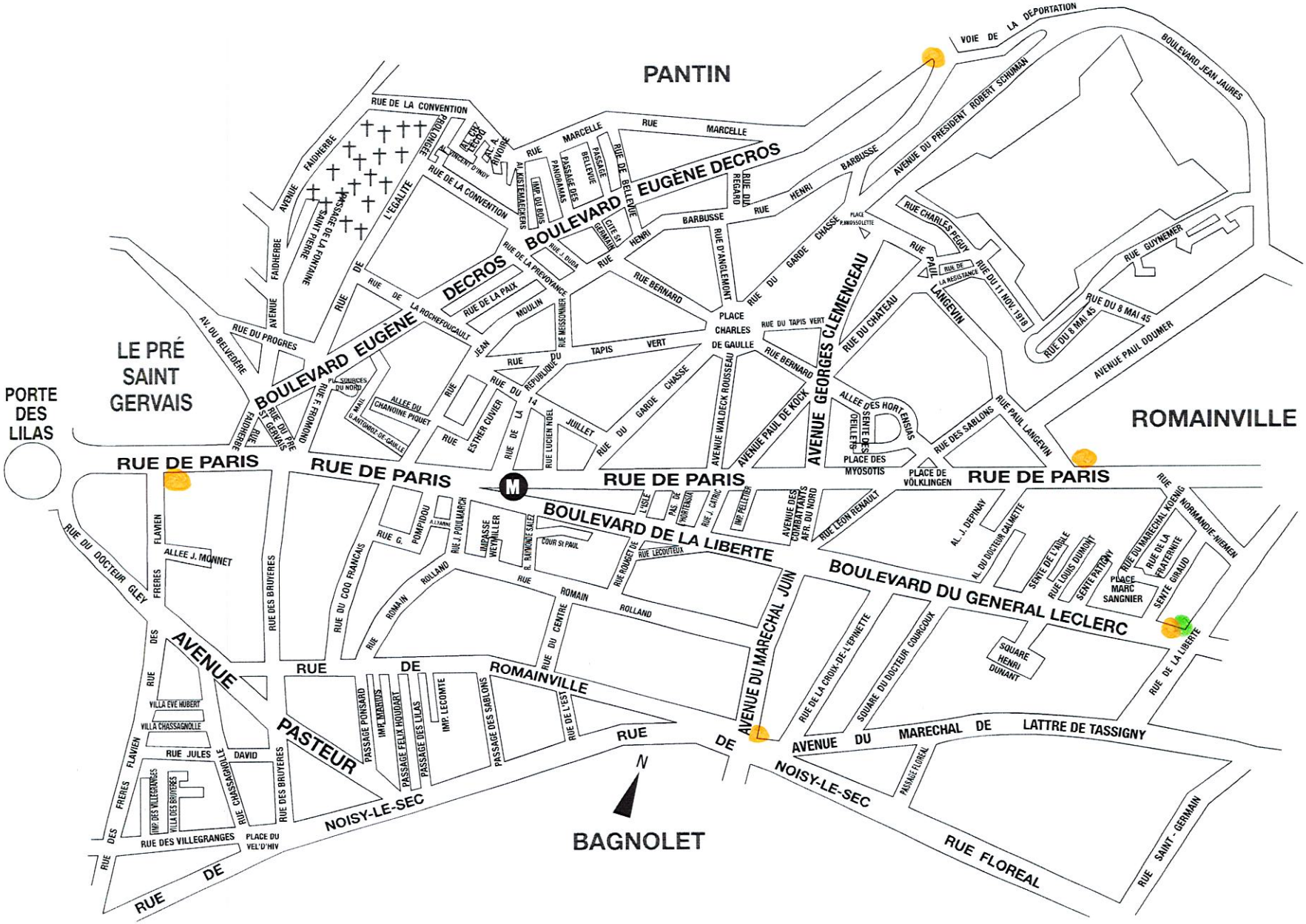
MAIRIE DES LILAS (Seine-St-Denis)

Monsieur Lionel BENHAROUS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir présenté devant le tribunal administratif de MONTREUIL dans les deux mois à compter de son affichage en mairie.

entrée d'agglomération.

sortie d'agglomération.



Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

ENTREE DE VILLE 2022



N°1 PARIS / GAUMONT



N°2 CHANZY / FRATERNITE



N°3 REPUBLIQUE / L.GAUMONT



N°4 A.CARREL / LAGNY



N°5 ROBESPIERRE / LAGNY



N°6 2 COMMUNES / LAGNY

LIMITE D'AGGLOMERATION 2022

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



N°7 MEUNIERS



N°8 WILSON / SOLIDARITE



N°9 J.D'ARC / 3 TERRITOIRS



N°10 DESGRANGES



N°11 PASSELEU



N°12 STALINGRAD /4 RUELLES

LIMITE D'AGGLOMERATION 2022

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



N°13 P.DOUMER / H.WALLON



N°14 E.RENAN / T.SUEUR



N°15 V.HUGO



N°16 P.BROSSOLETTE



N°17 BABEUF



N°18 BABEUF

LIMITE D'AGGLOMERATION 2022

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



N°19 REDOUTES



N°20 A.BRIAND / PROCESSIONS



N°21 F.LAMAZE



N°22 ROMAINVILLE / ST DENIS



N°23 C.FABIEN



N°24 BOISSIERE

LIMITE D'AGGLOMERATION 2022

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE



N°25 BERLIOZ



N°26 BARBUSSE



N°27 SORTIE AUTOROUTE



N°28 J.LOLIVE



N°29 ROSNY / T.SUEUR



N°30 SORTIE AUTOROUTE / ROSNY

LIMITE D'AGGLOMERATION 2022

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Olivier STERN
Adjoint au Maire
AR2022P-005/RT

Montreuil.fr

ARRÊTÉ DU MAIRE

OBJET : Fixation des limites d'agglomération de la Ville de Montreuil

Monsieur Le Maire de Montreuil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2213-1 et suivants,
Vu le Code de la route, et notamment ses articles R110-1, R110-2, R.411-2, R411-8 et R411-25,
Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 – livre I – 5e partie : Signalisation d'indication, des services et de repérage, approuvée par l'arrêté du 6 décembre 2011 modifié,
Vu la délibération n°DEL20200528_3 du conseil municipal en date du 28 mai 2020 portant élection des adjoints au maire et notamment élection de Monsieur Olivier STERN au rang de cinquième adjoint au maire,
Vu l'arrêté 2020-0118 du 09 juin 2020 instituant délégation de fonction et de signature à Monsieur Olivier STERN cinquième adjoint au Maire,
Considérant que les évolutions de l'espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés impose de fixer, par rapport à l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique, les limites d'agglomération de Montreuil,

ARRÊTE

Article 1 : Les limites de l'agglomération de la Ville de Montreuil au sens de l'article R110-2 du code de la route sont fixées au plan annexé, sur lequel figure le positionnement des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération.
Article 2 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 – Livre I - 5e partie, est mise en place à la charge de la commune.
Article 3 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.
Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.
Article 5 : La Directrice Générale des Services de la ville de Montreuil et le Commissaire Divisionnaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

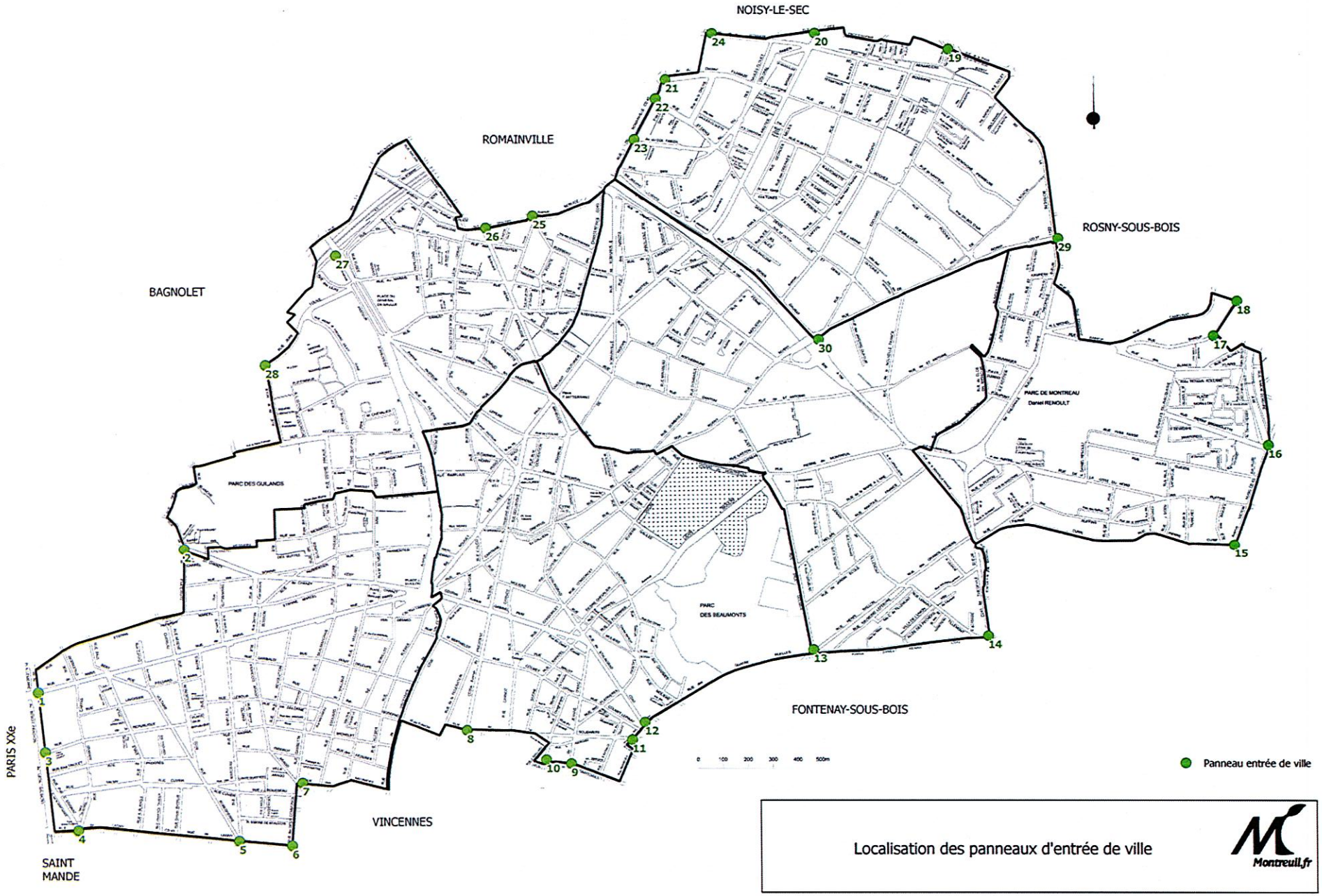
Fait à Montreuil, le 05 décembre 2022

Pour le Maire et par délégation
Olivier STERN
Adjoint délégué à la relation usagers, au numérique,
aux mobilités, au stationnement et à la ville cyclable

MAIRIE DE MONTREUIL (SEINE-ST-DENIS)

Le Maire :
-Certifie le caractère exécutoire de cet acte compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
-Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

LIMITE D'AGGLOMERATION MONTREUIL 93100



Localisation des panneaux d'entrée de ville

Montreuil.fr

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Envoyé en préfecture le 20/04/2023
Reçu en préfecture le 20/04/2023
Publié le 19/04/2023
ID : 093-219300530-20230419-AR23_109-AR

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

ARRETE DU MAIRE

N°23_109

ARRETE FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION DE LA COMMUNE DE NOISY-LE-SEC

Le maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route, notamment ses articles R. 110-1 à R. 110-3, R. 411-2 et R. 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Considérant qu'il convient de fixer les limites de l'agglomération de la Ville de Noisy-le-Sec.

ARRETE

Article 1: Les limites d'agglomération de la Ville de Noisy-le-Sec correspondent aux limites administratives conformément au plan annexé au présent arrêté.

Article 2: La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, sera mise en place par les services de la Ville de Noisy-le-Sec.

Article 3 : Le directeur général des services et le chef de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 4: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessibles par le site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir, soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

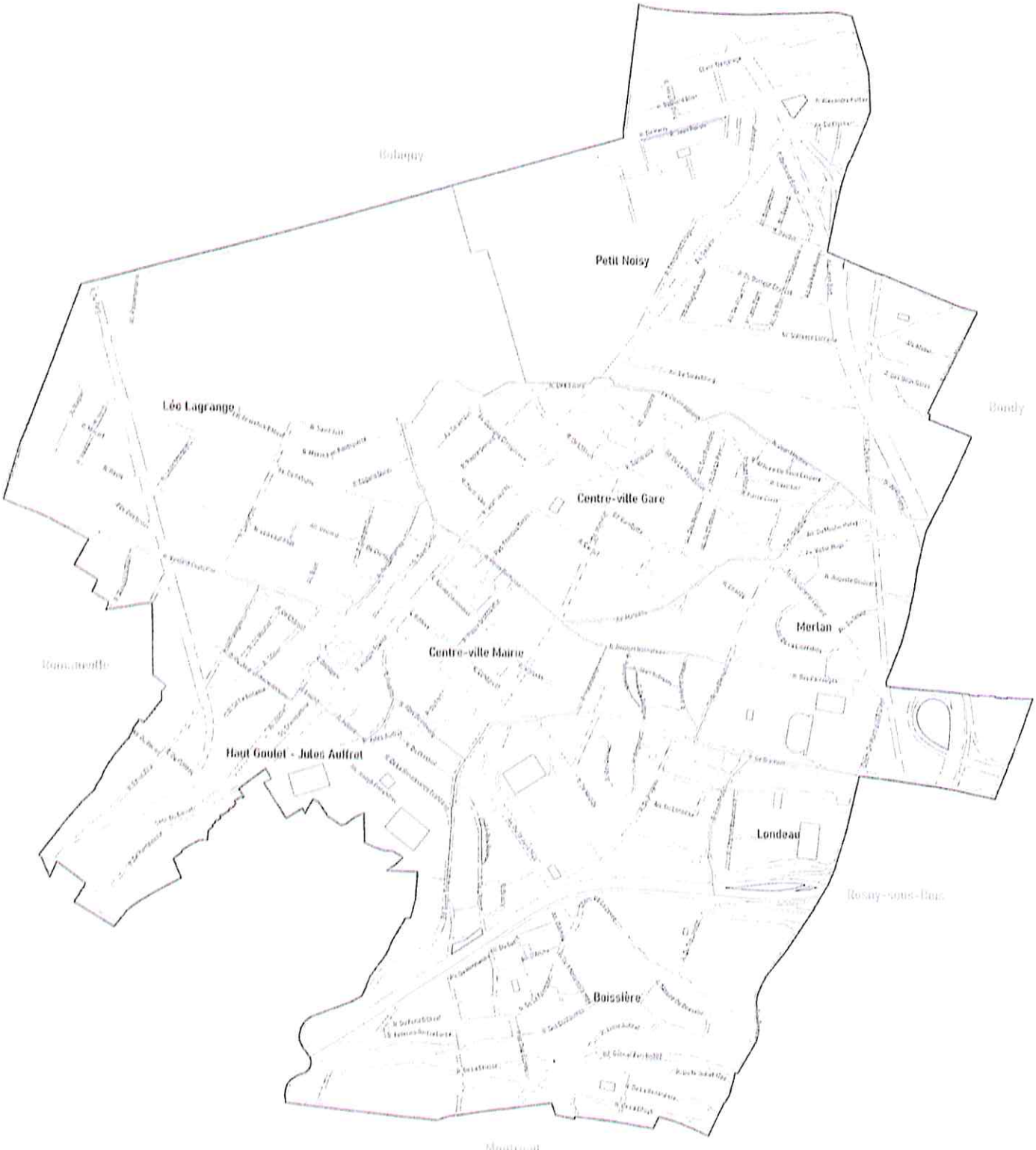
19 AVR. 2023

Le Maire

Olivier SARRABEYROUSE

MAIRIE DE NOISY-LE-SEC 82 93 (DAU)

Envoyé en préfecture le 20/04/2023
Reçu en préfecture le 20/04/2023
Publié le 19/04/2023
ID : 093-219300530-20230419-AR23_109-AR



Ville de Pantin

ARRÊTÉ N° 2022/684D

DOMAINE : VOIRIE

OBJET : LIMITES D'AGGLOMERATION DE LA VILLE DE PANTIN

Le Maire de Pantin

Vu les Articles L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2, L.2521-1 et L.2521-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article R 610 -5 du Code Pénal,
Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110-1 à 110-3,
Vu l'article R 411-2 précisant que les limites d'agglomérations sont fixées par arrêté du Maire,
Vu la loi modifiée 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982,
Sur la proposition de la Directrice Générale Adjointe des Services chargée du Département Patrimoine Bâti et Cadre de Vie,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er : Les limites d'agglomération de la Ville de Pantin correspondent aux limites d'administratives de la Commune.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation – livre 1 – 5ème partie – signalisation d'indication, sera mise en place par la Ville de Pantin.

ARTICLE 3 : M. le Directeur Général des Services et les agents communaux assermentés placés sous son autorité, Mme la Commissaire de Police et les agents sous ses ordres, M. le chef de la Police Municipale et les agents placés sous ses ordres seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions habituelles.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai imparti de 2 mois à compter de la publication, conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de Justice Administrative. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à Pantin, le 21 novembre 2022

Bertrand KERN
Maire
Conseiller Métropolitain

Transmis en Préfecture
de Seine-Saint-Denis le : 23.11.2022
Publié le : 23.11.2022

Envoyé en préfecture le 28/06/2024
Reçu en préfecture le 28/06/2024
Publié le
ID : 093-200057875-20240625-CT2024_06_25_07-DE

Ville de Romainville

Arrêté n° A_2023_0138 AFF ECO

Portant les limites d'agglomération de la Ville de Romainville

Le Maire de Romainville,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2212-2 et suivants,

Vu, le code de la route, notamment ses articles R. 110-2, R. 411-2 et R. 411-8,

Considérant, que les évolutions de l'espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés imposent de fixer, par rapport à l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique, les limites d'agglomération de la Ville de Romainville.

Arrête

Article 1er : Les limites d'agglomération de la Ville de Romainville correspondent aux limites administratives de la commune.

Article 2 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – livre 1 – 5ème partie – signalisation indication – sera mise en place par la Ville de Romainville.

Article 3 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : M. le Directeur Général des Services, le Commissaire de Police Nationale et Chef de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.
Une ampliation de ce présent arrêté sera adressée à :

–M. Le Préfet de Seine-Saint-Denis

–M. le Directeur Général des Services

–M. le Commissaire de Police Nationale des Lilas

–M. le Chef de la Police Municipale de Romainville

Romainville, le 22 février 2023

François DECHY

Maire de Romainville

Hôtel de ville
Place de la Laïcité
93231 Romainville cedex
Tél. : 01 49 15 55 00
Fax : 01 49 15 55 55
www.ville-romainville.fr